

Études économiques et financières

Vue d'ensemble

Tokyo, 12 octobre 2012

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

Préserver la croissance dans un monde incertain

.....

1012

**Cette vue d'ensemble, diffusée à Tokyo le 12 octobre 2012, inclut
le chapitre 1 et l'appendice statistique.**

**L'édition complète des *Perspectives économiques régionales*, avec les chapitres
analytiques, sera rendue publique à Nairobi le 22 octobre 2012
et disponible en format PDF sur le site www.IMF.org.**

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201
Messagerie électronique : publications@imf.org
www.imf.org
www.elibrary.imf.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iv
Remerciements	v
En bref	vii
1. Préserver la croissance dans un monde incertain	1
Introduction et résumé	1
Résilience face à une conjoncture incertaine	2
Analyse des scénarios à risques.....	11
Reste-t-il une marge de manœuvre en cas de besoin?	16
Recommandations	22
Conclusions	24
Appendice statistique	25
Encadrés	
1.1. Le Soudan du Sud, tout dernier membre du FMI.....	3
1.2. Dynamique de la dette dans le scénario de référence à moyen terme	7
1.3. Prix alimentaires mondiaux et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne.....	12
1.4. Les subventions énergétiques en Afrique subsaharienne : coûteuses, mal ciblées et inefficaces	17
Tableaux	
1.1. Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel	2
1.2. Afrique subsaharienne : autres indicateurs macroéconomiques.....	4
1.3. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière en 2011, principaux pays	8
1.4. Afrique subsaharienne : indicateurs de l'espace budgétaire.....	17
Graphiques	
1.1. Afrique subsaharienne : inflation alimentaire et hors alimentation	4
1.2. Afrique subsaharienne : crédit nominal au secteur privé	5
1.3. Afrique subsaharienne : solde budgétaire global, 2004–13	5
1.4. Afrique subsaharienne : ratios d'endettement public, 2000–12	6
1.5. Afrique subsaharienne : exportations et solde extérieur courant par groupes de pays.....	6
1.6. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière.....	9
1.7. Principales régions : croissance du PIB réel, 2008–13	10
1.8. Principales régions : inflation 2008–13	10
1.9. Afrique subsaharienne : perspectives de croissance, 2012–13	11
1.10. Afrique subsaharienne : scénario défavorable.....	15
1.11. Afrique subsaharienne : évolution de l'inflation IPC à partir de 12 mois plus tôt, fin 2012 comparé à la fin 2011	18
1.12. Afrique subsaharienne : taux de couverture par les réserves et solde extérieur courant	19

Sigles et acronymes

AfSS	Afrique subsaharienne
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Zone franc (CEMAC et UEMOA)
IPC	Indice des prix à la consommation
NPL	Créance improductive (nonperforming loan)
PEM	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i>
PER	<i>Perspectives économiques régionales</i>
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité de pouvoir d'achat
RNB	Revenu national brut
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- Dans les tableaux, un blanc indique que la rubrique correspondante est en l'occurrence «sans objet», (...) indique que les données ne sont pas disponibles, et 0 ou 0,0 indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2009–10 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement; le signe / entre deux années (par exemple 2005/06) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).

Remerciements

L'édition d'octobre 2012 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* (PER) a été préparée par une équipe dirigée par Alfredo Cuevas et Montfort Mlachila, sous l'autorité de Séan Nolan.

L'équipe était composée de Jorge Iván Canales-Kriljenko, Emily Forrest, Rodrigo Garcia-Verdu, Cheikh Gueye, Promise Kamanga, Seok Gil Park, Jon Shields, Alun Thomas, Juan Treviño et John Wakeman-Linn. Ce rapport contient aussi des contributions de Farayi Gwenhamo, Mumtaz Hussain, Christian Josz, Estelle Liu, Carla Macario, Jean Claude Nachega, Sweta Saxena, Sukhwinder Singh, Saji Thomas, Oral Williams et Kevin Wiseman. L'équipe a bénéficié du concours de Jenny Kletzin DiBiase pour la mise en forme du rapport, de Natasha Minges, assistée d'Anne O'Donoghue, pour la production, et de Charlotte Vazquez pour la composition. L'édition finale du rapport a été supervisée par Joe Procopio du Département des relations extérieures.

En bref

CHAPITRE 1 : PRÉSERVER LA CROISSANCE DANS UN MONDE INCERTAIN

- *Les conditions économiques de l'Afrique subsaharienne sont restées généralement robustes sur fond d'atonie de l'économie mondiale.* La plupart des pays à faible revenu ont continué de croître, encore que la sécheresse dans un grand nombre de pays du Sahel et l'instabilité politique au Mali et en Guinée-Bissau aient sapé l'activité économique. La situation est moins favorable pour beaucoup de pays à revenu intermédiaire, dont en particulier l'Afrique du Sud, qui sont plus étroitement liés aux marchés européens. L'inflation reflue, les tensions sur les prix des produits alimentaires et des carburants étant retombées après la flambée des prix survenue en 2011. Le recul de l'inflation a été particulièrement sensible en Afrique de l'Est, grâce notamment au resserrement de la politique monétaire.
- *Dans l'ensemble, les perspectives à court terme de l'Afrique subsaharienne demeurent positives et les projections laissent entrevoir un taux de croissance de 5¼ % par an sur la période 2012–13.* Une demande intérieure solide, y compris l'investissement, devrait soutenir la croissance dans un grand nombre de pays à faible revenu, tandis que le manque de dynamisme de la conjoncture extérieure freinera la croissance des pays à revenu intermédiaire qui ont des liens commerciaux étroits avec l'Europe. Étant donné que les cours mondiaux des produits de base devraient rester relativement peu élevés et que l'on prévoit une amélioration des conditions climatiques, l'inflation devrait diminuer pour s'établir à environ 8 % en 2012 et à environ 7 % en 2013. L'envolée des cours internationaux des céréales va vraisemblablement aggraver l'insécurité alimentaire par endroits et pourrait être un facteur d'inflation si elle venait à s'intensifier.
- *Les risques de dégradation se sont accrus, en raison surtout des incertitudes qui caractérisent la conjoncture économique mondiale.* Une détérioration de la conjoncture économique mondiale pourrait rapidement provoquer un repli de la croissance en Afrique subsaharienne, et l'amputer d'environ 1 % par an, l'impact effectif dépendant à la fois de l'ampleur et de la durée du ralentissement mondial. Les pays les plus touchés seraient ceux dont les exportations sont peu diversifiées et où les pouvoirs publics ont une marge d'action étroite.
- *Les choix de politique économique devraient tenir compte de la situation particulière de chaque pays.* Les décideurs devraient reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et extérieures si elles sont encore faibles et si la croissance est aussi robuste que prévu dans le scénario de référence. Si l'activité économique mondiale devait connaître un ralentissement prononcé, avec des répercussions sur l'Afrique subsaharienne, il serait impératif d'éviter une contraction budgétaire procyclique tant que les déficits accrus peuvent être financés. Un grand nombre de pays seront en mesure de gérer un ralentissement, en combinant mesures budgétaires, monétaires et de taux de change — le dosage adéquat étant déterminé par la nature du régime de change, la capacité du pays à financer des déficits accrus et sa situation sur le front de l'inflation.

1. Préserver la croissance dans un monde incertain

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

La croissance est restée généralement robuste en Afrique subsaharienne sur fond d'atonie de l'économie mondiale. Selon les projections, la production régionale devrait augmenter d'au moins 5 % en 2012–13, c'est-à-dire à peu près autant qu'en 2010–11. Cela dit, les résultats varient sensiblement d'un pays à l'autre, la plupart des pays à faible revenu affichant une expansion solide tandis que la croissance ralentit dans les pays à revenu intermédiaire dont l'évolution suit celle de l'économie mondiale et dans certains pays touchés par la sécheresse et l'instabilité politique. Des risques de dégradation pèsent sur les perspectives régionales en raison de l'incertitude qui caractérise la conjoncture économique mondiale. L'analyse de plusieurs scénarios défavorables conduit à penser que, à moins d'un effondrement des marchés comparable à celui qui a suivi la faillite de Lehman Brothers, un ralentissement de l'activité mondiale freinerait la croissance de la région, sans toutefois la remettre en cause.

Les perspectives à court terme de l'économie mondiale se sont dégradées au cours de ces six derniers mois, car la reprise économique des pays avancés a été mise à mal par de nouveaux revers et une accentuation des incertitudes. Les projections du FMI pour la croissance mondiale en 2012–13 ont été revues à la baisse depuis l'édition d'avril 2012 de ce rapport; elles tablent maintenant sur une croissance de 3,6 % en 2013, contre 4,1 % auparavant. L'incertitude concernant les perspectives économiques mondiales est élevée; elle tient en tout premier lieu au double risque d'intensification des tensions dans la zone euro et de durcissement prononcé de la politique budgétaire aux États-Unis.

Dans ce contexte, l'Afrique subsaharienne continue de connaître une croissance relativement forte et est

en bonne voie pour enregistrer un taux de croissance d'environ 5¼ % par an en 2012–13, c'est-à-dire un rythme semblable à celui de 2010–11. La plupart des pays à faible revenu participent à cette expansion, même si la sécheresse a ralenti l'activité dans un grand nombre de pays du Sahel et que l'instabilité politique a sapé les perspectives de croissance au Mali et en Guinée-Bissau. La situation est moins favorable pour beaucoup de pays à revenu intermédiaire qui sont plus étroitement liés aux marchés européens; en Afrique du Sud, la croissance économique devrait descendre à environ 2½ % en 2012, et elle devrait ralentir aussi sensiblement dans un grand nombre d'autres pays.

L'inflation a ralenti dans la région en 2012 sous l'effet d'une baisse de l'inflation des prix des produits alimentaires et des carburants après la flambée de 2011; le coup de frein a été le plus marqué en Afrique de l'Est, où un durcissement prononcé de la politique monétaire a été nécessaire pour inverser les effets de l'envolée des prix de 2011. La forte hausse récente des cours mondiaux des céréales pourrait altérer, au moins en partie, le repli prévu de l'inflation, même s'il est assez probable que les effets de ce qui devrait être une flambée provisoire des prix seront contenus dans la plus grande partie de la région, ne serait-ce que parce que le prix du riz, produit alimentaire de base importé le plus important pour l'Afrique subsaharienne, n'a guère varié. Cela dit, l'envolée des cours mondiaux va vraisemblablement accroître les tensions dans les pays/sous-régions où les récoltes sont mauvaises.

Une détérioration de la conjoncture économique mondiale pourrait rapidement provoquer un repli de la croissance en Afrique subsaharienne. On estime qu'un ralentissement de l'activité mondiale se traduirait vraisemblablement par une diminution du taux de croissance régionale d'environ 1 % par an, selon l'ampleur et la durée du ralentissement. L'effet pourrait être plus prononcé dans certains pays, en particulier ceux dont les exportations sont peu diversifiées et où les marges de manœuvre des pouvoirs publics sont faibles.

Ce chapitre a été rédigé par Montfort Mlachila, Seok Gil Park et Juan Treviño, avec le concours d'Emily Forrest et de Promise Kamanga en matière de recherche et de Jenny DiBiase pour la mise en forme.

La plupart des pays subsahariens ont rebondi au lendemain de la Grande Récession, mais beaucoup d'entre eux mettent du temps à rétablir leurs positions budgétaires fragilisées par la récession. Si la croissance reste aussi robuste que prévu, les décideurs des économies en expansion rapide devraient entreprendre de reconstituer les marges de manœuvre sur le plan budgétaire et extérieur, tout en tenant compte des arbitrages à effectuer quant au niveau de l'investissement public. L'un des moyens de renforcer les positions budgétaires consisterait à prendre des initiatives pour réduire les subventions énergétiques coûteuses et mal ciblées.

Si l'économie mondiale devrait connaître un ralentissement prononcé, avec des répercussions sur l'Afrique subsaharienne, les décideurs économiques de nombreux pays n'auraient guère de marge de manœuvre pour y faire face. Il est impératif d'éviter une contraction budgétaire procyclique si le dérapage du déficit peut être financé; des financements extérieurs publics, d'origine bilatérale ou multilatérale, pourraient être nécessaires pour aider les pays à faible revenu soumis à de fortes contraintes de financement en raison de la baisse des recettes budgétaires et d'exportation. Mais il y a aussi beaucoup de pays qui seraient en mesure de gérer un ralentissement, en combinant mesures budgétaires, monétaires et de taux de change — le dosage adéquat étant déterminé par la nature du régime de change, la capacité du pays à financer des déficits accrus et sa situation sur le front de l'inflation.

PRÉSENTATION DU SOUDAN DU SUD

Cette édition des *Perspectives économiques régionales* est la première à inclure le Soudan du Sud, ce qui porte le nombre de pays couverts à 45 (encadré 1.1). Le Soudan du Sud, qui a proclamé son indépendance le 9 juillet 2011, est devenu le 188^e membre du FMI le 18 avril 2012. Sur le plan économique, le Soudan du Sud contribue à raison d'environ 1 % au PIB total de l'Afrique subsaharienne (à parité de pouvoir d'achat — PPA); les données disponibles sont toutefois incomplètes, ce qui rend d'autant plus difficile toute analyse.

RÉSILIENCE FACE À UNE CONJONCTURE INCERTAINE

En 2012, la croissance économique se poursuit à un rythme soutenu en Afrique subsaharienne, où la production globale devrait progresser d'environ 5¼ % en 2012 et en 2013. Les projections de croissance n'ont été que légèrement révisées à la baisse par rapport à l'édition d'avril 2012 de ce rapport, mais les risques qui pèsent sur les perspectives économiques se sont accentués en raison du regain d'incertitude au niveau mondial. La poussée d'inflation en Afrique de l'Est a été pour la plupart jugulée et les perspectives d'inflation pour la région sont généralement favorables, même s'il est possible que les prix des denrées alimentaires augmentent dans un certain nombre de pays.

ÉVOLUTION RÉCENTE

L'activité économique s'est maintenue à un bon niveau dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, encore que la croissance ait ralenti dans plusieurs pays à revenu intermédiaire (tableau 1.1). Tandis que les exportations fléchissaient dans un grand nombre de pays, la demande intérieure est devenue une solide source de croissance, aidée en cela par les investissements publics et privés — liés dans plusieurs cas à la production de ressources naturelles. Les politiques macroéconomiques sont

Tableau 1.1. Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel
(Variation en pourcentage)

	2004–08	2009	2010	2011	2012	2013
Afrique subsaharienne (total)¹	6,5	2,8	5,3	5,2	5,3	5,3
<i>Dont :</i>						
Pays exportateurs de pétrole ¹	8,6	5,1	6,6	6,3	6,7	6,0
Pays à revenu intermédiaire ²	5,0	-0,6	3,8	4,5	3,4	3,8
<i>Dont : Afrique du Sud</i>	4,9	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Pays à faible revenu ²	7,3	5,4	6,4	5,5	5,9	6,1
États fragiles	2,5	3,1	4,2	2,3	6,6	6,5
<i>Pour mémoire :</i>						
Monde	4,6	-0,6	5,1	3,8	3,3	3,6

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Ne comprend pas le Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

Encadré 1.1. Le Soudan du Sud, tout dernier membre du FMI

Le Soudan du Sud est un vaste pays enclavé dont la population est très diverse. D'après le recensement de 2008, le pays compte 8,3 millions d'habitants, dont un tiers ont moins de 10 ans, répartis entre 65 groupes ethniques différents. Sa superficie totale est d'environ 645.000 kilomètres carrés, ce qui correspond à peu près à la taille de la France.

Le pays n'est guère développé économiquement et ses indicateurs sociaux sont très bas. L'économie du Soudan du Sud est presque entièrement tributaire de la production de pétrole (le pétrole fournit 98 % des recettes publiques et 99 % des exportations), l'agriculture de subsistance et l'élevage étant les deux autres principales activités. Le RNB par habitant est voisin de 1.000 dollars, ce qui correspond à peu près à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, les indicateurs sociaux sont nettement inférieurs aux normes régionales, et le pays est presque dépourvu d'infrastructures (il n'y a que 100 km de routes revêtues, essentiellement dans la capitale Djouba).

Tableau 1. Indicateurs sociaux

	Soudan du Sud, 2006	Afrique subsaharienne, 2006-09
Population (millions, 2008)	8,3	750
Incidence de la pauvreté (enquête nationale auprès des ménages)	51	48
Taux d'alphabétisme (pourcentage de la population adulte)	27	66
Taux de mortalité, moins de 5 ans (décès pour 1.000 enfants)	102	84
Prévalence de la sous-alimentation (pourcentage de la population)	47	26
Taux de scolarisation primaire (pourcentage, brut)	48	68
Accès à une source d'eau améliorée (pourcentage de la population)	55	60

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; calculs des services du FMI.

Le Soudan du Sud possède un potentiel économique considérable, mais il devra surmonter des défis majeurs pour pouvoir les exploiter. Parmi ces défis figurent les carences institutionnelles, le manque d'infrastructures matérielles et l'insuffisance de la base de capital humain. Pour résoudre ces difficultés, il faudra d'abord que soient réglés durablement les tensions et les litiges bilatéraux avec le Soudan. Les recettes pétrolières offrent l'occasion d'investir dans les infrastructures et le développement social, même si les contraintes de capacité limitent le rythme auquel cela peut être réalisé. Le bétail, les pêcheries, l'agriculture et les forêts constituent des richesses substantielles qui pourraient devenir des facteurs de croissance. Les autorités s'emploient actuellement à mettre en place les institutions économiques essentielles que sont le ministère des finances, les agences de recouvrement des recettes, le Bureau national de la statistique et la banque centrale. Pour soutenir cet effort, le FMI a créé pour trois ans un fonds de fiducie spécial pour le Soudan du Sud, qui permettra de fournir au pays une assistance technique sur grande échelle ainsi que des actions de formation dans les domaines de la politique macroéconomique et des statistiques. Le Soudan du Sud remplit les conditions requises pour bénéficier des financements concessionnels du FMI.

restées généralement accommodantes — à l'exception de l'Afrique de l'Est, où un resserrement monétaire a été nécessaire pour maîtriser l'inflation. Du côté de l'offre, la production agricole des pays du Sahel et du Kenya se redresse après la sécheresse; la production de pétrole est en progression dans plusieurs pays (Angola, Nigéria et Tchad); de nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles sont en cours de réalisation au Niger (pétrole) et en Sierra Leone (minerai de fer); et certaines activités de services, tels que les télécommunications, continuent de faire preuve d'un dynamisme remarquable. Maintenant que le conflit

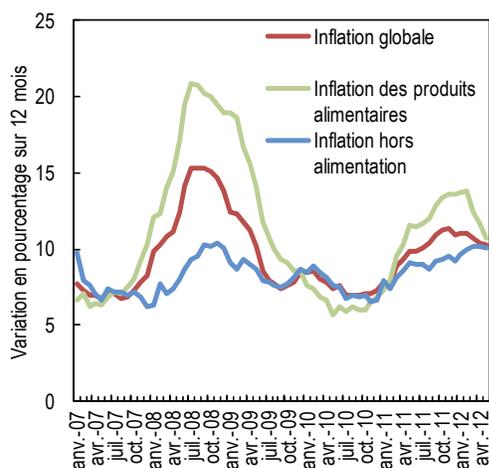
Tableau 1.2. Afrique subsaharienne : autres indicateurs macroéconomiques

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013
	(Variation en pourcentage)					
Inflation, fin de période	8,8	8,6	7,2	10,1	8,0	6,9
	(En pourcentage du PIB)					
Solde budgétaire	1,9	-5,4	-3,7	-1,6	-2,2	-1,4
Dont : hors pays exportateurs de pétrole	-0,7	-4,6	-4,3	-4,1	-4,5	-3,6
Solde extérieur courant	0,7	-3,2	-1,3	-2,0	-3,1	-3,5
Dont : hors pays exportateurs de pétrole	-5,0	-5,3	-4,5	-4,9	-7,3	-7,0
	(Mois d'importations)					
Couverture par les réserves	4,8	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Graphique 1.1. Afrique subsaharienne : inflation alimentaire et hors alimentation



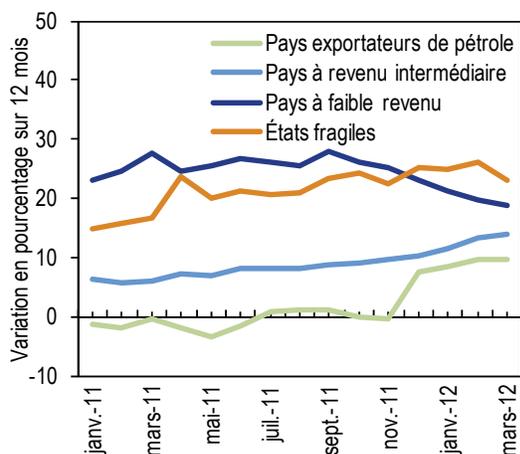
Sources : FMI, *International Financial Statistics* et base de données du Département Afrique.

est terminé, une reprise vigoureuse est en cours en Côte d'Ivoire, tandis que des troubles civils perturbent l'activité en Guinée-Bissau et au Mali. Cependant, dans les pays à revenu intermédiaire qui, telle l'Afrique du Sud, ont des liens étroits avec les marchés des pays avancés, la croissance ralentit malgré le soutien des politiques macroéconomiques.

Dans l'ensemble, l'inflation reflue après avoir atteint des niveaux élevés dans une grande partie de la région en 2011 (tableau 1.2 et graphique 1.1). Comme l'explique l'édition d'avril 2012 des *Perspectives économiques régionales*, la poussée d'inflation qui s'est amorcée au début de 2011 était due en grande partie à la flambée des cours mondiaux de l'alimentation et du pétrole, mais certains facteurs internes, notamment la sécheresse et des politiques monétaires excessivement accommodantes, ont aussi joué un rôle dans de nombreux pays, tout particulièrement en Afrique de l'Est. En 2012, le relâchement des tensions sur les marchés mondiaux de matières premières au premier semestre, conjugué aux effets du resserrement monétaire dans plusieurs pays (dont le Kenya et l'Ouganda) et à l'amélioration des conditions climatiques au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, s'est traduit par un net ralentissement de l'inflation. Cela dit, ce n'est pas le cas partout en 2012 : au Nigéria, l'inflation s'est légèrement accentuée après un ajustement sensible des prix à la pompe en janvier et, au Malawi, la suppression d'un régime de change qui n'était pas tenable a contribué à une forte poussée d'inflation qui devrait déborder sur l'année 2013.

L'évolution de la croissance du crédit au secteur privé a reflété celle de la politique monétaire et de l'inflation (graphique 1.2). Si le crédit au secteur privé a fortement augmenté en valeur nominale pendant les premiers mois de 2012, on décèle un fléchissement du taux de croissance du crédit dans les pays à faible revenu, qui s'explique à la fois par la baisse de l'inflation et le durcissement des politiques monétaires. La croissance du crédit au secteur privé s'accélère dans les pays à revenu intermédiaire, dont l'Afrique du Sud, ce à quoi contribue en partie l'orientation accommodante des politiques monétaires. Le comportement inhabituel de la croissance du crédit dans les pays exportateurs de pétrole tient en grande partie aux évolutions

Graphique 1.2. Afrique subsaharienne : crédit nominal au secteur privé

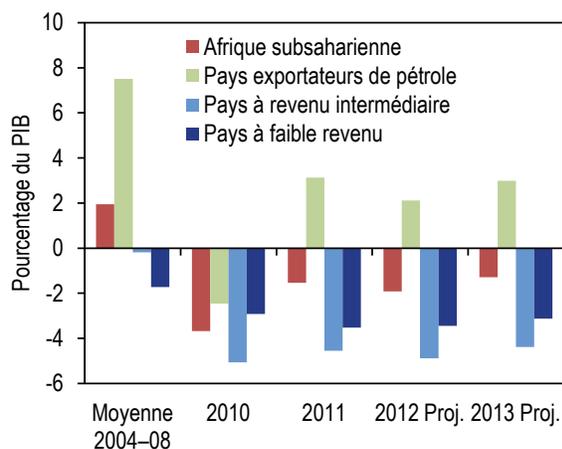


Source : FMI, *International Financial Statistics*.

observées au Nigéria, où les conditions bancaires se normalisent après la crise de 2009.

Les déficits budgétaires demeurent élevés dans la plupart des pays non exportateurs de pétrole (graphique 1.3). Plusieurs pays ont pris des mesures pour renforcer leur position budgétaire qui avait été grandement fragilisée au plus fort de la récession mondiale, mais les déficits ne devraient diminuer que légèrement en 2012 et rester bien plus prononcés qu'avant la crise. Certains pays exportateurs de

Graphique 1.3. Afrique subsaharienne : solde budgétaire global, 2004–13



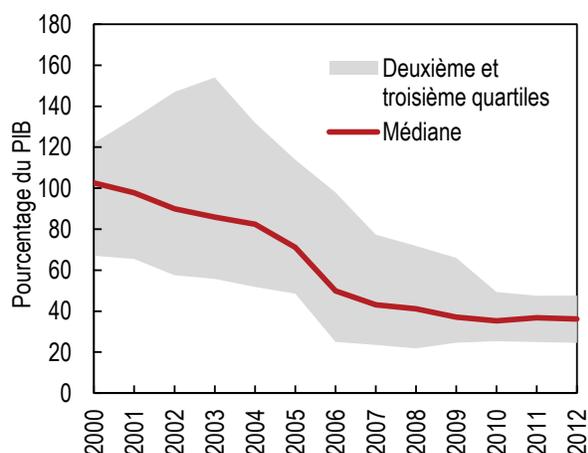
Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.
Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

pétrole (dont l'Angola et la République du Congo) devraient, grâce au niveau favorable des cours mondiaux, enregistrer des excédents substantiels, quoique réduits, en 2012, mais d'autres pays (dont le Nigéria et le Tchad) afficheront vraisemblablement une position budgétaire quasi équilibrée; celle du Cameroun continue de s'affaiblir à cause des dépassements de dépenses et du recouvrement médiocre des recettes non pétrolières. En ce qui concerne les pays à revenu intermédiaire, qui ont le plus souffert du ralentissement mondial, les déficits budgétaires devraient rester à peu près stables dans la plupart des cas même si le redressement des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), conjugué aux restrictions de dépenses dans certains cas, se traduit par une nette amélioration des positions budgétaires des quatre plus petits membres de l'Union. L'atonie de la croissance continue de limiter les possibilités de rééquilibrage budgétaire en Afrique du Sud. Quant aux pays à faible revenu et aux États fragiles, le déficit se creuse fortement dans plusieurs d'entre eux (dont la Guinée, le Libéria et le Mozambique), tandis qu'il diminue dans d'autres (dont la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone), ce qui aboutit globalement à une variation nette peu prononcée. Les pays dont le déficit se creuse semblent profiter des possibilités accrues d'emprunt extérieur¹, ou, comme dans le cas de la Guinée, puisent dans leurs recettes minières exceptionnelles de 2011.

En raison de l'ampleur des déficits budgétaires, les ratios dette publique/PIB sont en hausse dans plusieurs pays — surtout les pays à revenu intermédiaire (tels que l'Afrique du Sud et la Namibie), mais aussi dans des pays comme le Cameroun et le Nigéria (pays exportateurs de pétrole) et la Tanzanie et la Gambie (pays à faible revenu). Cependant, l'endettement global de la région n'a pas beaucoup varié du fait que les ratios d'endettement sont en diminution dans un grand nombre de pays (graphique 1.4). D'après les projections actuelles, la dynamique de la dette est favorable pour la plupart des pays (encadré 1.2).

¹Le niveau des déficits peut aussi être influencé par le fait que les concours extérieurs sous forme de dons sont remplacés par des prêts concessionnels à mesure que la situation du pays s'améliore (cas du Libéria, par exemple).

Graphique 1.4. Afrique subsaharienne : ratios d'endettement public, 2000–12



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Le manque de dynamisme de la demande extérieure d'exportations a contribué dans une certaine mesure au creusement des déficits courants dans une grande partie de la région. Les exportations des pays à revenu intermédiaire ont fortement baissé au cours de l'année écoulée; les pays exportateurs de pétrole ont vu leurs recettes diminuer pendant une bonne partie de l'année 2012 sous l'effet du repli des cours du pétrole; et, dans les pays à faible revenu, les exportations n'ont que modérément augmenté par

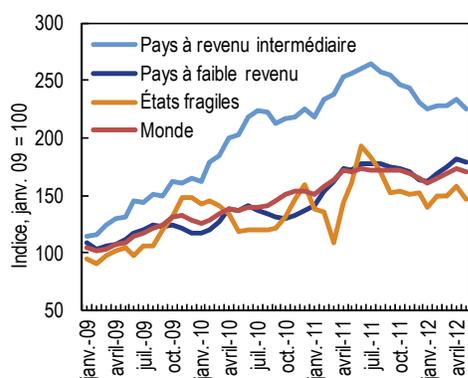
rapport à 2011 (graphique 1.5, panneau de gauche). Dans plusieurs pays de petite taille, l'évolution de la balance des paiements est fortement influencée par les besoins d'importations et les entrées de capitaux venant financer de grands projets d'investissement, les résultats à l'exportation s'améliorant nettement dès que les nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles commencent leur production (au Libéria, au Niger et en Sierra Leone, par exemple). Il semblerait que les exportations de services et les envois de fonds des travailleurs expatriés restent très solides dans toute la région. Pour l'ensemble de l'année, les services du FMI anticipent une détérioration modérée des soldes des transactions courantes, financée dans la plupart des cas par une hausse des flux de capitaux sous une forme ou sous une autre, plutôt que par une érosion des réserves (graphique 1.5, panneau de droite).

SANTÉ DES SYSTÈMES FINANCIERS

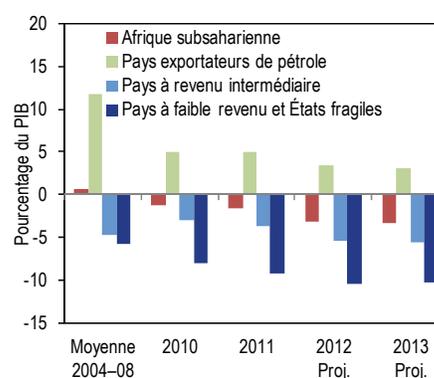
Comme cela est expliqué dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport, les systèmes financiers d'Afrique subsaharienne n'ont pas subi directement les chocs violents que la crise a infligés aux marchés financiers des pays avancés en 2008–09, mais la santé financière de nombreuses banques a été ébranlée par la perte de qualité des portefeuilles de prêts lorsque le ralentissement de l'activité mondiale a engendré

Graphique 1.5. Afrique subsaharienne : exportations et solde extérieur courant par groupes de pays

Principaux groupes de pays : exportations, 2009–12
(Moyenne mobile sur trois mois)



Principaux groupes de pays : solde extérieur courant, 2004–13



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; base de données du Département Afrique et *Direction of Trade Statistics*.
Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Encadré 1.2. Dynamique de la dette dans le scénario de référence à moyen terme

Nous comparons ici le solde budgétaire primaire à moyen terme, exprimé en pourcentage du PIB, (p) au solde primaire qui stabilise le ratio dette/PIB (p^*). La différence entre p^* et p , ($p^* - p$), appelé l'«écart du solde primaire», indique la direction dans laquelle l'endettement évolue, un écart positif dénotant une tendance à l'accroissement du ratio dette/PIB dans le temps à moins d'un durcissement de la politique budgétaire. Le solde primaire stabilisant l'endettement est exprimé par la formule suivante :

$$p_t^* = \lambda d_{t-1}$$

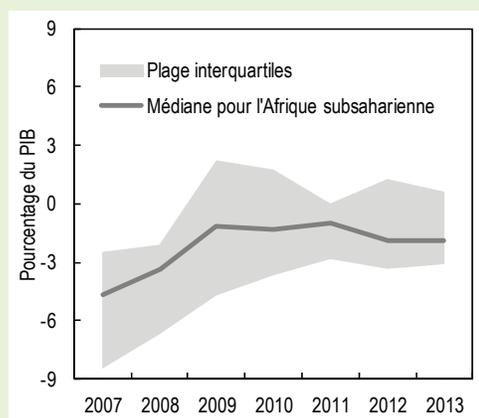
$$\lambda = \frac{r - g}{1 + g}$$

dans laquelle r est le taux d'intérêt réel et g est le taux de croissance du PIB réel. Les valeurs de ces paramètres dans les calculs sont tirées des résultats macroéconomiques réels et des projections du FMI pour la période 2007–17. En général, étant donné les taux de croissance actuellement prévus, le paramètre λ tend à être négatif (voir l'appendice statistique, tableau AS1).

La crise de 2009 a interrompu un processus généralisé de réduction des ratios dette/PIB en Afrique subsaharienne, ce qui a conduit une forte proportion de pays à accroître leurs ratios d'endettement. Depuis, l'écart du solde primaire a diminué peu à peu (graphique 1) et plus de la moitié des pays de la région affichaient un écart négatif en 2012. Le graphique 2 illustre la répartition des écarts de solde primaire en 2012 par groupes de pays, en indiquant les points minimum, médian et maximum ainsi que les plages interquartiles de la répartition des écarts de solde primaire au sein de chaque groupe de pays. Pour chacun des groupes de pays analytiques de ce rapport, dans plus de la moitié des pays, mais pas dans tous, les soldes primaires sont compatibles avec une réduction du ratio dette/PIB conforme aux projections macroéconomiques de référence.

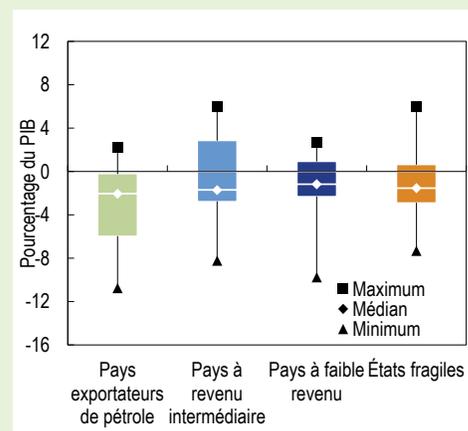
Ces graphiques sont à interpréter avec prudence. En particulier, un écart négatif dans le scénario de référence ne doit pas amener à conclure que, dans un scénario défavorable, une marge de manœuvre budgétaire existerait nécessairement.

Graphique 1. Afrique subsaharienne : écart du solde primaire, 2007–13



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Graphique 2. Afrique subsaharienne : écart du solde primaire, 2012



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Encadré préparé par Seok Gil Park.

Tableau 1.3. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière en 2011, principaux pays*
(Pourcentage)

	Fonds propres/actifs	Créances improductives/total des créances	Provisions/créances improductives	Rendement des actifs	Rendement des fonds propres
Pays exportateurs de pétrole					
Angola	14,8	2,4	n.d.	2,7	27,2
Cameroun	15,8	12,3	96,7	0,2	2,2
Congo, Rép. du	9,9	1,2	75,3	1,4	22,0
Gabon	11,0	5,5	58,1	0,8	8,6
Nigéria	3,9	11,6	n.d.	0,2	4,5
Pays à revenu intermédiaire					
Afrique du Sud	7,3	4,7	34,9	1,5	21,0
Ghana	13,7	14,1	76,2	3,9	27,2
Lesotho	9,5	2,4	110,3	2,8	28,9
Maurice	7,2	2,8	41,4	1,3	17,9
Namibie	7,8	1,5	n.d.	3,7	47,1
Sénégal	n.d.	16,2	54,0	2,2	22,6
Seychelles	9,0	8,1	33,8	3,7	41,0
Swaziland	17,4	7,5	44,6	2,4	13,8
Pays à faible revenu					
Éthiopie	7,8	2,1	n.d.	3,0	31,5
Kenya	13,2	4,4	n.d.	3,3	32,2
Mali	17,4	18,5	69,3	1,4	15,2
Mozambique	9,0	2,6	55,1	2,5	26,5
Ouganda	14,6	2,2	59,7	4,0	27,4
Rwanda	14,5	8,0	50,8	2,2	10,6
Sierra Leone	14,0	15,1	49,4	3,8	15,6
Tanzanie	17,8	6,7	n.d.	2,7	15,1
États fragiles					
Burundi	n.d.	7,7	n.d.	3,2	23,0
Congo, Rép. dém. du	15,0	5,0	n.d.	n.d.	3,0
São Tomé-et-Príncipe	n.d.	14,8	46,1	0,1	0,2
Togo	13,4	10,8	84,1	2,0	24,7
Moyenne	12,0	7,5	61,2	2,3	20,4
Médiane	13,3	6,7	55,1	2,4	22,0

Sources : autorités nationales et base de données du Département Afrique du FMI.

*Les chiffres en vert (rouge) indiquent une amélioration (détérioration) par rapport à 2009; n.d. = non disponible.

des difficultés financières pour les emprunteurs (graphique 1.6 et tableau 1.3)². À cet égard, l'analyse des indicateurs de stabilité financière de l'ensemble de la région fait ressortir deux éléments :

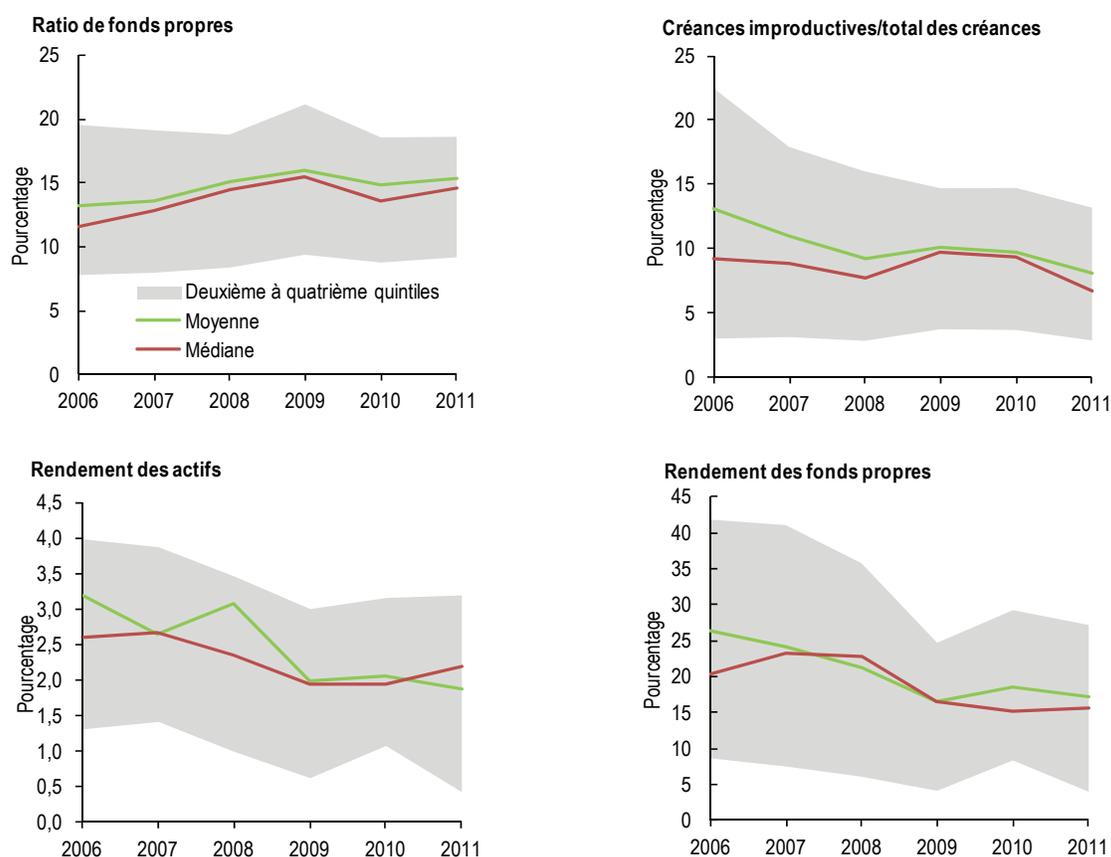
Premièrement, les ratios de fonds propres des banques, après s'être légèrement améliorés en 2009, se sont dégradés en 2010 et l'augmentation des créances improductives a entamé la rentabilité. Les ratios de fonds propres se sont en partie rétablis en 2011, les banques déclarant une diminution de la proportion

²Compte tenu de la qualité imparfaite des données et du manque d'uniformité des définitions utilisées par les différents pays, les tendances sont à interpréter avec circonspection.

de créances improductives, mais celle-ci est peut-être imputable en partie à l'annulation comptable de certains prêts et à l'expansion du portefeuille de prêts lui-même. Deuxièmement, il semblerait que la rentabilité des banques soit en baisse depuis plusieurs années, comme en témoigne la diminution des taux de rendement des actifs et des fonds propres des banques — qui s'explique sans doute par divers facteurs, dont les pertes sur le portefeuille de prêts et l'accentuation de la concurrence sur certains marchés³.

³Les données relatives au Nigéria sont à interpréter avec prudence compte tenu des effets des interventions de la banque centrale pour stabiliser, réformer et recapitaliser les banques au lendemain de la crise bancaire de 2009.

Graphique 1.6. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière
(Principaux pays*)



Sources : FMI, base de données du Département Afrique; autorités nationales.

*La définition des indicateurs de solidité financière varie d'un pays à l'autre. L'échantillon comprend jusqu'à 33 des 45 pays d'Afrique subsaharienne.

Les mesures prises pour améliorer la résilience des systèmes financiers en développement d'Afrique subsaharienne sont présentées dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport (chapitre 2).

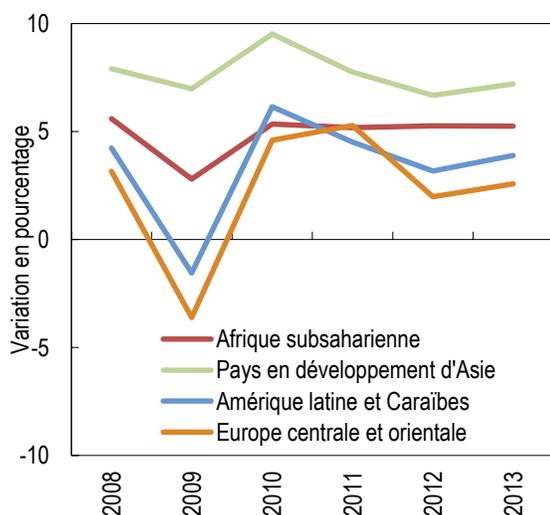
LA PÉRIODE À VENIR : SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Dans l'ensemble, les perspectives de croissance à court terme demeurent positives : la croissance de la production globale devrait atteindre, d'après les projections, environ 5¼ % en Afrique subsaharienne en 2012 et en 2013, ce qui constitue un rythme soutenu par rapport aux autres grands groupes de pays en développement (graphique 1.7). La faiblesse de la conjoncture mondiale se traduit par des projections de croissance molle pour plusieurs pays à revenu intermédiaire, dont l'Afrique du Sud, où les liens

commerciaux avec les pays européens sont importants et où la confiance des entreprises colle étroitement à l'évolution des tendances mondiales⁴. L'atonie de la croissance en Afrique du Sud ne devrait guère peser directement sur la croissance de l'ensemble de la région, car, pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (mais pas pour tous), l'Afrique du Sud n'est pas un grand marché d'exportation (voir le chapitre 2, où les retombées de l'évolution économique de l'Afrique du Sud et du Nigéria sur le reste de l'Afrique subsaharienne sont examinées plus en détail).

La vigueur de la croissance prévue en Afrique subsaharienne, par rapport aux autres régions en développement, tient en partie aux facteurs

⁴Un nouveau facteur qui pèse sur les perspectives à court terme de l'Afrique du Sud est la grève récente dans les mines d'or et de platine.

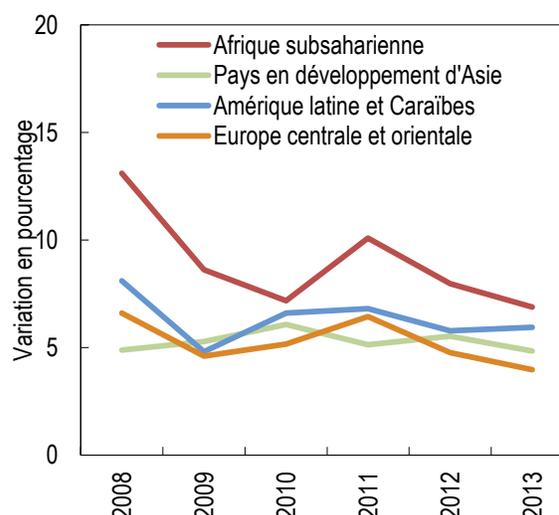
Graphique 1.7. Principales régions : croissance du PIB réel, 2008–13

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

déjà cités concernant l'offre, à savoir l'expansion de l'exploitation des ressources naturelles et une amélioration présumée des conditions climatiques. Mais d'autres facteurs plus fondamentaux jouent aussi un rôle. Comme cela est expliqué dans des éditions précédentes de ce rapport, les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne ont enregistré durablement une croissance vigoureuse grâce, entre autres facteurs, au renforcement de leurs politiques, à l'amélioration de leurs capacités institutionnelles, à l'évolution favorable des cours des matières premières et à une forte diminution de l'endettement extérieur. (Le rôle de la transformation structurelle dans le processus plus général de croissance fait l'objet du chapitre 3.)

En ce qui concerne l'inflation, les perspectives se sont améliorées au cours de l'année écoulée. On l'a vu, l'inflation a reflué dans la plus grande partie de la région en 2012; à la fin de l'année, le taux d'inflation sur douze mois pour l'ensemble de la région devrait être descendu à environ 8 %, contre 10 % fin 2011 (graphique 1.8). Les progrès accomplis jusqu'à présent ont déjà permis à certains pays, dont le Kenya et l'Ouganda, d'assouplir leur politique monétaire, jusque-là restrictive. La baisse de l'inflation devrait se poursuivre en 2013, mais, pour cela, il faudra que les pays où elle est encore élevée (supérieure à 10 %) suivent des politiques macroéconomiques

Graphique 1.8. Principales régions : inflation 2008–13 (fin de période)

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

suffisamment restrictives. Ces projections tiennent compte des effets directs de la hausse récente des prix alimentaires mondiaux consécutive à la sécheresse aux États-Unis et à d'autres chocs du côté de l'offre; outre les difficultés que la flambée des prix pourrait engendrer pour la conduite de la politique monétaire dans certains pays, elle pourrait aussi compliquer la gestion de la sécurité alimentaire dans certaines parties de la région (encadré 1.3).

Les déficits extérieurs courants de la région devraient se creuser quelque peu en 2012–13 (graphique 1.5), les balances commerciales affichant des résultats un peu moins bons sous l'effet d'une légère détérioration des termes de l'échange et de la faiblesse persistante de la demande d'importations chez les partenaires traditionnels. L'augmentation de l'investissement est la contrepartie de ce recours accru à l'épargne extérieure.

La balance des paiements de la région est financée par des instruments de plus en plus diversifiés. À cet égard, une évolution particulièrement intéressante a été l'entrée sur le marché des obligations souveraines internationales de l'Angola en août 2012 (avec l'émission de 1 milliard de dollars d'obligations à 7 ans avec un coupon de 7 %, qui se négocient aujourd'hui à un taux nettement inférieur) et de

la Zambie en septembre 2012 (avec l'émission de 750 millions de dollars d'obligations à 10 ans avec un coupon de 5,375 %). La résilience des économies de la région, conjuguée à la recherche de rendement dans un contexte de taux d'intérêt mondiaux bas, suscite un regain d'intérêt pour la région de la part des investisseurs. Les rendements ont aussi sensiblement diminué sur les obligations préexistantes des économies d'Afrique subsaharienne et sont aujourd'hui à des niveaux comparables aux rendements des obligations de plusieurs pays émergents d'Europe.

ANALYSE DES SCÉNARIOS À RISQUES

La situation pourrait évoluer dans un sens plus défavorable que ne le laissent prévoir les projections présentées plus haut en raison principalement des risques considérables qui existent et qui tiennent surtout aux incertitudes entourant l'évolution probable de l'économie mondiale. Nous considérons ici deux scénarios défavorables pour la croissance mondiale, qui sont tirés de l'édition d'octobre 2012 des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, et nous examinons les conséquences de chacun pour l'Afrique subsaharienne. L'une des conclusions de cet examen est que des chocs négatifs sur la croissance mondiale, par leurs effets sur les cours des produits de base, se transmettent très vite à l'Afrique subsaharienne, même si l'impact du choc mondial sur la croissance globale de la région est plutôt modéré. Cela dit, il serait dangereux de tenir pour acquis que ce qui est vrai au niveau global l'est aussi au niveau de chaque pays : les pays dont les exportations sont peu diversifiées et les réserves de change limitées, par exemple, auraient probablement beaucoup plus de difficultés que le tableau régional ne le laisse penser.

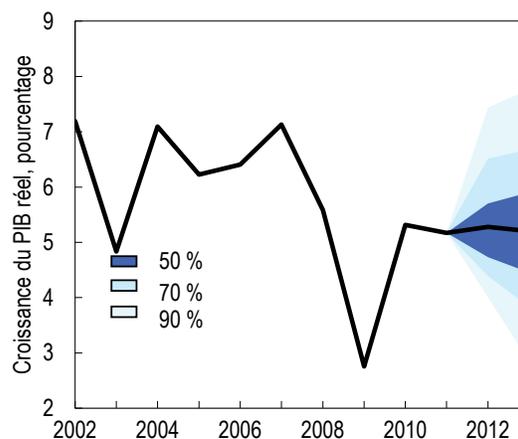
Un certain nombre de risques considérables pourraient, s'ils se concrétisaient, faire évoluer la situation dans un sens plus défavorable que ce qui est décrit dans l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Parmi les principaux risques à court terme figurent une nouvelle aggravation de la crise de la zone euro, l'incapacité politique d'empêcher avant la fin de l'année le fort resserrement programmé de la politique budgétaire des États-Unis et une nouvelle montée en flèche des cours du pétrole. Compte tenu des risques accrus qui pèsent sur les

perspectives de l'économie mondiale, les incertitudes qui entourent nos projections concernant les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne se sont, sans surprise, accentuées (graphique 1.9).

Nous considérons ici deux scénarios tirés de l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale* en examinant, pour chacun, les implications pour l'Afrique subsaharienne.

Dans le premier scénario, les politiques déployées dans la zone euro ne réussissent pas à apaiser les marchés et permettent au contraire une intensification des tensions dans le secteur bancaire et sur le marché des obligations souveraines de la zone euro. Dans ce scénario — qui constitue en fait une aggravation de la dynamique déjà observée dans la zone euro —, la production des pays au cœur de la zone serait inférieure de 1½ % par rapport au scénario de référence, les effets étant beaucoup plus prononcés dans les pays de la périphérie; cela aurait des répercussions sur le reste du monde, qui se traduiraient par d'importantes pertes de production dans des pays plus éloignés, tout particulièrement aux États-Unis et dans les pays producteurs de pétrole. D'après les estimations, la baisse de la production mondiale (par rapport au scénario de référence) atteindrait près de 2 points de pourcentage, et les cours mondiaux du pétrole et des autres produits de base chuteraient respectivement d'environ 17 % et 8 %.

Graphique 1.9. Afrique subsaharienne : perspectives de croissance, 2002–13



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.

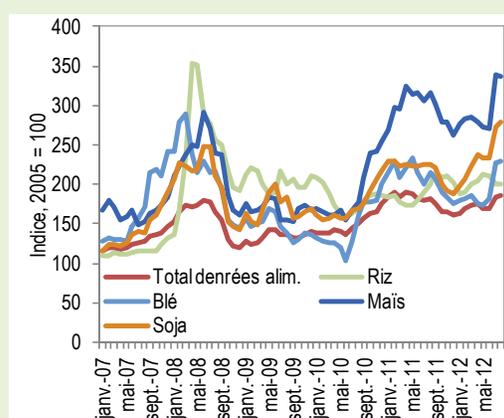
Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Encadré 1.3. Prix alimentaires mondiaux et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Dans le monde entier, des conditions climatiques défavorables ont perturbé l’approvisionnement en denrées alimentaires, ce qui s’est traduit récemment par une flambée des prix sur les marchés internationaux. Des périodes d’extrême sécheresse aux États-Unis et en Russie, le mauvais temps en Chine et dans d’autres pays et, plus récemment, des moussons moins abondantes que la normale en Inde ont aggravé les perspectives à court terme pour la production mondiale de maïs, de soja, de blé et (dans une moindre mesure) de riz.

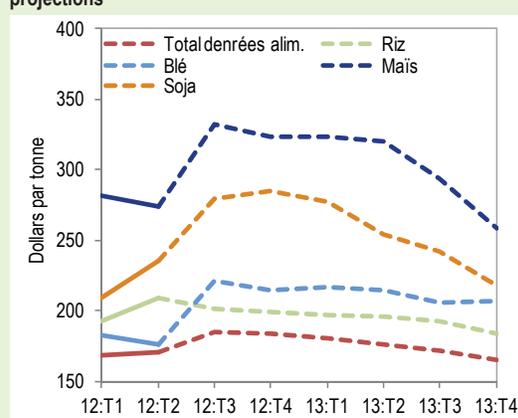
Cette situation a provoqué depuis la mi-juin une montée en flèche des prix internationaux de ces produits (graphique 1 et tableau 1).

Graphique 1. Cours internationaux des produits de base



Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Graphique 2. Cours internationaux des produits de base : projections



Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Pour plusieurs raisons, ces augmentations auront sans doute des effets moins prononcés que ce ne fut le cas en 2007–08. Jusqu’à présent, la montée des prix ne touche pas toutes les cultures et la hausse globale des prix alimentaires en chiffres annuels reste modérée, car les augmentations les plus récentes ont été précédées par une baisse des prix. De plus, contrairement à ce qui s’est passé en 2007–08, le choc sur les prix n’a pas été amplifié par le niveau élevé des prix énergétiques, et les nouvelles restrictions à l’exportation ne se sont pas généralisées. Dans ces conditions, hormis pour le blé, les marchés à terme tablent sur une modération des prix à court terme et sur un retour à leurs niveaux d’avant le choc d’ici à la fin de 2013 (graphique 2).

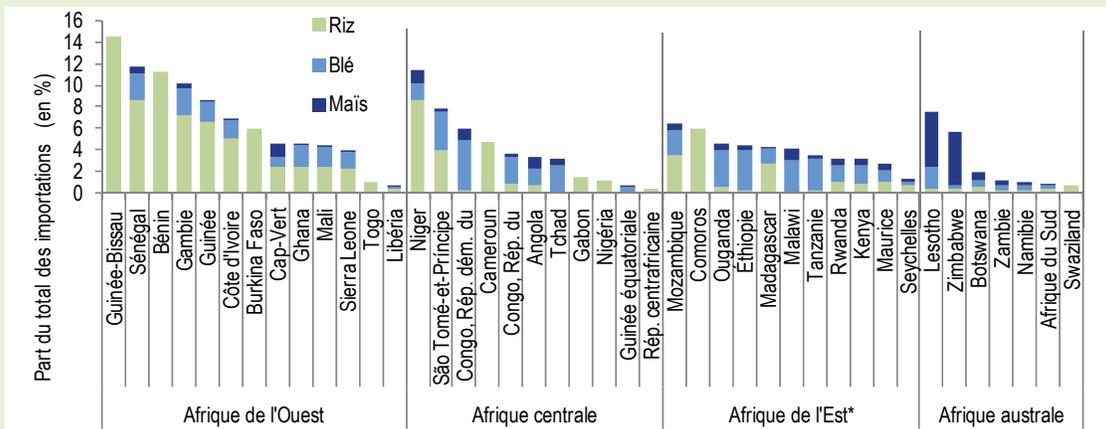
En Afrique subsaharienne, il est probable que les effets de la flambée des prix alimentaires se feront sentir là où existent certaines vulnérabilités fondamentales. Du côté positif, la denrée de base la plus importée en

Tableau 1. Variation des prix des produits agricoles en juillet 2012
(principales cultures, pourcentage)

	Sur un an	Mensuelle
Total denrées alimentaires	2,5	9,3
Maïs	10,7	24,6
Riz	5,9	-4,6
Blé	13,8	25,2
Soja	21,4	16,7

Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Afrique subsaharienne, à savoir le riz, est aussi la céréale dont les prix internationaux sont les plus stables. Entre 2005 et 2008, les importations annuelles moyennes de riz (en proportion du total des importations) ont été bien plus élevées que celles de blé ou de maïs. Les importations de riz sont particulièrement volumineuses dans la plupart des pays d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale (graphique 3). Cela dit, le renchérissement du blé et du maïs pourrait engendrer des tensions par endroits. Le blé ne fait pas partie des denrées de base essentielles en Afrique

Encadré 1.3 (*fin*)**Graphique 3. Afrique subsaharienne : importations alimentaires, par région, moyenne annuelle 2005–08**

Source : calculs des services du FMI d'après les données Comtrade.

*Hors Érythrée.

subsaharienne, mais il représente une part relativement importante des importations dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en République démocratique du Congo, en Éthiopie, à São Tomé-et-Principe, en Tanzanie et au Tchad. D'ailleurs, les hausses de prix de la farine ont déjà suscité un certain mécontentement en Côte d'Ivoire, où certains réclament une augmentation des subventions au pain, et la hausse des prix du blé pourrait compliquer le processus de désinflation en Afrique de l'Est. La plupart du maïs consommé en Afrique subsaharienne est produit dans la région, une certaine quantité faisant l'objet d'échanges transfrontières à des prix qui reflètent les conditions régionales et mondiales. Cependant, en raison de la sécheresse qui a sévi récemment par endroits en Afrique australe, un grand nombre de pays devront compléter la production locale en puisant dans leurs réserves et en important des denrées de pays peut-être hors de la région.

En juillet 2012, la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) a annoncé lors d'un sommet que, d'après ses projections, la région allait connaître un déficit de céréales en 2012, y compris le premier déficit de maïs depuis 2006/07, en raison surtout de l'insuffisance des pluies. Seuls quatre pays de la SADC affichent globalement d'importants excédents de maïs (Afrique du Sud, Malawi, Tanzanie et Zambie). C'est la Zambie qui devrait avoir l'excédent le plus élevé, mais il ne suffira pas à compenser les déficits du reste de la région; de plus, depuis que cette estimation a été effectuée, la Zambie a révisé à la hausse ses objectifs d'accumulation de réserves. Globalement, et en tenant compte des zones qui ont des problèmes chroniques de sécurité alimentaire, les participants au sommet ont estimé qu'environ 5,5 millions de personnes risquaient d'être victimes de l'insécurité alimentaire dans la région de la SADC, essentiellement dans certaines parties de l'Angola, en République démocratique du Congo, au Lesotho, au Malawi et au Zimbabwe. (De fait, le gouvernement du Lesotho parle déjà de crise alimentaire.) D'après les simulations, une augmentation additionnelle de 10 % des prix alimentaires se traduirait pour la République démocratique du Congo, le Lesotho et le Zimbabwe, qui importent régulièrement du blé et du maïs, par une détérioration du solde de la balance commerciale qui pourrait atteindre 1 point de PIB.

Les gouvernements des pays vulnérables s'emploient à élaborer une riposte avec l'aide du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement.

Encadré préparé par Emily Forrest, Jean-Claude Nachega et Juan Treviño.

Quelles seraient les conséquences pour l'Afrique subsaharienne? Le scénario décrit ici est semblable, dans ses principales caractéristiques, à celui qui est examiné dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport⁵; nous nous référons donc à notre analyse précédente, dont les conclusions étaient les suivantes : i) au total, la perte de production pour l'Afrique subsaharienne serait d'environ 1 % à 1,2 % du PIB en 2013; ii) les pertes seraient un peu plus prononcées (peut-être de l'ordre de 1,4 point de pourcentage) en Afrique du Sud, en raison des liens plus étroits de ce pays avec les marchés européens; iii) les pertes de production seraient plus modestes dans les grands pays producteurs de pétrole, où la principale conséquence serait l'érosion des réserves de change⁶; et iv) l'impact sur les pays à faible revenu varierait considérablement d'un pays à l'autre, en fonction des liens commerciaux avec l'Europe (domaine particulièrement sensible pour le Kenya) et de l'évolution des flux d'aide et des envois de fonds des travailleurs expatriés (éléments essentiels pour l'Éthiopie, qui bénéficierait de la baisse des cours du pétrole).

Dans le second scénario, aussi tiré des *Perspectives de l'économie mondiale*, la croissance de la production potentielle future des pays avancés et des pays émergents est inférieure à ce qui était prévu (de 0,5 et 1 point de pourcentage par an, respectivement) sur la période 2013–16. Dans ce scénario, les grandes économies du monde se développent à un rythme plus lent pendant une période prolongée; les économies avancées sont obligées de procéder à un nouvel ajustement budgétaire pour préserver la viabilité de la dette; et il y a des effets sensibles sur la croissance des pays émergents et en développement, ainsi que des effets induits sur les cours mondiaux des produits de base. En termes chiffrés, la production mondiale est inférieure d'environ 2¼ points de pourcentage au niveau retenu dans le scénario de

⁵Voir l'édition d'avril 2012 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, pages 17–18; les conséquences d'une flambée des cours du pétrole pour l'Afrique subsaharienne sont présentées aux pages 19–20.

⁶Il n'est pas inconcevable que, dans le cas de certains pays producteurs de pétrole, la perte de recettes pétrolières atteigne une ampleur telle que les réserves tombent en dessous du seuil critique nécessaire pour maintenir la confiance, ce qui précipiterait un ajustement plus draconien, notamment du taux de change.

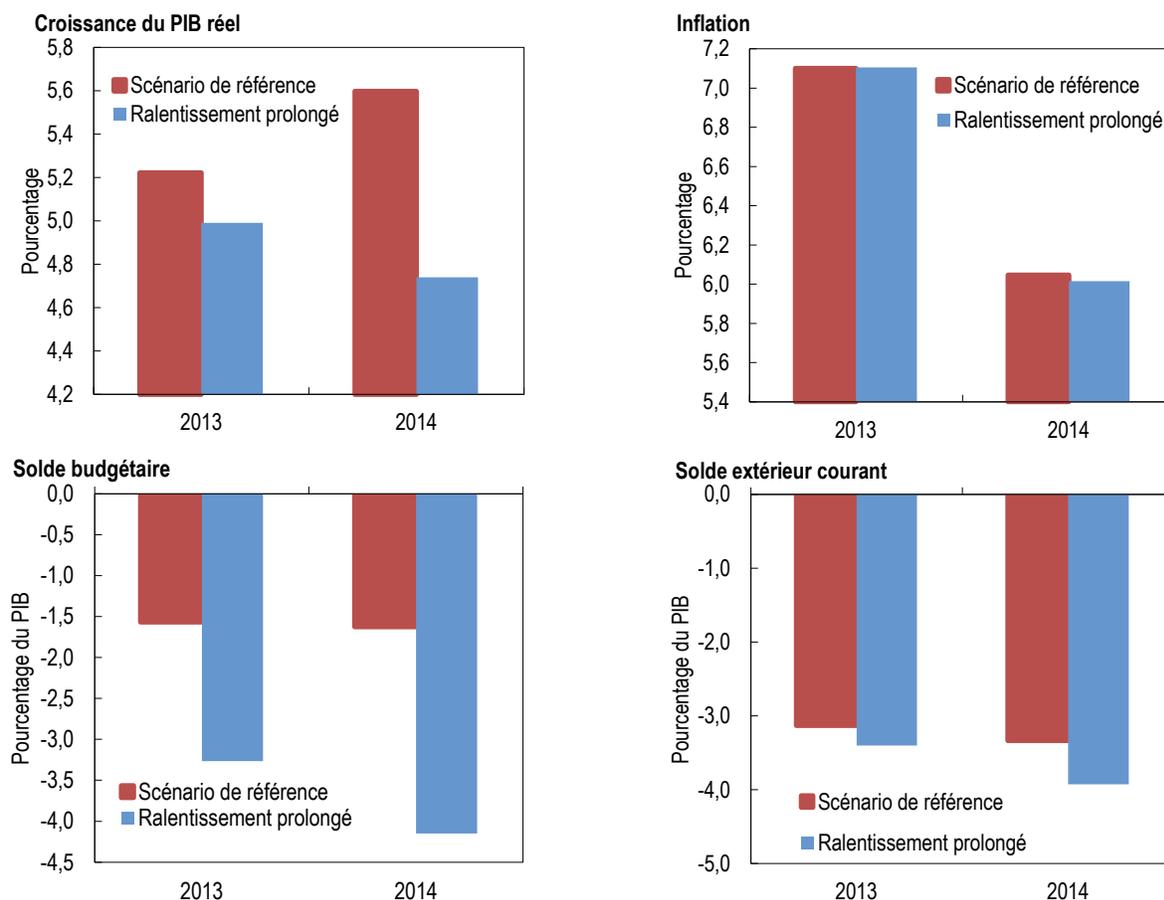
référence en 2014 et de 5½ points de pourcentage en 2016; les cours des produits de base sont inférieurs d'environ 15 % en 2014 et de 20 % à 30 % en 2016.

Pour déterminer l'impact de ces évolutions sur l'Afrique subsaharienne, nous avons procédé à une évaluation «ascendante» des onze plus grandes économies subsahariennes, qui produisent collectivement environ 80 % du PIB régional (graphique 1.10). L'analyse est centrée uniquement sur les deux premières années du ralentissement mondial (2013–14)⁷. Les principaux effets, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, se font sentir en 2014. Les principaux résultats de l'analyse sont les suivants :

- L'impact négatif sur la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne serait d'environ ¼ de point de pourcentage en 2013 et de 1 point en 2014. Les soldes budgétaires se dégraderaient de quelque 2½ points de pourcentage d'ici 2014, les pays exportateurs de pétrole subissant le plus grand impact. Le solde extérieur courant de la région se détériorerait d'environ 0,5 % en 2014, les soldes extérieurs des pays importateurs de pétrole enregistrant une amélioration, et ceux des pays exportateurs de pétrole, une dégradation.
- L'impact du ralentissement sur les différentes économies et régions d'Afrique présente des similarités avec le premier scénario, à deux différences fondamentales près : i) le moment où les effets se font sentir et leur ampleur (chocs plus lents à se faire sentir, mais cumulativement plus prononcés); et ii) par rapport au premier scénario, la perte de production mondiale est supportée dans une mesure relativement plus grande par les pays émergents d'Asie, y compris la Chine, d'où une chute plus marquée des cours des produits de base.
- Ainsi, l'Afrique du Sud est durement touchée, avec un PIB inférieur d'environ 2 points de pourcentage en 2014 par rapport au scénario de référence; les pays exportateurs de pétrole puisent dans leurs volants de réserves, lesquelles, en l'absence de toute réaction de la part des pouvoirs publics, pourraient dans certains cas s'approcher dangereusement

⁷L'impact s'intensifie en 2015 et en 2016.

Graphique 1.10. Afrique subsaharienne : scénario défavorable



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

du seuil en dessous duquel les pressions des marchés s'intensifieraient considérablement⁸; et l'impact sur les pays à faible revenu dépend, entre autres facteurs, i) de leur statut d'exportateur ou d'importateur net de produits de base (les premiers y perdent, les seconds y gagnent); ii) des principales sources nationales/régionales de recettes courantes; et iii) de la sensibilité (dans chaque pays) de la production et de l'investissement dans l'exploitation des ressources naturelles à la baisse des cours des produits de base.

- Au-delà de 2014, le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne serait réduit d'environ 1 point de pourcentage en 2015 et en 2016.

⁸Pour déterminer si cela se produira d'ici fin 2014 dans un pays donné, il convient de prendre en considération de façon détaillée les spécificités de ce pays.

Compte tenu de ce qui précède, il est clair que des chocs négatifs sur la croissance mondiale occasionnent des pertes de production considérables en Afrique subsaharienne; les chiffres cités à titre d'illustration indiquent qu'une diminution de 1 point de pourcentage de la croissance économique mondiale ampute la croissance en Afrique d'environ 0,6 point.

Bien que l'effet de ces chocs sur la production globale de la région ne soit pas particulièrement prononcé, il importe de noter que l'impact économique sur certains pays considérés individuellement — surtout ceux qui sont fortement tributaires d'un ou de deux produits d'exportation — pourrait être beaucoup plus marqué et source d'instabilité. À titre d'illustration, une évolution fortement défavorable du prix du principal produit d'exportation — qui entamerait les recettes d'exportation, les recettes budgétaires et

l'investissement étranger dans ce secteur — pourrait engendrer de vives tensions sur le marché des changes et le marché financier intérieur; en l'absence d'un solide amortisseur sous forme de réserves de change, cette situation pourrait très vite dégénérer en véritable crise économique (comme ce fut le cas en Angola en 2009)⁹. Dans les pays où le coefficient de couverture par les réserves est modeste et où les exportations sont concentrées, il faut se garder de tout excès de confiance.

RESTE-T-IL UNE MARGE DE MANŒUVRE POUR AGIR EN CAS DE BESOIN?

Compte tenu des risques cités plus haut, des ajustements macroéconomiques pourraient s'imposer en cas de ralentissement de l'activité, mais la nature des mesures qui seront alors possibles variera en fonction de la «marge d'action» dont disposeront les autorités pour procéder à des ajustements sans déstabiliser l'économie. Si plusieurs pays subsahariens se sont reconstitué une marge d'action depuis l'éclatement de la crise mondiale, dans la plupart des pays la marge de manœuvre est moins grande qu'en 2008, et elle est étroite dans la plupart des États fragiles. L'une des mesures que les gouvernements pourraient prendre pour renforcer la situation des finances publiques et accroître leur marge de manœuvre consisterait à commencer de réduire les subventions énergétiques.

MARGE D'ACTION

Par marge d'action, nous entendons la capacité de financer des déficits budgétaires accrus sans provoquer de tensions excessives sur les marchés financiers intérieurs et faire évoluer la dynamique de la dette dans un sens défavorable; la capacité d'assouplir la politique monétaire sans provoquer de fortes tensions inflationnistes et/ou sur les taux de change; la marge de manœuvre qui existe sous forme de réserves suffisantes pour financer un affaiblissement de la balance des paiements ou pour soutenir le taux de change, en cas de besoin. Nous examinons tour à tour chacun de ces aspects.

⁹Les recettes d'exportation du Botswana ont aussi été fortement mises à mal en 2009, mais le pays avait accumulé suffisamment d'actifs extérieurs pour pouvoir amortir le choc sur le PIB, l'inflation et le taux de change.

Quels pays disposent d'une marge d'action budgétaire?

On l'a vu (graphique 1.3), les déficits budgétaires se sont fortement creusés dans la plupart des pays à la suite du ralentissement économique mondial — riposte justifiée des pouvoirs publics face à l'effondrement temporaire de la demande extérieure survenu en 2009–10 —, mais, depuis lors, dans la plupart des cas, ils n'ont pas été réduits. Qui dispose aujourd'hui de la marge d'action nécessaire pour laisser les déficits budgétaires s'agrandir davantage en cas de ralentissement de l'économie mondiale? Et cette marge existerait-elle encore en situation de crise, caractérisée par une baisse éventuelle des recettes provenant du secteur des exportations (surtout dans les pays producteurs de pétrole) et un accès de plus en plus difficile aux financements extérieurs?

L'existence d'une marge d'action budgétaire suppose, et c'est une condition importante, un niveau d'endettement modéré et stable. Or, un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne, aidés par les allègements de dette et la conduite de politiques prudentes en matière d'emprunt, ont désormais des niveaux d'endettement jugés viables par les services du FMI (tableau 1.4)¹⁰. Mais, dans les pays où le marché financier intérieur est peu profond, la capacité des autorités d'accroître rapidement et de façon sensible le niveau des emprunts intérieurs n'est pas assurée — même si les ratios d'endettement extérieur sont faibles. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont encore du mal à accéder aux marchés financiers étrangers et, pour ceux qui le peuvent actuellement, il est probable que cet accès sera fortement restreint en cas de ralentissement prononcé de l'activité mondiale.

Pour disposer d'un espace budgétaire permettant de financer des déficits accrus, deux critères principaux doivent être remplis à la fois : un niveau modéré d'endettement intérieur et un marché financier

¹⁰Le niveau d'endettement d'un pays est jugé «viable» par le FMI si le profil de sa dette en fait un pays à risque faible ou modéré de surendettement. Dans le cas des pays qui remplissent les conditions requises pour obtenir des financements concessionnels, cette évaluation est effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale; dans le cas des pays à revenu intermédiaire, l'évaluation utilisée ici est celle des services du Département Afrique du FMI.

Tableau 1.4. Afrique subsaharienne : indicateurs de l'espace budgétaire
(Pourcentage du PIB)

	Risque de surendettement (indice) ¹				Endettement public (2012)	Variation de la dette ²	Dette extérieure (2012)	Variation de la dette extérieure ²	Paiements d'intérêts/recettes (2007)	Paiements d'intérêts/recettes (2012)
	F	M	E	S						
Afrique subsaharienne (total)	17	18	6	3	32,4	1,8	9,8	-2,3	6,6	6,7
<i>Dont :</i>										
Pays exportateurs de pétrole	4	3	0	0	17,6	-0,2	5,2	-1,3	3,4	4,3
Pays à revenu intermédiaire	5	5	1	0	40,3	12,0	5,9	1,9	8,8	9,6
Pays à faible revenu	7	6	1	0	36,9	1,9	23,1	3,7	6,0	5,8
États fragiles (PPTE) ³	1	4	3	0	48,8	-61,2	21,4	-73,4	13,1	6,4
États fragiles (non PPTE)	0	0	1	3	56,3	-16,4	64,2	-19,0	13,7	4,9

Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

¹Nombre de pays dont le risque de surendettement est considéré comme faible (F), modéré (M) et élevé (E), ou qui sont surendettés (S) d'après l'analyse de viabilité de la dette. L'indice pour neuf pays à revenu intermédiaire et pays exportateurs de pétrole est fondé sur les rapports récents des services du FMI sur les consultations au titre de l'article IV.

²Changements entre fin 2007 et fin 2012.

³Pays ayant bénéficié d'un allègement de dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM entre fin 2007 et fin 2012.

intérieur suffisamment profond pour absorber un surcroît d'emprunts. Un autre moyen d'accroître cette marge d'action, pour la minorité de pays qui ont pu dégager des excédents budgétaires, réside dans la capacité de puiser sur le stock d'actifs financiers publics, détenus soit à la banque centrale, soit à l'étranger. Pour déterminer si ces conditions sont remplies, il convient d'évaluer la situation de chaque pays, mais il est possible de faire quelques remarques générales :

- On l'a vu, les pays où le marché financier intérieur est peu profond auront vraisemblablement du mal à financer des déficits budgétaires accrus à moins que les autorités n'aient constitué des réserves, sous une forme ou une autre, dans lesquelles elles pourront puiser en cas de crise¹¹. La plupart des États fragiles entrent dans cette catégorie, à l'exception de la Côte d'Ivoire, qui s'est assuré l'accès à un marché obligataire régional.
- Les pays où la dette publique a fortement augmenté ces dernières années pourraient se heurter à des problèmes de viabilité, qui se traduiraient par une hausse des taux d'intérêt s'ils essaient d'emprunter davantage. L'accumulation

de dette publique en Afrique du Sud depuis l'éclatement de la crise mondiale est devenue une contrainte qui pèse sur l'espace budgétaire des autorités dans la mesure où une nouvelle accumulation de dette aurait vraisemblablement pour effet d'alourdir les coûts de financement.

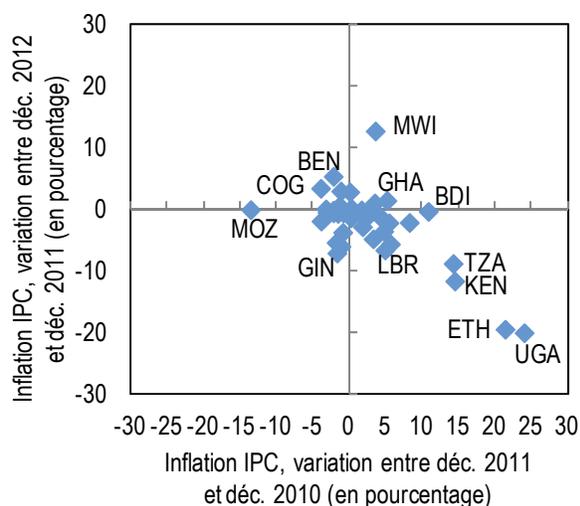
- Les pays producteurs de pétrole, qui ont bénéficié d'un vif redressement des cours mondiaux en 2011–12, ont dégagé, pour plusieurs d'entre eux mais pas pour tous, des excédents budgétaires et, en corollaire, reconstitué leurs réserves de change — ce qui fait qu'ils sont mieux équipés pour supporter un choc éventuel¹². Cela dit, la volatilité des cours du pétrole est telle que, dans certains cas, les réserves ne sont peut-être pas encore suffisantes pour absorber une chute des cours mondiaux.

Pour l'ensemble de la région, nos conclusions générales sont les suivantes : i) la marge d'action budgétaire est restreinte dans la plupart des pays à faible revenu et des États fragiles; ii) beaucoup de pays à revenu intermédiaire ont une certaine marge d'action, encore que, dans certains cas, le niveau d'endettement soit préoccupant; et iii) la plupart, mais non la totalité, des pays producteurs de pétrole

¹¹La Sierra Leone en est un bon exemple : le ratio dette publique/PIB y est inférieur à 50 %, mais les efforts que déploient les autorités pour emprunter davantage sur le marché financier intérieur se traduisent par une hausse des taux d'intérêt.

¹²À cet égard, le Nigéria est une exception importante : le pays n'a pas enregistré d'excédent budgétaire substantiel ces dernières années, et ses réserves (même si elles sont en cours de reconstitution) sont encore inférieures à leur niveau d'avant la crise.

Graphique 1.11. Afrique subsaharienne : évolution de l'inflation IPC à partir de 12 mois plus tôt, fin 2012 comparé à fin 2011



Source : FMI, *International Financial Statistics*.

ont conforté leurs positions budgétaires, mais cet avantage pourrait s'effacer rapidement en cas de baisse prononcée de leurs recettes pétrolières.

Quels pays disposent d'une marge d'action sur le plan monétaire?

Dans les pays où la politique monétaire est menée de manière autonome, les progrès accomplis généralement dans la lutte contre l'inflation (graphique 1.11), tout particulièrement en Afrique de l'Est, sont encourageants et pourraient donner aux banques centrales une certaine latitude pour assouplir leur politique monétaire si cela devient nécessaire¹³. Mais cette décision doit être prise avec prudence, car les anticipations inflationnistes doivent être bien ancrées et la crédibilité de la banque centrale bien établie pour éviter que l'assouplissement des conditions monétaires ne relance l'inflation. En outre, cet assouplissement pourrait encourager la fuite des capitaux, soumettre les marchés des changes à des tensions indésirables et, peut-être, conduire à une érosion des réserves. De plus, dans un grand nombre de pays d'Afrique

¹³Seuls les pays qui ne font pas partie d'une zone monétaire (ceux qui utilisent le franc CFA ou dont la monnaie est rattachée de longue date au rand à parité fixe) ont la possibilité d'adapter leur politique monétaire en fonction de l'évolution de la situation intérieure.

subsaharienne, la maîtrise de l'inflation est à la merci d'une flambée des prix alimentaires compte tenu de la place importante de l'alimentation dans les paniers de consommation; comme on l'a vu plus haut, on a assisté ces derniers mois à une montée en flèche sélective des prix alimentaires mondiaux dont les effets se sont fait sentir de façon inégale dans la région.

Quels pays disposent de réserves de change suffisantes?

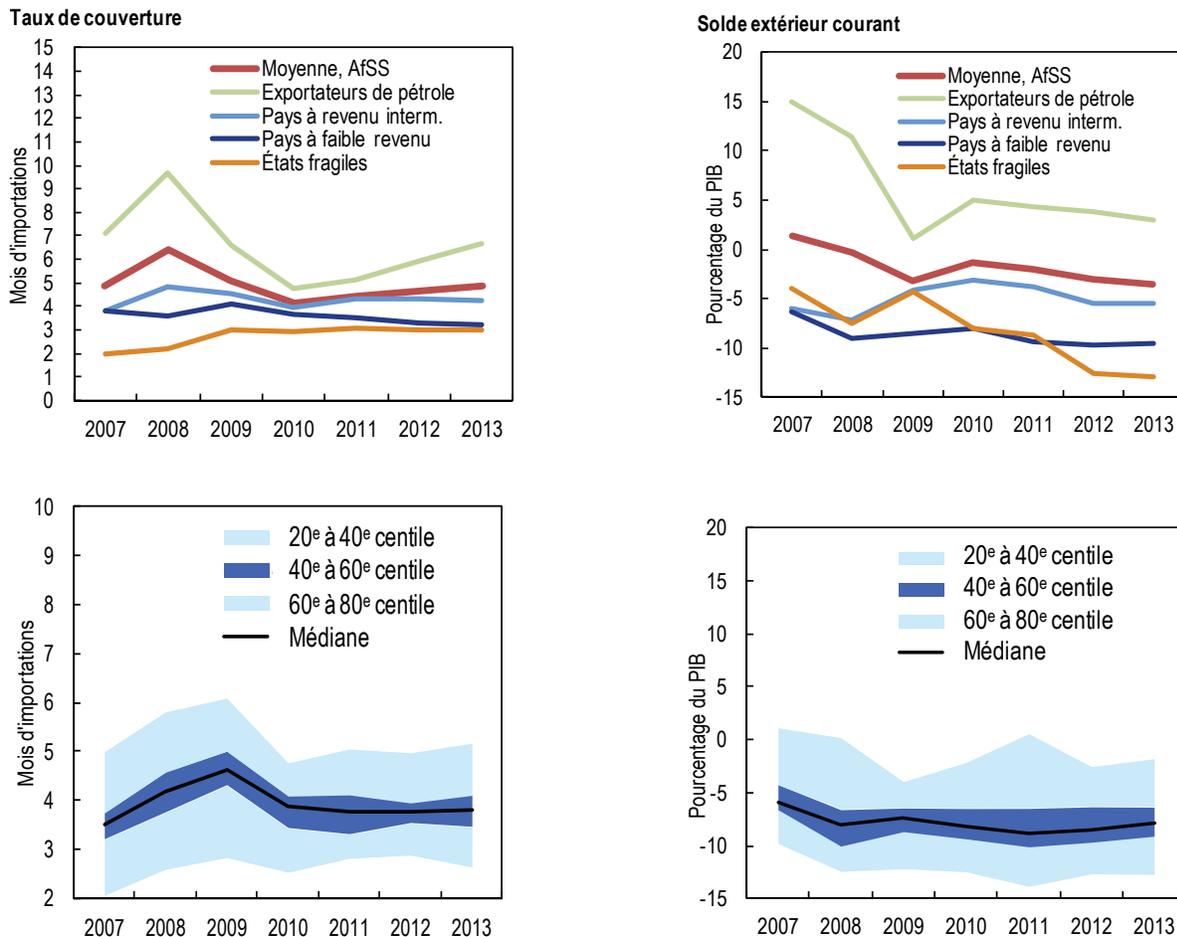
Les marges de manœuvre extérieures, mesurées par les taux de couverture des importations par les réserves de change, se situent à des niveaux peu satisfaisants dans un grand nombre de pays. Le taux de couverture moyen des pays à faible revenu et des États fragiles atteint à peine trois mois d'importations (hormis les pays de la zone franc, dont les banques centrales régionales disposent collectivement d'amples réserves), et ceux de la plupart des pays exportateurs de pétrole et des pays à revenu intermédiaire n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. Pour 40 % environ des pays subsahariens, le taux de couverture est inférieur au taux de trois mois d'importations souvent considéré comme un minimum (graphique 1.12).

CRÉATION D'UN ESPACE BUDGÉTAIRE : LA RÉDUCTION DES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES

La marge d'action budgétaire existante peut être élargie lorsqu'il existe des distorsions manifestes dans la conduite de la politique économique et que des économies peuvent être réalisées. Malgré les réformes de ces vingt dernières années, les subventions énergétiques — pour les produits pétroliers et l'électricité —, en plus d'être régressives et inefficaces, demeurent coûteuses (encadré 1.4). La réduction des subventions énergétiques est l'un des moyens qui peut être mis en œuvre pour conforter les positions budgétaires à moyen terme. La diminution des subventions permet aussi aux autorités d'effectuer des dépenses plus utiles sur le plan social, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

Il faudra beaucoup de temps pour réduire de façon très sensible les subventions énergétiques, mais il est tout à fait justifié de prendre dès maintenant des

Graphique 1.12. Afrique subsaharienne : taux de couverture par les réserves et solde extérieur courant



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

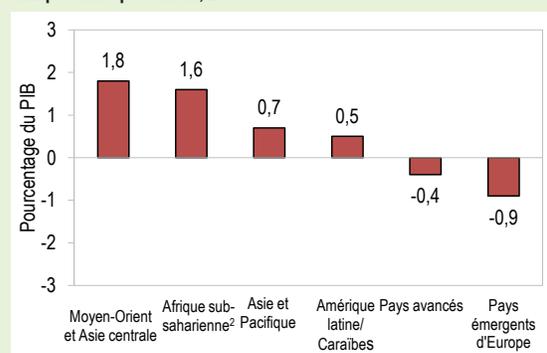
mesures initiales dans ce sens. L'expérience des pays qui ont abaissé leurs subventions énergétiques permet d'ores et déjà de tirer plusieurs enseignements :

- *Il faut du temps pour amener toutes les parties prenantes à un consensus en faveur de la réduction des subventions énergétiques.* Au Kenya, la réforme du secteur de l'électricité a été engagée au milieu des années 90 et n'a abouti qu'en 2005 à l'adoption de tarifs qui reflètent les coûts marginaux à long terme et à un système de répercussion automatique des coûts des combustibles.
- *La suppression des subventions généralisées, qui sont coûteuses, nécessite de fournir une aide spéciale aux ménages et collectivités défavorisés.* À cet égard, la meilleure méthode consisterait à accorder des subventions (en espèces) ciblées, mais la plupart des pays jugent cette solution trop difficile à mettre en œuvre. Ainsi, par exemple, au Kenya et en Namibie, il existe des subventions croisées pour les coûts de transport et de distribution qui visent respectivement à égaliser les prix de l'électricité et des produits pétroliers sur tout le territoire du pays. Au Niger, les autorités ont mis en place une subvention aux transports publics afin que ceux-ci restent abordables pour les populations pauvres malgré l'augmentation des cours du pétrole.
- *Pour que la réforme des subventions énergétiques atteigne son but, il est indispensable que les autorités soient crédibles lorsqu'elles s'engagent à dédommager*

Encadré 1.4. Les subventions énergétiques en Afrique subsaharienne : coûteuses, mal ciblées et inefficaces

En dépit des réformes qui sont engagées, les subventions énergétiques (produits pétroliers et électricité) absorbent encore une forte proportion des ressources publiques pourtant rares en Afrique subsaharienne. D'après les estimations des services du FMI, les subventions aux produits pétroliers, qui comprennent les pertes de recettes fiscales dues à la répercussion incomplète des prix internationaux sur les prix intérieurs (graphique 1) et les subventions directes aux prix prévues dans le budget, ont atteint en moyenne en 2011 près de 2,0 % du PIB en Afrique subsaharienne. En outre, les passifs éventuels liés à la dette, aux arriérés et aux pertes d'exploitation des entreprises d'État opérant dans le domaine du raffinage, de l'importation et de la distribution des produits pétroliers se sont élevés à 0,5 % du PIB en moyenne. En Afrique subsaharienne, les déficits quasi budgétaires des compagnies publiques d'électricité, qui représentent la différence entre les

Graphique 1. Coût budgétaire médian¹ des subventions aux produits pétroliers, 2008–11



Source : estimations des services du FMI.

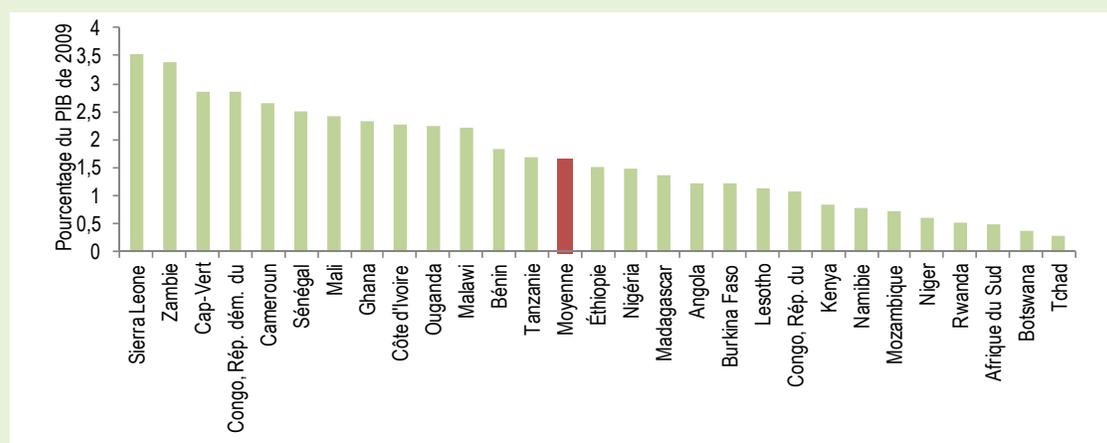
¹Le coût budgétaire est la perte de recettes fiscales annualisées aux taux d'imposition de fin 2011 par rapport aux recettes fiscales annualisées calculées aux taux d'imposition de fin 2008.

²Ne sont pas compris les Comores, l'Érythrée, les Seychelles et le Zimbabwe.

recettes effectivement perçues et les recettes qui seraient nécessaires pour récupérer pleinement les coûts de production et les coûts d'amortissement, se sont montés à environ 1½ % du PIB en moyenne en 2009–10 et à plusieurs fois cette proportion dans certains pays (graphique 2).

Ces subventions énergétiques profitent surtout aux ménages les plus aisés, mais leur suppression léserait aussi les pauvres. Elles bénéficient essentiellement aux groupes les plus fortunés parce que ce sont eux qui consomment le plus (graphique 3). Les subventions à la consommation d'électricité sont encore plus régressives que les subventions aux produits pétroliers parce que les raccordements au réseau électrique profitent de façon disproportionnée aux groupes les plus aisés. Cela dit, la suppression des subventions influencerait grandement sur le bien-être des pauvres comme des riches, car la part de

Graphique 2. Afrique subsaharienne : déficits quasi budgétaires des compagnies publiques d'électricité en 2009–10

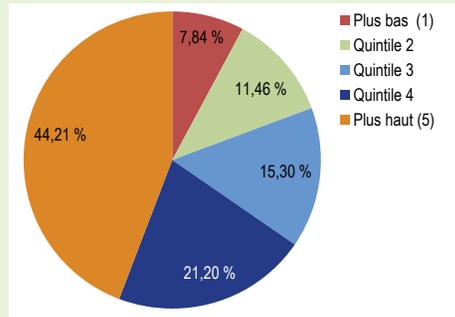


Source : calculs des services du FMI d'après les données de la Banque mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie et du FMI.

Note : Le Zimbabwe, qui avait un déficit quasi budgétaire de 11 % du PIB en 2009, n'est pas pris en compte dans le calcul de la moyenne.

Encadré 1.4 (fin)

Graphique 3. Afrique subsaharienne : répartition des subventions énergétiques
(Pourcentage du total des subventions reçu par chaque groupe de revenu)



Source : Javier Arze del Granado, David Coady, Robert Gillingham, *The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries*, 2010.

l'énergie dans la consommation totale des ménages est à peu près constante dans toute la population (tableau 1).

Les subventions énergétiques ont une influence négative sur l'efficacité économique, en particulier sur l'allocation des ressources ainsi que sur la compétitivité et la croissance. Elles peuvent entraîner une mauvaise allocation des ressources en encourageant la surconsommation. Elles risquent de faire obstacle aux dépenses plus productives de l'État, comme l'indique la relation fortement négative entre les subventions énergétiques et les dépenses publiques de santé et d'éducation (graphique 4). La sous-évaluation délibérée des prix et les subventions agissent de façon négative sur l'approvisionnement en énergie par divers canaux : si les compagnies énergétiques sont obligées de vendre constamment à perte (en entamant même la rentabilité nécessaire des investissements), cela conduit au sous-investissement et au manque d'entretien, ce qui entraîne à son tour une détérioration des infrastructures tout

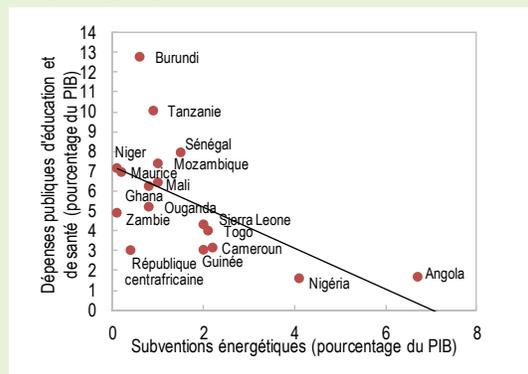
Tableau 1. Afrique subsaharienne : impact d'une hausse de 0,25 dollar par litre du prix du pétrole
(Pourcentage de la consommation totale des ménages)

	Quintiles de consommation					Global
	Inférieur	2	3	4	Supérieur	
Total	5,8	5,6	5,5	5,6	6,0	5,7
Impact direct	2,2	1,9	1,8	1,7	2,1	1,9
Essence	0,1	0,1	0,1	0,2	0,6	0,2
Pétrole lampant	1,9	1,4	1,2	0,9	0,6	1,2
GPL	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Electricité	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,4
Impact indirect	3,5	3,7	3,7	3,9	4,0	3,8

Source : Javier Arze del Granado, David Coady, Robert Gillingham, *The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries*, 2010.

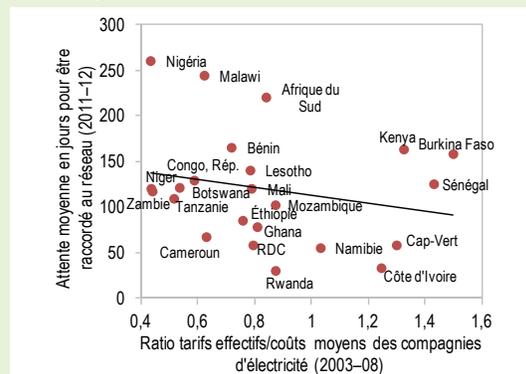
au long de la chaîne de production et de distribution de l'énergie, des pénuries à répétition ainsi qu'une diminution de l'accès au réseau et de la qualité. D'après les informations dont on dispose, dans les pays d'Afrique subsaharienne où les compagnies d'électricité ne peuvent pas récupérer leurs coûts, il faut davantage de temps pour être raccordé au réseau (ce qui constitue une forme de rationnement) (graphique 5).

Graphique 4. Afrique subsaharienne : subventions énergétiques et dépenses publiques de santé et d'éducation en 2008-11



Sources : FMI, Département des finances publiques et Département Afrique.

Graphique 5. Afrique subsaharienne : récupération des coûts par les compagnies d'électricité et facilité de raccordement au réseau



Source : bases de données de la Banque mondiale.

Encadré préparé par Christian Jozs et Sukhwinder Singh. Report of the Task Force on Energy Pricing in Sub-Saharan Africa.

les groupes vulnérables et à utiliser les économies réalisées pour des actions de développement bien ciblées. Au Kenya, pour amener le secteur privé à accepter la hausse des tarifs d'électricité, il a été essentiel que les autorités s'engagent à utiliser les fonds ainsi obtenus pour élargir la distribution d'électricité et accroître la fiabilité du réseau. Une stratégie de communication bien conçue, axée sur des campagnes d'information publiques et des interventions dans les médias pour expliquer aux intéressés le bien-fondé de la réforme, a joué un rôle essentiel à cet égard.

RECOMMANDATIONS

Étant donné que la marge d'action des autorités se rétrécit dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, leur capacité de réaction aux chocs éventuels est limitée. Il est nécessaire de reconstituer cette marge d'action, en particulier par le rééquilibrage des finances publiques : l'élément d'appréciation porte sur le rythme de ce rééquilibrage. Si les recommandations doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays, il n'en reste pas moins possible de formuler plusieurs principes généraux :

- *Dans les pays qui bénéficient d'une croissance forte et de prix d'exportation favorables, il est tout à fait justifié d'entreprendre le rééquilibrage des finances publiques au cours de l'année à venir en maîtrisant les dépenses et en continuant à renforcer les marges de manœuvre budgétaires¹⁴.* Il est intéressant de noter que le renforcement de la situation budgétaire de certains des principaux pays pétroliers s'opère à un rythme nettement plus lent que prévu — notamment en Angola et au Nigéria.
- *Une politique budgétaire accommodante serait indiquée dans les pays à revenu intermédiaire où la croissance continue à manquer de dynamisme, mais leur marge de manœuvre se rétrécit à mesure que s'accroît le niveau d'endettement.* Entre 2008 et 2012, la dette publique de l'Afrique du Sud aura augmenté d'environ 13 points de PIB, ce

¹⁴Le rythme et le ciblage du rééquilibrage doivent tenir compte de la nécessité d'assurer la continuité des grands projets d'investissement pluriannuels.

qui a amené le gouvernement à procéder à un rééquilibrage graduel des finances publiques, en partie pour atténuer les craintes que suscitait sur les marchés l'accumulation de dette.

- *La plupart des pays à faible revenu et des États fragiles doivent élargir leurs bases de recettes fiscales intérieures, à la fois pour financer un accroissement de l'investissement public et pour constituer une marge de manœuvre contre une érosion potentielle de l'aide extérieure émanant de pays avancés qui subissent eux-mêmes des contraintes budgétaires.*

Il semblerait que la politique monétaire soit bien calibrée dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne où elle est menée de façon autonome. Cela dit, quelques réserves s'imposent :

- *La plupart des pays à faible revenu et des États fragiles disposent d'une marge d'action limitée sur le plan monétaire.* En fait, certains d'entre eux devront peut-être durcir les conditions monétaires pour préserver la parité de leur monnaie (par exemple São Tomé-et-Príncipe), ou pour renforcer leurs positions de change affaiblies (Guinée, Libéria, Malawi et Sierra Leone, par exemple). Dans le cas du Malawi, un resserrement des politiques budgétaire et monétaire est devenu nécessaire pour empêcher une envolée de l'inflation à la suite de la forte dévaluation de mai 2012.
- *Pour les pays d'Afrique de l'Est qui ont connu une poussée d'inflation en 2011, il sera possible d'abaisser encore les taux directeurs lorsque les taux d'inflation resteront fermement ancrés bien en dessous de 10 %.* C'est le cas notamment du Kenya et de l'Ouganda. La situation est moins favorable dans certains autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi et Tanzanie), où la persistance de taux d'inflation élevés obligera à maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire.

On l'a vu, les indicateurs de stabilité financière font ressortir une certaine érosion de la rentabilité des banques dans toute la région, mais les indicateurs de santé financière ne se sont pas sensiblement détériorés

depuis l'éclatement de la crise économique mondiale. Cela dit, il faut se garder de tout excès de confiance, surtout dans les pays dont les capacités réglementaires sont peu développées, et les autorités nationales devront prendre des mesures pour renforcer les capacités de surveillance, notamment pour assurer la supervision des banques panafricaines.

Politiques à mener en cas de ralentissement de l'activité mondiale

L'évaluation présentée ci-dessus correspond à la réalisation de ce que nous avons appelé le scénario de référence, dans lequel l'activité mondiale ne régresse que modérément en 2012 et l'Afrique subsaharienne enregistre une croissance supérieure à 5 %. Quelles modifications faudrait-il apporter aux politiques macroéconomiques si un ou plusieurs des risques qui pèsent sur l'économie mondiale venaient à se concrétiser en entraînant un ralentissement beaucoup plus prononcé de l'activité économique mondiale?

Comme on l'a vu plus haut, un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne ne disposent que d'une marge d'action limitée pour réagir à un ralentissement marqué de la croissance économique, et les contraintes de financement pourraient fort bien les obliger à opérer un ajustement budgétaire procyclique. Les pays qui sont membres d'une union monétaire sont privés d'un outil d'ajustement (mais, en règle générale, l'inflation y est aussi beaucoup mieux maîtrisée); les pays où les investisseurs nationaux sont rendus nerveux par la crainte d'un effondrement de la monnaie voient aussi leur marge d'action réduite, car, faute d'un stock suffisant de réserves de change, ils auront du mal à gérer un ajustement ordonné du taux de change.

Les mesures envisageables dépendront une fois encore de la situation particulière de chaque pays, mais un certain nombre de considérations ont une portée générale :

- Les pays dont le taux de change est déterminé par le marché devraient laisser leur taux de change évoluer, en recourant à des ajustements monétaires lorsque cela est nécessaire pour contenir l'inflation. En laissant le taux de change évoluer en 2009, la Banque de réserve d'Afrique du Sud a ainsi

grandement aidé le pays à surmonter les effets de la crise financière mondiale.

- Les pays qui disposent de la marge d'action nécessaire pour laisser les déficits se creuser devraient s'abstenir de procéder à un resserrement budgétaire procyclique et laisser jouer plutôt les stabilisateurs automatiques (Botswana et Maurice, par exemple). L'opportunité de mener ou non une politique volontariste d'expansion budgétaire sera déterminée par la possibilité d'appliquer des mesures de relance qui ne soient pas rapidement absorbées par les importations.
- Les pays exportateurs de pétrole dont le coefficient de couverture est très élevé peuvent laisser diminuer le niveau de leurs réserves (ou en ralentir le rythme d'accumulation) pour compenser la baisse de recettes pétrolières. En revanche, les pays dont les réserves sont jugées insuffisantes pour atteindre les objectifs de stabilisation à moyen terme pourraient être amenés, pour contenir (ou stopper) l'érosion de leurs réserves, à combiner ajustement du taux de change (ce qui constitue en général une mesure de dernier ressort pour beaucoup de pays africains exportateurs de pétrole) et politique budgétaire restrictive.
- Les pays qui mènent leur politique monétaire de façon autonome et qui ont fait leurs preuves en matière de maîtrise de l'inflation sont bien placés pour réagir à un ralentissement de l'activité en assouplissant les conditions monétaires. En Afrique du Sud, étant donné que la marge d'action budgétaire est quelque peu limitée, la politique monétaire pourrait être l'instrument le plus indiqué pour faire face à une évolution défavorable de la demande. Cela pourrait aussi être le cas à Maurice si la demande d'exportations venait à chuter.
- Les pays qui n'ont aucune marge d'action et qui sont durement touchés par l'évolution conjoncturelle défavorable de la demande extérieure devront vraisemblablement chercher à obtenir des financements extérieurs publics, en se tournant vers les bailleurs de fonds ou les institutions financières internationales.

CONCLUSIONS

La dynamique de croissance de la région devrait se maintenir en 2012–13, mais des risques accrus dus à l'incertitude qui entoure les perspectives économiques mondiales pourraient faire évoluer la situation dans un sens moins favorable. Dans quelle mesure la situation d'aujourd'hui est-elle différente de celle que les services du FMI décrivaient il y a six mois, lors de la publication des dernières prévisions détaillées pour l'Afrique subsaharienne? Globalement, la réponse est que la situation n'a pas beaucoup changé — à la fois parce que les projections du scénario de référence n'ont été que légèrement ajustées et parce qu'il n'y a guère eu, sur le continent africain, d'évolutions suffisamment surprenantes pour altérer le panorama régional. Ce qui a changé, c'est la balance des risques, qui laisse aujourd'hui craindre bien davantage un ralentissement de l'activité, et le niveau d'incertitude concernant les évolutions probables, qui est plus élevé. Nous avons examiné des scénarios tablant sur une évolution défavorable qui, s'ils retracent correctement la trajectoire de l'économie mondiale, laissent entrevoir une baisse de l'ordre de 1 point de pourcentage de la croissance en Afrique subsaharienne

— une évolution certes regrettable, mais un résultat bien meilleur que celui de 2009. Cela dit, certains pays pourraient connaître des résultats bien pires en fonction de leur situation particulière.

Dans un contexte où la croissance de la production reste robuste dans la plus grande partie de la région, un rééquilibrage budgétaire est justifié dans les économies dynamiques qui n'ont pas encore reconstitué la marge d'action qu'elles avaient avant l'éclatement de la crise mondiale. Mais, compte tenu des incertitudes qui entourent les perspectives mondiales, ce rééquilibrage devra être mis en œuvre avec souplesse. Si l'activité économique mondiale devait accuser une forte décélération, la croissance ralentirait aussi en Afrique subsaharienne, et certains pays ne pourraient échapper à des difficultés financières, que se soit du côté du taux de change ou du financement budgétaire. Les pays de la région disposent de différents instruments pour faire face à ces évolutions, mais il semble probable que, pour limiter les dégâts et préserver la stabilité macroéconomique, beaucoup de pays à faible revenu et d'États fragiles devront se tourner vers les institutions bilatérales et multilatérales pour obtenir un soutien financier extérieur public.

Appendice statistique

Sauf indication contraire, les données et projections utilisées dans ce rapport reposent sur les estimations des services du FMI au 7 septembre 2012 et correspondent à celles qui ont servi pour l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

La base de données et les projections couvrent 45 pays d'Afrique subsaharienne qui relèvent du Département Afrique. On ne dispose que de données très incomplètes pour le Soudan du Sud. Les données obéissent, dans la mesure du possible, aux méthodes statistiques internationalement reconnues; toutefois, le manque de données limite dans certains cas la portée des comparaisons internationales.

GROUPES DE PAYS

Comme dans les éditions précédentes des *Perspectives économiques régionales*, les pays sont répartis en quatre groupes distincts : pays exportateurs de pétrole, pays à revenu intermédiaire, pays à faible revenu et États fragiles (voir les tableaux de l'appendice). La composition de ces groupes de pays s'appuie sur les données les plus récentes relatives au revenu national brut par habitant (moyenne sur trois ans) et l'indice d'allocation des ressources de l'IDA 2010.

- Les huit pays exportateurs de pétrole sont les pays où les exportations nettes de pétrole représentent au moins 30 % des exportations totales. Hormis l'Angola, le Nigéria et le Soudan du Sud, ils appartiennent à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Les pays exportateurs de pétrole sont classés comme tels même s'ils pourraient appartenir à un autre groupe.
- Les 11 pays à revenu intermédiaire qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole ou États fragiles avaient un revenu national brut par habitant qui dépassait 992,70 dollars en

2008–10, selon les calculs de la Banque mondiale fondés sur la méthode Atlas.

- Les 14 pays à faible revenu qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole ou États fragiles avaient un revenu national brut par habitant égal ou inférieur à 992,70 dollars en 2008–10 (Banque mondiale, méthode Atlas) et ont obtenu une note supérieure à 3,2 selon l'indice d'allocation des ressources de l'IDA.
- Les 12 États fragiles qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole avaient une note égale ou inférieure à 3,2 selon l'indice d'allocation des ressources de l'IDA.

Dans le tableau AS MN 1, les pays sont groupés en fonction des grands organes de coopération régionale auxquels ils appartiennent : zone franc, qui comprend l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la CEMAC; le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA); la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5); la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC); et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Les données agrégées relatives à la CAE-5 comprennent des données afférentes au Rwanda et au Burundi, qui sont devenus membres en 2007.

MÉTHODES D'AGREGATION

Pour les tableaux AS1–3, AS6, AS7, AS13, AS15, AS21 et AS22, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérée par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat (PPA) et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Pour les tableaux AS8–12, AS16–20 et AS23–25, les chiffres composites des groupes de pays

Tableau AS MN 1. Afrique subsaharienne : pays membres des groupements régionaux

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)	Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5)	Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)	Union douanière d'Afrique australe (SACU)
Bénin	Cameroun	Burundi	Burundi	Afrique du Sud	Afrique du Sud
Burkina Faso	Congo, Rép. du	Comores	Kenya	Angola	Botswana
Côte d'Ivoire	Gabon	Congo, Rép. dém. du	Ouganda	Botswana	Lesotho
Guinée-Bissau	Guinée équatoriale	Érythrée	Rwanda	Congo, Rép. dém. du	Namibie
Mali	République centrafricaine	Éthiopie	Tanzanie	Lesotho	Swaziland
Niger	Tchad	Kenya		Madagascar	
Sénégal		Madagascar		Malawi	
Togo		Malawi		Maurice	
		Maurice		Mozambique	
		Ouganda		Namibie	
		Rwanda		Seychelles	
		Seychelles		Swaziland	
		Swaziland		Tanzanie	
		Zambie		Zambie	
		Zimbabwe		Zimbabwe	

correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérée par le PIB converti en dollars aux taux de change du marché et exprimé en pourcentage du PIB du groupe considéré.

Pour les tableaux AS4, AS5 et AS14, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la

moyenne géométrique des données de chaque pays, pondérée par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Liste des tableaux

AS1.	Croissance du PIB réel	28
AS2.	Croissance du PIB réel, hors pétrole	29
AS3.	Croissance du PIB réel par habitant	30
AS4.	Prix à la consommation, variation annuelle.....	31
AS5.	Prix à la consommation, fin de période.....	32
AS6.	Investissement total.....	33
AS7.	Épargne nationale brute	34
AS8.	Solde budgétaire global, dons compris.....	35
AS9.	Solde budgétaire global, hors dons	36
AS10.	Recettes publiques, hors dons.....	37
AS11.	Dépenses publiques	38
AS12.	Dettes publiques	39
AS13.	Masse monétaire au sens large	40
AS14.	Expansion de la masse monétaire au sens large.....	41
AS15.	Créances sur le secteur privé non financier	42
AS16.	Exportations de biens et de services.....	43
AS17.	Importations de biens et de services.....	44
AS18.	Balance commerciale, marchandises.....	45
AS19.	Solde extérieur courant.....	46
AS20.	Dons officiels.....	47
AS21.	Taux de change effectifs réels	48
AS22.	Taux de change effectifs nominaux	49
AS23.	Dettes extérieures envers les créanciers publics	50
AS24.	Termes de l'échange, marchandises.....	51
AS25.	Réserves	52

Tableau AS1. Croissance du PIB réel (Pourcentages)												
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
Pays exportateurs de pétrole¹	8,6	11,2	7,5	7,6	9,5	7,1	5,1	6,6	6,3	6,7	6,0	
Hors Nigéria	11,0	12,3	10,9	9,9	13,4	8,8	2,3	4,4	4,4	6,2	4,9	
Angola	17,8	11,2	20,6	20,7	22,6	13,8	2,4	3,4	3,9	6,8	5,5	
Cameroun	3,0	3,7	2,3	3,2	3,4	2,6	2,0	2,9	4,2	4,7	5,0	
Congo, Rép. du	4,3	3,5	7,8	6,2	-1,6	5,6	7,5	8,8	3,4	4,9	5,3	
Gabon	2,7	1,4	3,0	1,2	5,6	2,3	-1,4	6,6	6,6	6,1	2,0	
Guinée équatoriale	16,2	38,0	9,7	1,3	21,4	10,7	4,6	-0,5	7,8	5,7	6,1	
Nigéria	7,0	10,6	5,4	6,2	7,0	6,0	7,0	8,0	7,4	7,1	6,7	
Tchad	8,7	33,6	7,9	0,2	0,2	1,7	-1,2	13,0	1,8	7,3	2,4	
Soudan du Sud	...									1,4	-55,0	69,6
Pays à revenu intermédiaire²	5,0	4,9	5,0	5,5	5,6	4,1	-0,6	3,8	4,5	3,4	3,8	
Hors Afrique du Sud	5,3	5,8	4,2	5,3	5,7	5,5	2,1	6,5	8,2	5,6	5,9	
Afrique du Sud	4,9	4,6	5,3	5,6	5,5	3,6	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0	
Botswana	4,1	6,0	1,6	5,1	4,8	3,0	-4,7	7,0	5,1	3,8	4,1	
Cap-Vert	7,2	4,3	6,5	10,1	8,6	6,2	3,7	5,2	5,0	4,3	4,4	
Ghana	6,5	5,3	6,0	6,1	6,5	8,4	4,0	8,0	14,4	8,2	7,8	
Lesotho	3,9	2,8	2,9	4,1	4,8	4,8	3,8	5,2	4,9	4,3	4,7	
Maurice	4,6	5,5	1,5	4,5	5,9	5,5	3,0	4,2	4,1	3,4	3,7	
Namibie	6,1	12,3	2,5	7,1	5,4	3,4	-0,4	6,6	4,9	4,0	4,1	
Sénégal	4,5	5,9	5,6	2,4	5,0	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3	
Seychelles	4,6	-2,9	8,0	8,9	9,9	-1,0	0,5	6,7	5,1	3,0	3,5	
Swaziland	2,6	2,3	2,2	2,9	2,8	3,1	1,2	2,0	0,3	-2,9	-1,0	
Zambie	5,8	5,4	5,3	6,2	6,2	5,7	6,4	7,6	6,6	6,5	8,2	
Pays à faible revenu et États fragiles	6,2	5,6	6,6	6,3	6,6	6,0	4,9	6,0	4,9	6,0	6,2	
Pays à faible revenu hors États fragiles	7,3	6,6	7,7	7,5	7,7	7,0	5,4	6,4	5,5	5,9	6,1	
Bénin	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	3,8	
Burkina Faso	5,9	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	7,9	4,2	7,0	7,0	
Éthiopie ³	11,8	11,7	12,6	11,5	11,8	11,2	10,0	8,0	7,5	7,0	6,5	
Gambie	3,6	7,0	-0,3	0,8	4,0	6,5	6,7	5,5	3,3	-1,6	9,7	
Kenya	5,1	4,6	6,0	6,3	7,0	1,5	2,7	5,8	4,4	5,1	5,6	
Madagascar	5,7	5,3	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,8	1,9	2,6	
Malawi	5,6	5,5	2,6	2,1	9,5	8,3	9,0	6,5	4,3	4,3	5,7	
Mali	4,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-4,5	3,0	
Mozambique	7,8	7,9	8,4	8,7	7,3	6,8	6,3	7,1	7,3	7,5	8,4	
Niger	5,2	-0,8	8,4	5,8	3,1	9,6	-0,9	8,0	2,3	14,5	6,6	
Ouganda	8,2	6,6	8,6	9,5	8,6	7,7	7,0	6,1	5,1	4,2	5,7	
Rwanda	8,6	7,4	9,4	9,2	5,5	11,2	4,1	7,2	8,6	7,2	7,5	
Sierra Leone	5,7	6,5	4,4	4,4	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	21,3	7,5	
Tanzanie	7,3	7,8	7,4	6,7	7,1	7,4	6,0	7,0	6,4	6,5	6,8	
États fragiles	2,5	2,4	2,9	2,3	2,8	2,2	3,1	4,2	2,3	6,6	6,5	
Burundi	4,7	3,8	4,4	5,4	4,8	5,0	3,5	3,8	4,2	4,2	4,5	
Comores	1,3	-0,2	4,2	1,2	0,5	1,0	1,8	2,1	2,2	2,5	3,5	
Congo, Rép. dém. du	6,5	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8	7,2	6,9	7,1	8,2	
Côte d'Ivoire	1,6	1,6	1,9	0,7	1,6	2,3	3,7	2,4	-4,7	8,1	7,0	
Érythrée	-1,1	1,5	2,6	-1,0	1,4	-9,8	3,9	2,2	8,7	7,5	3,4	
Guinée	2,9	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	5,0	
Guinée-Bissau	3,1	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,0	3,5	5,3	-2,8	5,7	
Libéria	7,6	4,1	5,9	9,0	13,2	6,2	5,3	6,1	8,2	9,0	7,9	
République centrafricaine	2,6	1,0	2,4	3,8	3,7	2,0	1,7	3,0	3,3	4,1	4,2	
São Tomé-et-Príncipe	6,0	4,5	1,6	12,6	2,0	9,1	4,0	4,5	4,9	4,5	5,5	
Togo	2,4	2,1	1,2	4,1	2,3	2,4	3,5	4,0	4,9	5,0	5,3	
Zimbabwe ⁴	-7,4	-6,0	-5,5	-3,5	-3,8	-18,3	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0	
Afrique subsaharienne¹	6,5	7,1	6,2	6,4	7,1	5,6	2,8	5,3	5,2	5,3	5,3	
Médiane	5,0	4,6	4,9	5,2	5,2	5,2	3,3	5,6	4,9	4,9	5,4	
Hors Afrique du Sud et Nigéria	7,3	7,3	7,2	7,0	8,2	6,7	3,6	5,6	5,4	6,0	5,7	
Pays importateurs de pétrole	5,5	5,2	5,6	5,8	6,0	4,9	1,6	4,7	4,6	4,1	5,6	
Hors Afrique du Sud	6,0	5,7	6,0	6,0	6,4	5,9	4,2	6,1	5,7	5,2	7,3	
Zone franc	4,9	7,7	4,9	2,9	4,7	4,3	2,5	4,9	3,0	5,5	5,0	
UEMOA	3,7	2,9	4,7	3,3	3,4	4,4	2,9	4,6	1,2	5,4	5,6	
CEMAC	6,1	12,6	5,1	2,5	5,9	4,3	2,2	5,2	4,8	5,5	4,3	
CAE-5	6,7	6,2	7,2	7,3	7,2	5,6	4,9	6,3	5,5	5,5	6,1	
SADC	6,4	5,6	6,5	7,1	7,6	5,3	0,2	3,9	3,9	3,9	4,2	
Union douanière d'Afrique australe	4,9	4,8	5,0	5,6	5,5	3,6	-1,6	3,2	3,2	2,6	3,1	
COMESA (pays membres d'AfSS)	6,9	6,4	7,0	7,2	7,7	6,2	5,3	6,2	5,7	5,4	5,9	
IADM	6,6	6,1	6,9	6,6	6,6	7,1	5,0	6,4	6,6	6,1	6,4	
Pays à régime de parité fixe classique	4,8	7,6	4,7	3,1	4,6	4,1	2,4	4,9	3,2	5,2	4,8	
Pays sans régime de parité fixe classique	6,9	7,0	6,6	7,1	7,7	6,0	2,9	5,4	5,6	5,3	5,3	
Afrique subsaharienne	6,5	7,1	6,2	6,4	7,1	5,6	2,8	5,3	5,1	5,0	5,7	

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS2. Croissance du PIB réel, hors pétrole											
<i>(Pourcentages)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	10,9	11,3	8,3	12,1	13,2	9,5	7,8	7,9	8,6	7,4	7,1
Hors Nigéria	12,5	8,0	10,3	16,1	17,7	10,4	7,1	7,1	8,3	6,4	6,8
Angola	18,0	9,0	14,1	27,6	24,4	15,0	8,1	7,6	9,5	6,0	6,8
Cameroun	3,6	4,9	3,2	2,9	4,0	3,1	2,9	3,7	4,7	4,3	5,0
Congo, Rép. du	5,7	5,0	5,4	5,9	6,6	5,4	3,9	6,5	7,4	9,7	8,0
Gabon	4,2	2,3	4,3	4,9	6,2	3,4	-0,5	5,7	8,6	6,9	4,1
Guinée équatoriale	29,3	28,4	22,8	29,8	47,2	18,1	24,3	6,2	14,3	8,5	13,9
Nigéria	9,8	13,3	7,0	9,6	10,1	8,9	8,3	8,5	8,8	7,9	7,3
Tchad	4,8	2,1	11,0	4,7	3,1	3,0	0,0	15,0	2,6	7,9	3,8
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	47,5	-27,2	-7,3	...
Pays à revenu intermédiaire²	5,0	4,9	5,0	5,5	5,6	4,1	-0,6	3,7	3,9	3,5	3,8
Hors Afrique du Sud	5,3	5,8	4,2	5,3	5,7	5,5	2,1	6,0	6,0	5,8	5,8
Afrique du Sud	4,9	4,6	5,3	5,6	5,5	3,6	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Botswana	4,1	6,0	1,6	5,1	4,8	3,0	-4,7	7,0	5,1	3,8	4,1
Cap-Vert	7,2	4,3	6,5	10,1	8,6	6,2	3,7	5,2	5,0	4,3	4,4
Ghana	6,5	5,3	6,0	6,1	6,5	8,4	4,0	6,4	8,7	8,8	7,6
Lesotho	3,9	2,8	2,9	4,1	4,8	4,8	3,8	5,2	4,9	4,3	4,7
Maurice	4,6	5,5	1,5	4,5	5,9	5,5	3,0	4,2	4,1	3,4	3,7
Namibie	6,1	12,3	2,5	7,1	5,4	3,4	-0,4	6,6	4,9	4,0	4,1
Sénégal	4,5	5,9	5,6	2,4	5,0	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Seychelles	4,6	-2,9	8,0	8,9	9,9	-1,0	0,5	6,7	5,1	3,0	3,5
Swaziland	2,6	2,3	2,2	2,9	2,8	3,1	1,2	2,0	0,3	-2,9	-1,0
Zambie	5,8	5,4	5,3	6,2	6,2	5,7	6,4	7,6	6,6	6,5	8,2
Pays à faible revenu et États fragiles	6,2	5,6	6,4	6,3	6,7	6,0	4,9	6,0	4,9	5,8	6,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	7,3	6,6	7,7	7,5	7,7	7,0	5,4	6,4	5,5	5,6	6,1
Bénin	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	3,8
Burkina Faso	5,9	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	7,9	4,2	7,0	7,0
Éthiopie ³	11,8	11,7	12,6	11,5	11,8	11,2	10,0	8,0	7,5	7,0	6,5
Gambie	3,6	7,0	-0,3	0,8	4,0	6,5	6,7	5,5	3,3	-1,6	9,7
Kenya	5,1	4,6	6,0	6,3	7,0	1,5	2,7	5,8	4,4	5,1	5,6
Madagascar	5,7	5,3	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,8	1,9	2,6
Malawi	5,6	5,5	2,6	2,1	9,5	8,3	9,0	6,5	4,3	4,3	5,7
Mali	4,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-4,5	3,0
Mozambique	7,8	7,9	8,4	8,7	7,3	6,8	6,3	7,1	7,3	7,5	8,4
Niger	5,2	-0,8	8,4	5,8	3,1	9,6	-0,9	8,0	2,3	5,1	5,6
Ouganda	8,2	6,6	8,6	9,5	8,6	7,7	7,0	6,1	5,1	4,2	5,7
Rwanda	8,6	7,4	9,4	9,2	5,5	11,2	4,1	7,2	8,6	7,7	7,5
Sierra Leone	5,7	6,5	4,4	4,4	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	21,3	7,5
Tanzanie	7,3	7,8	7,4	6,7	7,1	7,4	6,0	7,0	6,4	6,5	6,8
États fragiles	2,4	2,4	1,8	2,2	3,4	2,2	3,1	4,5	2,2	6,6	6,5
Burundi	4,7	3,8	4,4	5,4	4,8	5,0	3,5	3,8	4,2	4,2	4,5
Comores	1,3	-0,2	4,2	1,2	0,5	1,0	1,8	2,1	2,2	2,5	3,5
Congo, Rép. dém. du	6,1	6,6	3,6	6,4	8,0	6,0	2,7	7,8	6,6	6,8	8,4
Côte d'Ivoire	1,5	1,6	1,3	0,0	2,1	2,5	3,7	2,8	-4,9	8,4	6,9
Érythrée	-1,1	1,5	2,6	-1,0	1,4	-9,8	3,9	2,2	8,7	7,5	3,4
Guinée	2,9	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	5,0
Guinée-Bissau	3,1	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,0	3,5	5,3	-2,8	5,7
Libéria	7,6	4,1	5,9	9,0	13,2	6,2	5,3	6,1	8,2	9,0	7,9
République centrafricaine	2,6	1,0	2,4	3,8	3,7	2,0	1,7	3,0	3,3	4,1	4,2
São Tomé-et-Príncipe	6,0	4,5	1,6	12,6	2,0	9,1	4,0	4,5	4,9	4,5	5,5
Togo	2,4	2,1	1,2	4,1	2,3	2,4	3,5	4,0	4,9	5,0	5,3
Zimbabwe ⁴	-7,4	-6,0	-5,5	-3,5	-3,8	-18,3	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0
Afrique subsaharienne¹	7,2	7,1	6,4	7,8	8,3	6,4	3,7	5,8	5,8	5,5	5,6
<i>Médiane</i>	5,0	4,6	4,5	5,3	5,4	5,2	3,5	5,8	4,9	4,9	5,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	7,7	6,3	6,9	8,6	9,4	7,1	4,9	6,2	6,0	6,0	6,2
Pays importateurs de pétrole	5,5	5,2	5,5	5,8	6,0	4,9	1,6	4,6	5,0	4,2	4,7
Hors Afrique du Sud	6,0	5,7	5,8	6,0	6,5	5,9	4,2	6,0	6,4	5,4	5,8
Zone franc	6,0	5,1	6,2	5,6	7,9	5,3	4,5	5,6	4,2	5,7	6,1
UEMOA	3,7	2,9	4,5	3,1	3,6	4,4	2,9	4,7	1,1	4,6	5,5
CEMAC	8,3	7,4	7,9	8,1	12,2	6,2	6,1	6,5	7,2	6,8	6,7
CAE-5	6,7	6,2	7,2	7,3	7,2	5,6	4,9	6,3	5,5	5,5	6,1
SADC	6,5	5,4	5,8	7,8	7,9	5,5	0,9	4,4	4,6	3,7	4,3
Union douanière d'Afrique australe	4,9	4,8	5,0	5,6	5,5	3,6	-1,6	3,2	3,2	2,6	3,1
COMESA (pays membres d'AFSS)	6,9	6,4	6,7	7,2	7,9	6,2	5,3	6,3	5,7	5,4	5,9
IADM	6,7	6,2	6,7	6,6	7,0	7,1	5,0	6,2	6,0	6,1	6,4
Pays à régime de parité fixe classique	5,8	5,3	5,8	5,5	7,5	5,0	4,1	5,5	4,2	5,4	5,8
Pays sans régime de parité fixe classique	7,5	7,6	6,6	8,3	8,5	6,7	3,6	5,8	6,0	5,5	5,6
Afrique subsaharienne	7,2	7,1	6,4	7,8	8,3	6,4	3,7	5,8	6,2	5,3	5,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS3. Croissance du PIB réel par habitant											
<i>(Pourcentages)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	5,7	8,2	4,6	4,7	6,6	4,3	2,4	3,8	3,4	3,9	3,2
Hors Nigéria	8,1	9,3	7,9	6,9	10,4	6,0	-0,3	1,6	1,7	3,4	2,1
Angola	14,6	8,0	17,2	17,4	19,3	10,9	-0,2	0,4	0,9	3,7	2,4
Cameroun	0,2	0,9	-0,5	0,4	0,6	-0,2	-0,8	0,4	1,7	2,1	2,4
Congo, Rép. du	1,4	0,6	4,7	3,2	-4,4	2,6	4,4	5,7	0,5	2,0	3,0
Gabon	0,4	-1,1	0,5	-1,3	3,0	0,8	-2,8	5,1	5,1	4,6	0,5
Guinée équatoriale	12,9	34,1	6,7	-1,6	18,0	7,6	1,6	-3,3	4,8	2,7	3,1
Nigéria	4,2	7,6	2,6	3,4	4,1	3,1	4,1	5,1	4,5	4,2	3,9
Tchad	6,1	30,4	5,3	-2,3	-2,3	-0,8	-3,6	10,2	-0,7	4,7	-0,1
Soudan du Sud	...								-12,3	-57,1	66,3
Pays à revenu intermédiaire²	3,6	3,6	3,8	4,2	3,5	2,7	-2,0	2,5	3,0	1,8	2,4
Hors Afrique du Sud	3,3	3,9	2,3	3,4	3,6	3,5	0,1	4,6	6,1	3,0	3,9
Afrique du Sud	3,6	3,5	4,3	4,5	3,4	2,5	-2,6	1,8	1,9	1,4	1,8
Botswana	3,0	4,8	0,8	4,3	3,5	1,8	-5,9	5,8	3,9	2,6	2,9
Cap-Vert	5,6	2,6	4,9	8,5	7,1	4,7	2,3	3,8	3,6	2,9	3,0
Ghana	3,8	2,7	3,4	3,5	3,8	5,7	1,4	5,3	11,5	5,5	5,1
Lesotho	4,3	2,1	2,2	9,2	4,0	4,0	3,1	4,5	4,2	3,5	3,9
Maurice	3,8	4,6	0,7	3,7	4,9	5,2	2,5	3,7	3,5	2,7	3,1
Namibie	4,3	10,4	0,7	5,2	3,5	1,5	-2,2	5,7	4,0	3,2	3,2
Sénégal	1,7	3,0	2,8	-0,3	2,2	0,9	-0,6	1,4	-0,1	-3,8	1,9
Seychelles	3,6	-2,5	7,5	6,6	9,3	-3,2	0,1	3,8	3,9	1,8	2,3
Swaziland	1,6	1,7	1,3	1,7	1,6	1,6	-0,3	2,4	0,7	-2,5	-0,6
Zambie	3,3	3,1	3,0	3,7	3,6	3,1	3,8	5,0	4,0	3,9	5,6
Pays à faible revenu et États fragiles	3,5	2,8	4,0	3,6	3,8	3,2	2,2	3,2	2,2	3,4	3,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	4,5	3,9	5,1	4,7	4,8	4,2	2,6	3,7	2,8	3,3	3,5
Bénin	0,7	-0,2	-0,3	0,6	1,5	2,0	-0,3	-0,3	0,7	0,7	1,1
Burkina Faso	2,8	1,5	5,5	3,2	1,1	2,7	-0,1	4,7	1,1	4,6	4,6
Éthiopie ³	8,9	8,9	9,8	8,7	8,9	8,3	7,3	5,5	5,0	4,5	4,0
Gambie	0,6	3,8	-3,3	-2,1	1,1	3,6	3,9	2,7	0,5	-4,2	6,8
Kenya	2,4	2,6	4,0	3,2	3,9	-1,4	-0,3	2,7	1,4	2,1	2,6
Madagascar	2,8	2,4	1,8	2,2	3,4	4,3	-6,6	-2,2	-0,8	-0,6	0,1
Malawi	3,0	3,3	0,5	-0,8	6,5	5,4	6,0	3,6	1,4	1,4	2,8
Mali	1,4	-0,9	2,9	2,0	1,1	1,8	1,3	2,7	-0,4	-7,4	-0,1
Mozambique	5,7	5,8	6,3	6,6	5,2	4,7	4,2	5,0	5,2	5,4	6,3
Niger	2,1	-3,8	5,2	2,6	0,0	6,3	-3,9	4,7	-0,8	11,0	3,4
Ouganda	4,7	3,2	5,1	6,0	5,1	4,2	3,6	2,7	1,8	0,9	2,4
Rwanda	6,6	5,9	7,5	7,3	3,3	8,9	2,0	5,0	6,3	5,5	5,3
Sierra Leone	2,4	2,3	0,7	1,1	5,0	2,8	0,7	2,6	3,3	18,2	4,8
Tanzanie	5,1	5,5	5,1	4,8	5,0	5,3	3,9	4,9	4,4	4,4	4,7
États fragiles	-0,3	-1,0	0,3	-0,3	0,1	-0,6	0,4	1,4	-0,3	3,8	3,8
Burundi	2,5	1,7	2,3	3,3	2,7	2,6	1,0	1,4	1,7	1,8	2,0
Comores	-0,7	-2,3	2,1	-0,8	-1,6	-1,1	-0,3	0,0	0,1	0,3	1,4
Congo, Rép. dém. du	3,4	3,5	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2	4,1	3,8	4,0	5,0
Côte d'Ivoire	-1,7	-3,3	-0,8	-2,2	-1,4	-0,7	0,7	-0,6	-7,5	5,0	3,9
Érythrée	-4,5	-2,6	-1,2	-4,3	-1,9	-12,6	0,7	-0,9	5,4	4,3	0,4
Guinée	0,8	0,4	1,0	0,4	-0,4	2,6	-2,7	-0,6	1,4	2,2	2,4
Guinée-Bissau	0,8	0,3	1,8	-0,2	0,9	1,0	0,7	1,2	3,1	-4,9	3,4
Libéria	3,8	2,3	3,0	4,8	8,0	1,0	1,0	1,8	5,4	6,2	5,2
République centrafricaine	0,6	-1,0	0,4	1,8	1,7	0,0	-1,9	0,5	0,8	1,6	1,7
São Tomé-et-Príncipe	4,4	3,0	0,1	10,9	0,4	7,4	2,3	2,7	3,0	2,5	3,4
Togo	-0,2	-0,5	-1,4	1,5	-0,2	-0,1	1,3	1,7	2,6	2,7	3,0
Zimbabwe ⁴	-8,0	-7,0	-6,5	-3,3	-4,0	-18,9	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0
Afrique subsaharienne¹	4,2	4,9	4,1	4,2	4,6	3,4	0,6	3,1	2,9	3,0	3,0
<i>Médiane</i>	2,7	2,5	2,4	2,9	3,3	2,6	0,7	2,7	2,8	2,7	3,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	4,6	4,6	4,6	4,4	5,5	4,0	1,1	3,1	2,9	3,3	3,2
Pays importateurs de pétrole	3,5	3,3	3,9	4,0	3,6	2,9	-0,3	2,8	2,5	2,0	3,6
Hors Afrique du Sud	3,4	3,1	3,5	3,5	3,8	3,3	1,6	3,6	2,9	2,5	4,8
Zone franc	2,0	4,4	2,1	0,1	1,8	1,5	-0,2	2,1	0,3	2,4	2,4
UEMOA	0,7	-0,7	1,8	0,4	0,5	1,4	0,0	1,6	-1,7	1,7	2,8
CEMAC	3,3	9,6	2,4	-0,2	3,1	1,7	-0,4	2,7	2,3	3,0	1,9
CAE-5	4,1	3,8	4,7	4,6	4,4	2,8	2,2	3,6	2,8	2,8	3,4
SADC	4,8	4,1	5,0	5,6	5,4	3,7	-1,4	2,3	2,3	2,2	2,5
Union douanière d'Afrique australe	3,6	3,7	4,0	4,5	3,4	2,4	-2,7	2,1	2,1	1,5	1,9
COMESA (pays membres d'AFSS)	4,3	3,9	4,6	4,5	5,0	3,5	2,7	3,6	3,1	2,8	3,3
IADM	3,9	3,3	4,1	3,8	3,8	4,3	2,3	3,7	3,9	3,3	3,8
Pays à régime de parité fixe classique	2,0	4,5	1,9	0,5	1,9	1,4	-0,3	2,3	0,7	2,4	2,3
Pays sans régime de parité fixe classique	4,7	5,0	4,6	5,0	5,1	3,8	0,8	3,3	3,3	3,1	3,1
Afrique subsaharienne	4,2	4,9	4,1	4,2	4,6	3,4	0,6	3,1	2,8	2,7	3,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS4. Prix à la consommation (Pourcentage moyen de variation annuelle)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	10,7	14,6	14,7	8,0	5,6	10,4	11,1	11,4	9,6	9,8	8,2
Hors Nigéria	9,2	13,9	9,8	7,7	5,9	8,8	9,0	7,7	7,7	7,1	6,1
Angola	20,9	43,6	23,0	13,3	12,2	12,5	13,7	14,5	13,5	10,8	8,6
Cameroun	2,7	0,3	2,0	4,9	1,1	5,3	3,0	1,3	2,9	3,0	3,0
Congo, Rép. du	3,9	3,7	2,5	4,7	2,6	6,0	4,3	5,0	1,8	5,1	4,5
Gabon	2,1	0,4	1,2	-1,4	5,0	5,3	1,9	1,4	1,3	2,3	2,6
Guinée équatoriale	4,4	4,2	5,6	4,5	2,8	4,7	8,3	6,1	6,3	5,4	7,0
Nigéria	11,6	15,0	17,9	8,2	5,4	11,6	12,5	13,7	10,8	11,4	9,5
Tchad	1,5	-4,8	3,7	7,7	-7,4	8,3	10,1	-2,1	1,9	5,5	3,0
Soudan du Sud	...								47,3	54,8	22,2
Pays à revenu intermédiaire²	6,5	3,0	4,8	5,5	7,5	11,8	8,0	4,9	5,6	6,0	5,8
Hors Afrique du Sud	9,4	8,2	9,3	8,1	8,6	12,6	10,6	6,7	7,3	7,2	7,3
Afrique du Sud	5,6	1,4	3,4	4,7	7,1	11,5	7,1	4,3	5,0	5,6	5,2
Botswana	9,4	7,0	8,6	11,6	7,1	12,6	8,1	6,9	8,5	7,5	6,2
Cap-Vert	2,9	-1,9	0,4	4,8	4,4	6,8	1,0	2,1	4,5	2,1	2,0
Ghana	13,0	12,6	15,1	10,2	10,7	16,5	19,3	10,7	8,7	9,8	10,9
Lesotho	6,7	5,0	3,4	6,1	8,0	10,7	7,4	3,6	5,6	5,3	4,9
Maurice	7,4	4,7	4,9	8,7	8,6	9,7	2,5	2,9	6,5	4,5	5,2
Namibie	5,7	4,1	2,3	5,1	6,7	10,4	8,8	4,5	5,8	6,7	5,9
Sénégal	3,2	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-1,7	1,2	3,4	2,3	2,1
Seychelles	9,0	3,9	0,6	-1,9	5,3	37,0	31,7	-2,4	2,6	7,5	4,5
Swaziland	6,9	3,4	4,9	5,2	8,1	12,7	7,4	4,5	6,1	7,8	6,9
Zambie	13,7	18,0	18,3	9,0	10,7	12,4	13,4	8,5	8,7	6,4	6,2
Pays à faible revenu et États fragiles	9,6	6,0	9,5	8,3	7,9	16,5	9,3	6,4	14,4	11,8	7,3
Pays à faible revenu hors États fragiles	9,7	6,2	9,0	8,0	7,6	17,5	8,6	5,9	15,5	13,0	7,6
Bénin	3,7	0,9	5,4	3,8	1,3	7,4	0,9	2,1	2,7	6,9	3,3
Burkina Faso	3,8	-0,4	6,4	2,4	-0,2	10,7	2,6	-0,6	2,7	3,0	2,0
Éthiopie	18,0	3,2	11,7	13,6	17,2	44,4	8,5	8,1	33,1	22,9	10,2
Gambie	6,2	14,3	5,0	2,1	5,4	4,5	4,6	5,0	4,8	4,7	5,5
Kenya	9,4	11,8	9,9	6,0	4,3	15,1	10,6	4,1	14,0	10,0	5,8
Madagascar	12,5	14,0	18,4	10,8	10,4	9,2	9,0	9,3	10,0	6,5	7,0
Malawi	11,5	11,5	15,4	13,9	8,0	8,7	8,4	7,4	7,6	17,7	16,2
Mali	3,1	-3,1	6,4	1,5	1,5	9,1	2,2	1,3	3,1	7,2	6,2
Mozambique	10,2	12,6	6,4	13,2	8,2	10,3	3,3	12,7	10,4	3,0	8,6
Niger	3,8	0,4	7,8	0,1	0,1	10,5	1,1	0,9	2,9	4,5	2,0
Ouganda	7,5	3,7	8,6	7,2	6,1	12,0	13,1	4,0	18,7	14,6	6,1
Rwanda	10,9	12,0	9,1	8,8	9,1	15,4	10,3	2,3	5,7	7,0	6,1
Sierra Leone	12,5	14,2	12,0	9,5	11,6	14,8	9,2	17,8	18,5	13,7	7,0
Tanzanie	6,6	4,1	4,4	7,3	7,0	10,3	12,1	7,2	12,7	15,6	9,8
États fragiles	9,5	5,3	11,1	9,5	8,8	12,6	12,2	8,6	9,8	6,9	6,0
Burundi	12,5	11,8	1,2	9,1	14,4	26,0	4,6	4,1	14,9	14,7	8,4
Comores	4,0	4,5	3,0	3,4	4,5	4,8	4,8	3,9	6,8	5,6	3,1
Congo, Rép. dém. du	14,7	4,0	21,4	13,2	16,7	18,0	46,2	23,5	15,5	10,4	9,5
Côte d'Ivoire	3,2	1,5	3,9	2,5	1,9	6,3	1,0	1,4	4,9	2,0	2,5
Érythrée	16,4	25,1	12,5	15,1	9,3	19,9	33,0	12,7	13,3	12,3	12,3
Guinée	25,0	17,5	31,4	34,7	22,9	18,4	4,7	15,5	21,4	14,7	10,3
Guinée-Bissau	4,0	0,8	3,2	0,7	4,6	10,4	-1,6	1,1	5,0	5,0	2,5
Libéria	9,8	3,6	6,9	7,2	13,7	17,5	7,4	7,3	8,5	6,6	5,4
République centrafricaine	3,5	-2,2	2,9	6,7	0,9	9,3	3,5	1,5	1,2	6,8	1,6
São Tomé-et-Principe	20,8	13,3	17,2	23,1	18,6	32,0	17,0	13,3	14,3	10,5	6,2
Togo	3,8	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	1,9	3,2	3,6	2,5	4,2
Zimbabwe ³	...								6,2	3,0	3,5
Afrique subsaharienne¹	8,6	7,4	9,0	7,0	7,0	12,6	9,4	7,5	9,3	8,9	7,0
<i>Médiane</i>	6,9	4,1	6,4	6,7	6,7	10,5	7,4	4,2	6,2	6,6	5,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	9,3	8,1	9,3	8,1	7,4	13,7	9,4	6,8	11,2	9,7	7,0
Pays importateurs de pétrole	7,7	4,2	6,6	6,6	7,6	13,6	8,5	5,5	9,7	8,7	6,6
Hors Afrique du Sud	9,6	6,6	9,4	8,3	8,1	15,4	9,7	6,5	13,2	10,9	7,6
Zone franc	3,1	0,4	3,7	3,1	1,5	6,8	2,9	1,6	3,2	3,8	3,4
UEMOA	3,4	0,3	4,7	2,2	2,0	7,9	0,9	1,1	3,6	3,6	2,9
CEMAC	2,8	0,4	2,7	4,1	1,0	5,8	4,9	2,2	2,9	4,1	3,8
CAE-5	8,2	7,5	7,5	6,9	6,1	13,1	11,5	4,9	14,1	12,8	7,3
SADC	7,8	6,1	6,6	6,7	8,1	11,7	9,3	6,7	7,4	7,3	6,5
Union douanière d'Afrique australe	5,8	1,8	3,6	5,0	7,1	11,6	7,2	4,4	5,2	5,8	5,3
COMESA (pays membres d'AFSS)	12,1	8,2	11,6	9,6	10,2	20,7	12,1	7,0	17,5	13,4	7,9
IADM	9,2	5,4	9,0	8,0	8,0	15,4	9,8	6,7	12,2	10,8	7,5
Pays à régime de parité fixe classique	3,6	1,0	3,8	3,5	2,1	7,3	3,7	2,0	3,6	4,2	3,7
Pays sans régime de parité fixe classique	9,7	8,7	10,2	7,8	7,9	13,6	10,5	8,5	10,4	9,8	7,7
Afrique subsaharienne	8,6	7,4	9,0	7,0	7,0	12,6	9,4	7,5	9,7	9,1	7,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS5. Prix à la consommation
(Fin de période, variation en pourcentage)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	9,6	10,6	10,1	7,6	6,7	12,9	11,5	10,4	9,3	9,4	8,0
Hors Nigéria	8,4	11,7	7,7	6,2	6,8	9,7	7,9	8,4	7,6	6,7	5,5
Angola	17,3	31,0	18,5	12,2	11,8	13,2	14,0	15,3	11,4	9,6	7,5
Cameroun	3,1	1,0	3,5	2,4	3,4	5,3	0,9	2,6	2,7	3,0	3,0
Congo, Rép. du	4,4	1,1	3,1	8,1	-1,7	11,4	2,5	5,4	1,8	5,3	4,1
Gabon	2,3	-0,5	1,1	-0,7	5,9	5,6	0,9	0,7	2,3	2,3	2,6
Guinée équatoriale	4,3	5,1	3,2	3,8	3,7	5,5	7,1	7,3	6,5	7,0	7,0
Nigéria	10,4	10,0	11,6	8,5	6,6	15,1	13,9	11,7	10,3	11,0	9,5
Tchad	3,2	9,2	-3,4	-0,9	1,7	9,7	4,7	-2,2	10,8	5,5	3,0
Soudan du Sud	...								65,6	60,4	-5,9
Pays à revenu intermédiaire²	7,2	4,6	5,0	6,4	9,1	10,9	6,7	4,3	6,4	5,9	5,7
Hors Afrique du Sud	9,9	8,3	9,5	8,4	9,6	13,5	7,8	6,7	7,2	7,5	6,9
Afrique du Sud	6,4	3,5	3,6	5,8	9,0	10,1	6,3	3,5	6,1	5,3	5,3
Botswana	9,9	7,9	11,3	8,5	8,1	13,7	5,8	7,4	9,2	6,4	6,0
Cap-Vert	3,5	-0,3	1,8	5,8	3,4	6,7	-0,4	3,4	3,6	2,3	2,3
Ghana	13,7	11,8	14,8	10,9	12,7	18,1	16,0	8,6	8,6	11,5	9,5
Lesotho	7,2	5,0	3,5	6,4	10,5	10,6	4,5	3,1	7,7	4,3	5,5
Maurice	7,3	5,6	3,9	11,6	8,6	6,8	1,5	6,1	4,9	4,8	5,1
Namibie	6,4	4,3	3,5	6,0	7,1	10,9	7,0	3,1	7,2	6,2	5,7
Sénégal	3,5	1,7	1,4	3,9	6,2	4,3	-3,4	4,3	2,7	2,2	2,1
Seychelles	16,5	3,9	-1,6	0,2	16,7	63,3	-2,6	0,4	5,5	7,0	3,1
Swaziland	7,7	3,2	7,6	4,8	9,8	12,9	4,5	4,5	7,8	3,1	14,3
Zambie	13,4	17,5	15,9	8,2	8,9	16,6	9,9	7,9	7,2	6,7	6,1
Pays à faible revenu et États fragiles	10,3	9,3	7,8	9,6	7,8	17,1	7,9	7,4	16,6	9,1	7,1
Pays à faible revenu hors États fragiles	10,3	9,4	7,1	9,3	8,1	17,5	7,2	7,2	18,7	9,9	7,3
Bénin	4,1	2,7	3,7	5,3	0,3	8,4	-0,5	4,0	1,8	7,2	3,3
Burkina Faso	4,1	0,7	4,5	1,5	2,3	11,6	-0,3	-0,3	5,1	3,0	2,0
Éthiopie ³	19,3	7,9	12,3	18,5	18,4	39,2	7,1	14,6	35,9	16,6	9,0
Gambie	5,2	8,1	4,8	0,4	6,0	6,8	2,7	5,8	4,4	5,0	6,0
Kenya	10,0	17,1	4,7	7,3	5,6	15,5	8,0	4,5	18,6	7,0	7,0
Madagascar	13,6	27,3	11,5	10,8	8,2	10,1	8,0	10,2	7,5	7,7	7,0
Malawi	11,6	13,7	16,6	10,1	7,5	9,9	7,6	6,3	9,8	22,6	11,8
Mali	3,7	1,5	3,4	3,6	2,6	7,4	1,7	1,9	5,3	6,4	7,6
Mozambique	9,2	9,1	11,1	9,4	10,3	6,2	4,2	16,6	5,5	5,5	8,2
Niger	4,5	3,7	4,2	0,4	4,7	9,4	-0,6	2,7	1,4	4,5	2,0
Ouganda	8,4	8,0	3,7	10,9	5,2	14,3	11,0	3,1	27,0	7,1	5,0
Rwanda	11,4	10,2	5,6	12,1	6,6	22,3	5,7	0,2	8,3	6,3	5,9
Sierra Leone	12,4	14,4	13,1	8,3	13,8	12,2	10,8	18,4	16,9	11,0	7,5
Tanzanie	7,1	4,1	5,0	6,7	6,4	13,5	12,2	5,6	19,8	11,1	9,6
États fragiles	10,4	8,9	10,4	10,6	6,4	15,7	10,9	8,1	8,5	6,1	6,1
Burundi	12,5	11,8	1,2	9,1	14,4	26,0	4,6	4,1	14,9	14,7	8,4
Comores	4,4	3,3	7,2	1,7	2,2	7,4	2,2	6,6	7,0	4,3	2,0
Congo, Rép. dém. du	17,2	9,2	21,3	18,2	10,0	27,6	53,4	9,8	15,4	9,9	9,0
Côte d'Ivoire	3,9	4,4	2,5	2,0	1,5	9,0	-1,7	5,1	1,9	1,5	2,5
Erythrée	17,5	17,4	18,5	9,0	12,6	30,2	22,2	14,2	12,3	12,3	12,3
Guinée	24,6	27,6	29,7	39,1	12,8	13,5	7,9	20,8	19,0	12,0	8,7
Guinée-Bissau	4,6	2,9	-1,0	3,2	9,3	8,7	-6,4	5,7	3,3	3,3	1,7
Libéria	9,5	7,5	7,0	8,9	14,7	9,4	9,7	6,6	11,4	4,9	4,7
République centrafricaine	4,7	-0,3	2,2	7,1	-0,2	14,5	-1,2	2,3	4,3	2,9	2,3
São Tomé-et-Principe	21,9	15,2	17,2	24,6	27,6	24,8	16,1	12,9	11,9	8,3	6,0
Togo	4,9	3,9	5,5	1,5	3,4	10,3	-2,4	6,9	1,5	1,0	12,0
Zimbabwe ³	...						-7,7	3,2	4,9	6,5	4,3
Afrique subsaharienne¹	8,8	7,7	7,3	7,6	8,0	13,2	8,6	7,2	10,1	8,0	6,9
Médiane	7,1	5,6	4,7	7,1	7,1	10,9	4,7	5,5	7,2	6,4	6,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	9,6	9,5	8,0	8,5	7,9	14,3	7,9	7,5	12,4	8,2	6,6
Pays importateurs de pétrole	8,4	6,4	6,1	7,6	8,6	13,3	7,2	5,6	11,2	7,5	6,1
Hors Afrique du Sud	10,2	9,0	8,3	9,3	8,3	16,1	7,9	7,2	15,1	9,2	6,8
Zone franc	3,6	2,6	2,4	2,5	2,9	7,6	0,7	3,1	3,7	3,8	3,6
UEMOA	3,9	2,8	3,0	2,7	2,9	8,3	-1,2	3,5	3,0	3,3	3,4
CEMAC	3,3	2,5	1,8	2,4	3,0	6,9	2,7	2,7	4,4	4,3	3,8
CAE-5	8,9	10,3	4,5	8,2	6,0	15,2	9,8	4,2	20,1	8,5	7,4
SADC	8,2	7,1	6,4	7,3	9,1	11,3	8,5	6,0	8,1	6,8	6,3
Union douanière d'Afrique australe	6,6	3,7	4,0	5,9	8,9	10,3	6,3	3,7	6,3	5,4	5,4
COMESA (pays membres d'AFSS)	13,0	12,3	9,2	11,9	9,9	21,4	10,1	7,9	20,1	10,3	7,5
IADM	9,8	7,3	8,3	9,0	8,3	16,2	8,4	7,2	13,8	9,1	7,0
Pays à régime de parité fixe classique	4,1	3,0	2,9	2,9	3,5	8,2	1,4	3,3	4,1	4,0	4,0
Pays sans régime de parité fixe classique	9,7	8,8	8,3	8,6	8,9	14,2	10,1	8,0	11,3	8,7	7,4
Afrique subsaharienne	8,8	7,7	7,3	7,6	8,0	13,2	8,6	7,2	10,6	8,2	6,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS6. Investissement total											
<i>(En Pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	21,8	22,2	20,5	21,9	23,3	20,9	26,5	22,6	21,4	21,4	21,0
Hors Nigéria	19,1	20,4	17,7	19,3	18,7	19,3	23,2	21,9	20,3	20,0	20,3
Angola	12,8	9,9	8,8	15,4	13,5	16,2	15,2	12,7	11,4	11,7	12,6
Cameroun	16,8	20,4	16,8	14,3	15,0	17,5	16,4	16,1	19,8	19,7	20,1
Congo, Rép. du	20,9	22,5	20,2	21,6	21,8	18,3	22,5	20,5	25,3	35,4	33,9
Gabon	23,4	24,4	21,3	25,1	24,8	21,5	26,9	27,3	29,2	28,3	29,2
Guinée équatoriale	35,5	41,8	39,9	32,2	34,6	29,0	58,4	54,6	35,5	36,4	35,3
Nigéria	23,5	23,3	22,2	23,5	26,3	22,0	28,6	23,1	22,1	22,2	21,5
Tchad	26,8	29,3	24,0	26,9	26,5	27,1	36,9	42,4	37,5	24,4	23,3
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	11,5	10,7	8,1	6,2
Pays à revenu intermédiaire²	21,1	19,7	19,5	20,6	22,2	23,6	21,1	21,0	21,1	22,0	22,7
Hors Afrique du Sud	24,8	24,5	24,4	23,3	25,3	26,4	25,6	25,4	24,7	24,7	25,0
Afrique du Sud	19,9	18,1	18,0	19,7	21,2	22,7	19,6	19,4	19,7	21,0	21,8
Botswana	28,0	33,2	26,3	24,0	25,8	30,8	31,8	29,5	30,7	25,8	26,8
Cap-Vert	41,4	39,5	36,0	38,0	47,0	46,2	39,1	37,8	36,5	33,9	34,3
Ghana	22,8	22,8	23,8	21,7	22,9	23,0	23,8	23,0	18,6	19,8	20,1
Lesotho	25,5	26,3	23,5	23,7	25,9	27,9	28,6	28,6	36,1	43,4	44,5
Maurice	25,6	24,4	22,7	26,7	26,9	27,3	21,2	23,6	25,5	26,7	27,1
Namibie	22,6	19,1	19,7	22,3	23,7	28,2	29,4	28,1	35,5	32,4	30,1
Sénégal	30,1	26,0	28,5	28,2	34,0	33,8	29,3	29,7	28,7	31,0	29,9
Seychelles	28,3	20,6	35,1	29,8	28,9	26,9	27,3	36,7	35,4	36,8	33,6
Swaziland	10,1	1,4	15,9	6,8	12,6	13,9	13,9	12,2	9,2	10,5	11,0
Zambie	22,7	24,9	23,7	22,1	22,0	20,9	21,0	22,6	25,0	24,9	27,4
Pays à faible revenu et États fragiles	20,1	18,7	19,3	20,0	20,4	21,9	21,1	22,8	23,5	25,3	25,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	21,7	20,1	20,9	21,9	22,2	23,5	23,1	24,7	25,6	26,3	26,2
Bénin	18,3	19,3	16,4	17,2	20,1	18,4	20,9	17,6	18,7	19,1	19,2
Burkina Faso	18,5	16,2	20,3	17,1	18,9	20,1	18,0	18,3	15,6	18,0	17,8
Éthiopie ³	24,0	26,5	23,8	25,2	22,1	22,4	22,7	24,7	25,5	26,2	25,6
Gambie	20,8	24,2	21,8	24,3	19,0	14,8	19,5	21,4	17,8	21,4	20,4
Kenya	17,5	14,4	16,9	17,9	19,0	19,2	19,9	20,9	20,9	22,3	22,0
Madagascar	28,8	25,8	23,8	25,0	28,3	41,0	34,1	28,6	25,7	23,4	24,0
Malawi	23,7	18,2	22,7	25,7	26,5	25,7	25,6	26,0	15,5	16,5	21,7
Mali	17,0	16,5	15,5	16,9	16,9	19,0	20,3	18,4	20,4	13,7	14,0
Mozambique	17,2	18,3	17,7	17,0	15,3	17,6	14,9	21,9	24,5	25,0	25,4
Niger	23,3	14,6	23,1	23,6	22,8	32,3	33,0	38,6	36,8	41,4	35,4
Ouganda	22,2	21,3	21,7	22,5	23,3	22,4	22,8	24,3	25,5	26,9	27,9
Rwanda	20,9	19,9	20,9	19,7	20,2	23,5	22,4	21,7	22,1	23,8	23,1
Sierra Leone	10,2	10,0	11,3	10,0	9,6	9,8	9,3	24,3	40,5	15,4	15,4
Tanzanie	26,9	22,6	25,1	27,6	29,6	29,8	29,0	32,0	36,7	40,0	39,5
États fragiles	13,6	13,5	13,4	12,5	13,1	15,3	13,1	15,1	15,0	20,8	22,4
Burundi	19,5	19,2	19,4	19,5	19,7	19,8	19,9	19,9	20,0	20,0	20,0
Comores	10,7	9,4	9,3	9,6	11,2	14,3	12,4	15,4	14,9	17,9	19,0
Congo, Rép. dém. du	16,1	12,8	13,8	13,2	18,2	22,4	18,0	23,5	20,5	28,2	28,7
Côte d'Ivoire	9,7	10,8	9,7	9,3	8,7	10,1	8,9	9,0	8,2	12,1	13,9
Érythrée	15,9	20,3	20,3	13,7	12,7	12,7	9,3	9,3	10,0	9,5	8,7
Guinée	17,8	20,7	19,5	17,2	14,2	17,5	11,4	10,6	17,6	37,3	44,1
Guinée-Bissau	8,2	7,6	6,6	6,4	11,7	8,7	10,1	9,8	10,1	5,7	8,8
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
République centrafricaine	10,0	6,8	9,8	10,1	10,7	12,7	13,2	14,3	12,4	14,9	15,7
São Tomé-et-Principe	48,4	43,5	75,6	39,6	53,5	29,5	48,6	48,4	49,7	58,2	45,8
Togo	15,9	14,5	16,3	16,8	14,7	17,3	18,0	18,9	18,8	21,1	21,8
Zimbabwe ⁴	...	...	...	...	...	...	15,1	24,3	23,0	25,1	25,5
Afrique subsaharienne¹	21,0	20,2	19,8	20,8	22,1	22,3	22,9	22,0	21,9	22,7	22,9
<i>Médiane</i>	21,2	20,3	20,6	21,6	21,5	21,7	21,0	23,0	22,1	23,8	23,3
Hors Afrique du Sud et Nigéria	20,7	20,2	19,9	20,5	20,9	22,2	22,6	23,1	22,9	23,8	24,0
Pays importateurs de pétrole	20,7	19,3	19,4	20,3	21,5	22,9	21,1	21,5	21,9	23,2	23,7
Hors Afrique du Sud	21,4	20,3	20,7	20,9	21,7	23,2	22,3	23,1	23,5	24,9	25,0
Zone franc	20,4	20,9	20,0	19,4	20,6	20,9	24,4	24,3	23,2	23,8	23,6
UEMOA	18,0	16,3	17,5	17,2	18,6	20,2	19,2	19,3	18,9	20,5	20,3
CEMAC	22,8	25,5	22,5	21,7	22,6	21,7	29,7	29,4	27,4	26,9	26,7
CAE-5	21,8	19,0	20,9	22,2	23,4	23,6	23,7	25,4	27,2	29,3	29,2
SADC	20,2	18,5	18,3	20,1	21,2	23,1	20,6	20,6	21,1	22,1	23,0
Union douanière d'Afrique australe	20,3	18,7	18,4	19,8	21,5	23,1	20,4	20,1	20,7	21,5	22,4
COMESA (pays membres d'AfSS)	21,4	20,2	20,7	21,3	21,8	23,1	22,0	23,4	23,1	24,5	24,8
IADM	21,9	21,3	21,4	21,4	22,2	23,4	22,8	24,0	24,4	25,7	25,8
Pays à régime de parité fixe classique	20,4	20,5	20,0	19,3	20,7	21,3	24,4	24,2	23,7	24,1	23,8
Pays sans régime de parité fixe classique	21,2	20,1	19,7	21,1	22,4	22,5	22,7	21,6	21,5	22,4	22,7
Afrique subsaharienne	21,0	20,2	19,8	20,8	22,1	22,3	22,9	21,9	21,7	22,6	22,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS7. Épargne nationale brute											
<i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,3	23,7	29,2	42,8	38,1	32,4	28,6	27,2	25,3	24,7	23,7
Hors Nigéria	26,3	14,7	26,1	33,4	30,5	26,8	15,8	24,4	24,6	23,1	22,1
Angola	28,3	13,6	27,0	41,0	33,5	26,6	5,4	21,7	21,0	20,2	19,2
Cameroun	15,8	17,0	13,4	15,9	16,4	16,3	12,8	13,1	15,7	15,5	16,3
Congo, Rép. du	20,4	16,8	23,9	25,2	15,3	20,6	15,1	25,5	26,0	34,8	33,5
Gabon	41,6	35,5	44,2	40,6	41,8	45,7	33,2	36,4	39,8	37,3	33,3
Guinée équatoriale	31,8	20,2	33,7	39,9	38,6	26,7	40,7	34,1	29,5	28,7	27,5
Nigéria	37,6	29,0	31,1	48,8	43,2	36,1	36,9	28,9	25,7	25,7	24,6
Tchad	22,3	-20,8	25,1	32,8	38,1	36,0	32,9	38,9	39,6	22,5	21,3
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	8,9	27,9	-7,9	14,1
Pays à revenu intermédiaire²	16,4	16,7	16,3	16,3	16,3	16,5	16,9	17,6	17,0	16,4	17,2
Hors Afrique du Sud	21,6	21,8	22,0	22,3	22,6	19,5	21,0	20,6	18,6	18,8	20,2
Afrique du Sud	14,7	15,0	14,5	14,4	14,3	15,5	15,6	16,6	16,4	15,5	16,0
Botswana	39,5	36,2	41,4	41,2	40,8	37,6	26,6	27,9	31,1	29,7	30,2
Cap-Vert	30,6	25,1	32,5	32,6	32,3	30,5	23,4	25,3	24,1	22,4	25,4
Ghana	14,7	18,1	16,8	13,4	14,2	11,0	18,4	14,6	9,3	10,8	13,7
Lesotho	33,3	34,4	24,9	35,2	34,1	37,9	28,8	16,5	18,7	32,2	33,9
Maurice	19,2	21,9	17,7	17,6	21,5	17,2	13,8	15,5	15,2	16,2	18,0
Namibie	30,1	26,0	24,4	36,1	32,9	31,0	29,1	28,4	33,8	28,6	25,6
Sénégal	20,0	19,1	19,6	19,0	22,4	19,7	22,6	25,3	22,3	22,5	22,9
Seychelles	11,7	11,6	12,8	14,0	13,6	6,7	17,5	16,6	13,9	16,9	14,1
Swaziland	6,4	4,5	11,8	-0,6	10,3	5,7	-0,1	1,7	0,1	10,6	5,6
Zambie	16,3	13,7	15,2	23,3	15,4	13,8	25,2	29,6	26,2	23,1	26,3
Pays à faible revenu et États fragiles	14,7	15,7	14,2	14,4	15,2	14,0	13,7	15,5	14,4	15,0	15,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	15,9	16,6	15,6	15,4	16,6	15,2	14,9	17,1	15,7	16,3	16,5
Bénin	10,9	12,3	10,1	11,8	9,9	10,3	11,9	10,3	8,7	9,8	10,1
Burkina Faso	8,1	5,2	8,7	7,6	10,6	8,6	13,3	16,0	14,5	13,7	14,6
Éthiopie ³	21,1	24,6	20,0	18,1	23,5	19,2	18,9	20,5	24,4	18,9	16,9
Gambie	12,4	19,7	11,5	17,4	10,8	2,7	7,2	5,7	3,6	5,5	6,2
Kenya	15,9	17,2	17,2	16,8	15,4	12,8	13,8	15,0	9,6	13,8	13,4
Madagascar	15,7	15,3	12,1	15,1	15,6	20,4	13,0	18,9	18,8	15,5	15,9
Malawi	15,1	7,0	10,7	14,4	27,4	16,0	20,7	24,7	9,6	12,4	20,3
Mali	9,1	8,6	7,0	12,9	10,0	6,9	13,0	5,8	10,2	8,3	9,2
Mozambique	6,3	7,7	6,1	6,3	5,6	5,7	2,7	10,2	11,6	13,4	13,0
Niger	14,1	7,3	14,2	15,0	14,6	19,3	7,9	17,7	10,9	15,1	14,7
Ouganda	19,2	20,6	19,3	19,2	20,2	16,7	13,3	14,1	14,1	15,8	16,2
Rwanda	19,1	21,8	21,9	15,4	18,0	18,6	15,0	15,8	14,8	14,0	13,3
Sierra Leone	4,7	5,6	6,0	5,7	5,4	0,7	2,8	5,0	-11,8	2,3	6,1
Tanzanie	17,8	19,2	18,3	16,8	15,6	19,2	19,9	24,1	20,5	24,6	26,1
États fragiles	10,1	12,3	9,3	10,3	9,5	9,1	9,2	8,7	8,7	9,5	11,2
Burundi	11,9	14,6	14,6	-2,3	14,2	18,2	8,0	10,1	7,2	8,4	8,5
Comores	3,8	4,8	1,9	3,6	5,5	3,4	4,6	8,4	5,4	7,6	9,5
Congo, Rép. dém. du	8,6	9,8	0,5	10,5	17,1	4,9	7,5	15,4	9,0	15,7	14,6
Côte d'Ivoire	10,9	12,4	10,0	12,1	8,0	12,1	15,9	10,1	14,9	9,1	12,4
Érythrée	12,7	18,9	20,8	10,2	6,4	7,2	1,7	3,7	10,8	12,6	11,4
Guinée	11,8	18,3	18,5	12,6	2,6	7,2	1,6	-1,8	1,3	-1,7	4,4
Guinée-Bissau	5,3	9,1	4,5	0,8	8,2	3,9	3,7	1,6	3,7	2,9	5,9
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
République centrafricaine	4,5	5,1	3,2	7,1	4,5	2,8	4,0	4,1	3,6	7,3	9,5
São Tomé-et-Principe	27,4	27,5	64,6	13,9	23,4	7,4	23,1	20,9	24,3	35,5	21,3
Togo	8,0	6,2	8,2	9,0	6,0	10,5	11,3	12,6	11,6	12,3	12,7
Zimbabwe ⁴	...	...	...	...	...	...	-7,0	-4,5	-13,2	4,7	5,5
Afrique subsaharienne¹	21,3	18,7	19,8	24,2	23,0	21,0	20,0	20,3	19,1	18,9	19,0
<i>Médiane</i>	15,7	16,1	16,0	15,0	15,4	15,7	13,8	15,8	14,5	15,5	14,7
Hors Afrique du Sud et Nigéria	19,2	16,8	18,9	20,7	20,8	18,6	15,5	18,6	17,6	17,7	17,9
Pays importateurs de pétrole	15,7	16,3	15,5	15,6	15,8	15,5	15,6	16,6	16,1	15,6	16,4
Hors Afrique du Sud	16,6	17,4	16,4	16,6	17,2	15,5	15,7	16,6	15,9	15,8	16,7
Zone franc	18,1	13,2	18,1	20,0	19,7	19,4	19,6	20,0	20,7	19,1	19,2
UEMOA	12,0	11,4	11,4	12,7	12,0	12,5	14,9	13,9	14,3	12,9	14,2
CEMAC	24,3	15,0	25,0	27,5	27,5	26,4	24,4	26,1	27,0	25,2	24,2
CAE-5	17,3	18,8	18,3	16,8	16,7	16,3	15,6	17,7	14,5	17,8	18,2
SADC	17,3	15,9	16,4	18,5	18,0	17,7	14,6	18,4	17,6	17,5	18,0
Union douanière d'Afrique australe	16,3	16,4	16,1	16,2	16,1	17,0	16,3	17,3	17,4	16,6	17,0
COMESA (pays membres d'AFSS)	16,9	17,9	16,1	16,3	18,8	15,4	14,7	17,1	15,6	16,1	15,9
IADM	15,5	16,2	14,9	15,3	16,4	14,8	15,5	17,5	16,1	16,7	17,3
Pays à régime de parité fixe classique	18,6	14,0	18,5	20,4	20,2	19,8	19,5	19,8	20,8	19,5	19,4
Pays sans régime de parité fixe classique	21,9	19,6	20,1	24,9	23,6	21,3	20,1	20,5	18,9	18,8	18,9
Afrique subsaharienne	21,3	18,7	19,8	24,2	23,0	21,0	20,0	20,1	19,2	18,8	18,9

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tableau AS8. Solde budgétaire global, dons compris											
<i>(En pourcentage du PIB)</i>											
Pays exportateurs de pétrole¹	7,5	5,9	11,2	11,9	3,7	4,8	-7,1	-2,6	3,2	1,5	2,8
Hors Nigéria	7,4	2,3	8,6	16,6	6,6	2,8	-4,3	3,6	6,9	4,1	2,9
Angola	4,6	1,4	9,4	11,8	4,7	-4,5	-7,4	5,5	10,2	7,0	5,3
Cameroun	8,5	-0,7	3,2	33,1	4,5	2,3	-0,1	-1,1	-2,9	-3,3	-3,7
Congo, Rép. du	13,5	3,6	14,6	16,6	9,4	23,4	4,8	16,1	16,4	3,7	3,1
Gabon	9,2	7,6	8,7	9,2	8,7	11,7	7,5	3,0	2,1	4,8	3,1
Guinée équatoriale	17,1	10,4	18,5	22,9	17,8	15,7	-8,0	-5,1	0,9	-1,2	-1,6
Nigéria	7,6	8,1	13,0	8,9	1,6	6,3	-9,4	-6,7	0,2	-0,4	2,8
Tchad	1,5	-2,7	-0,1	2,6	3,1	4,5	-9,9	-5,2	3,1	-0,7	-1,6
Soudan du Sud	...							0,2	4,5	-15,0	9,8
Pays à revenu intermédiaire²	-0,2	-1,4	-0,2	1,3	0,9	-1,5	-5,3	-5,1	-4,6	-4,8	-4,4
Hors Afrique du Sud	-1,2	-2,2	-0,8	2,9	-1,4	-4,3	-5,2	-5,8	-4,7	-4,3	-3,3
Afrique du Sud ³	0,1	-1,2	0,0	0,8	1,5	-0,5	-5,3	-4,8	-4,6	-5,0	-4,7
Botswana ³	3,1	1,2	8,3	10,4	3,6	-8,2	-12,0	-6,8	-2,2	0,3	0,8
Cap-Vert	-3,8	-4,1	-6,7	-5,7	-1,1	-1,4	-6,3	-10,6	-9,4	-12,3	-8,6
Ghana	-4,9	-3,0	-2,8	-4,7	-5,6	-8,5	-5,8	-7,2	-4,1	-5,6	-3,8
Lesotho ³	9,3	7,6	4,5	14,3	11,1	8,9	-4,0	-5,2	-10,5	2,1	2,0
Maurice	-3,9	-4,6	-4,7	-4,4	-3,3	-2,8	-3,6	-3,2	-3,2	-2,9	-2,8
Namibie ³	1,1	-3,4	-0,8	2,3	4,5	2,9	-0,9	-4,6	-10,5	-6,3	-4,5
Sénégal	-3,8	-2,3	-2,8	-5,4	-3,8	-4,7	-4,9	-5,2	-6,3	-6,5	-4,7
Seychelles	-2,5	-2,2	-0,3	-6,0	-9,5	5,5	2,8	-0,8	2,6	2,4	0,5
Swaziland ³	1,6	-4,7	-2,0	10,1	4,8	-0,3	-6,4	-13,8	-6,4	2,9	-7,1
Zambie	2,5	-2,9	-2,8	20,2	-1,3	-0,9	-2,5	-3,1	-3,0	-5,8	-3,8
Pays à faible revenu et États fragiles	-1,7	-2,4	-2,9	0,9	-1,9	-2,3	-3,3	-2,9	-3,6	-3,5	-3,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	-1,4	-2,2	-2,5	2,3	-2,0	-2,3	-3,4	-3,3	-3,4	-3,5	-3,1
Bénin	-0,7	-1,1	-2,3	-0,2	0,3	-0,1	-3,3	-0,4	-1,4	-0,7	-1,2
Burkina Faso	-1,0	-4,7	-5,5	16,1	-6,7	-4,3	-5,3	-4,7	-2,5	-3,8	-3,0
Éthiopie ³	-3,4	-2,7	-4,2	-3,8	-3,6	-2,9	-0,9	-1,3	-1,6	-2,3	-2,9
Gambie	-3,2	-4,1	-5,8	-5,1	0,4	-1,4	-2,6	-5,4	-4,4	-3,9	-2,5
Kenya	-2,4	-0,1	-1,8	-2,5	-3,1	-4,3	-5,2	-5,1	-4,3	-4,5	-3,9
Madagascar	-2,5	-5,0	-3,0	-0,5	-2,7	-1,1	-3,1	-0,4	-4,8	-2,9	-2,5
Malawi	-3,8	-6,6	-3,3	0,2	-4,4	-5,1	-5,0	1,5	-5,0	-6,0	-2,3
Mali	6,9	-0,2	-0,7	33,7	-0,2	2,1	0,5	1,8	0,1	7,8	8,7
Mozambique	-3,3	-4,4	-2,8	-4,1	-2,9	-2,5	-5,5	-3,9	-5,0	-6,3	-7,0
Niger	7,1	-3,5	-2,0	40,3	-1,0	1,5	-5,5	-2,6	-2,8	-4,2	-3,9
Ouganda	0,1	0,3	1,0	0,6	0,1	-1,6	-1,9	-6,3	-4,8	-6,0	-2,6
Rwanda	0,2	0,9	0,9	0,2	-1,7	1,0	0,3	0,4	-1,8	-2,9	-3,2
Sierra Leone	2,3	-2,4	-1,4	-1,7	20,8	-3,7	-2,5	-5,1	-4,6	-2,2	-2,6
Tanzanie	-3,3	-3,7	-4,0	-4,5	-1,9	-2,6	-6,0	-6,5	-5,0	-4,8	-4,9
États fragiles	-2,6	-2,9	-3,8	-2,4	-1,7	-2,3	-3,1	-1,9	-3,9	-3,7	-3,3
Burundi	-2,7	-3,6	-3,6	-1,0	-2,5	-2,7	-5,3	-3,6	-4,0	-2,7	-4,6
Comores	-1,7	-1,7	0,1	-2,6	-2,0	-2,5	0,6	7,0	1,4	0,6	-0,7
Congo, Rép. dém. du	-3,8	-3,2	-4,3	-3,6	-3,8	-3,8	-2,6	4,9	-1,8	-2,6	-3,4
Côte d'Ivoire	-1,3	-1,7	-1,7	-1,8	-0,8	-0,6	-1,6	-2,3	-5,7	-3,7	-1,9
Érythrée	-17,9	-16,6	-22,2	-14,1	-15,7	-21,1	-14,7	-16,1	-16,2	-13,5	-12,5
Guinée	-2,2	-5,4	-1,6	-3,1	0,3	-1,3	-7,1	-14,0	-1,3	-5,2	-2,1
Guinée-Bissau	-4,9	-7,8	-6,2	-4,8	-5,0	-0,8	2,9	-0,2	-2,1	-1,6	-1,7
Libéria	-0,4	0,0	0,0	4,9	3,0	-9,8	-10,0	-6,2	-3,0	-5,8	-7,7
République centrafricaine	0,5	-2,1	-4,5	9,0	1,2	-1,0	-0,1	-1,4	-2,4	0,0	0,5
São Tomé-et-Principe	28,4	-16,1	30,9	-12,7	125,4	14,2	-18,4	-10,6	-12,0	-8,7	-12,3
Togo	-1,4	1,0	-2,4	-2,8	-1,9	-0,9	-2,8	-1,6	-2,9	-6,3	-5,2
Zimbabwe ⁴	...		-8,1	-3,1	-3,7	-2,6	-2,8	0,1	-1,9	-1,7	-3,5
Afrique subsaharienne¹	1,9	0,3	2,6	4,7	1,3	0,8	-5,4	-3,7	-1,6	-2,2	-1,4
<i>Médiane</i>	-1,4	-2,4	-1,9	-0,4	-0,9	-1,2	-3,8	-3,8	-2,9	-2,9	-2,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	1,1	-1,2	0,8	6,0	0,9	-0,9	-4,0	-1,5	-0,3	-1,2	-1,2
Pays importateurs de pétrole	-0,7	-1,7	-1,0	1,1	0,0	-1,8	-4,6	-4,3	-4,1	-4,5	-3,6
Hors Afrique du Sud	-1,5	-2,4	-2,2	1,6	-1,8	-2,9	-3,9	-3,7	-3,6	-4,1	-2,7
Zone franc	5,0	0,2	2,7	13,8	3,4	5,0	-1,8	-0,6	-0,3	-1,1	-1,0
UEMOA	-0,1	-2,0	-2,4	7,1	-2,0	-1,3	-2,9	-2,4	-3,8	-2,7	-1,5
CEMAC	9,9	2,6	7,7	20,2	8,4	10,5	-0,6	1,2	2,7	0,2	-0,6
CAE-5	-2,0	-1,2	-1,8	-2,2	-2,0	-2,8	-4,3	-5,3	-4,4	-4,7	-3,9
SADC	0,2	-1,4	0,3	2,4	1,4	-1,6	-5,5	-3,0	-2,2	-2,6	-2,7
Union douanière d'Afrique australe	0,3	-1,2	0,3	1,4	1,8	-0,7	-5,4	-5,0	-4,7	-4,7	-4,5
COMESA (pays membres d'AFSS)	-2,1	-2,4	-3,1	0,3	-2,7	-2,8	-3,0	-2,6	-3,4	-3,7	-3,5
IADM	0,1	-2,3	-1,3	6,5	-1,2	-1,2	-2,8	-2,1	-2,4	-3,5	-3,0
Pays à régime de parité fixe classique	4,4	-0,4	2,0	12,4	3,4	4,5	-2,1	-1,5	-1,6	-1,7	-1,6
Pays sans régime de parité fixe classique	1,5	0,5	2,9	3,3	0,9	0,0	-6,1	-4,2	-1,6	-2,3	-1,3
Afrique subsaharienne	1,9	0,3	2,6	4,7	1,3	0,8	-5,4	-3,7	-1,5	-2,3	-1,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS9. Solde budgétaire global, hors dons											
<i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	7,0	5,7	11,1	9,7	3,6	4,7	-7,3	-2,6	3,1	1,4	2,8
Hors Nigéria	6,0	1,9	8,2	11,0	6,3	2,6	-4,7	3,4	6,7	3,9	2,7
Angola	4,4	1,0	9,1	11,8	4,6	-4,5	-7,4	5,5	10,2	7,0	5,3
Cameroun	2,4	-0,8	3,0	4,7	3,3	1,5	-0,9	-1,8	-3,4	-3,8	-4,1
Congo, Rép. du	13,2	3,3	14,5	16,5	9,0	22,7	4,5	16,0	15,9	2,9	2,4
Gabon	9,2	7,5	8,7	9,2	8,7	11,7	7,5	3,0	2,1	4,8	3,1
Guinée équatoriale	17,1	10,4	18,5	22,9	17,8	15,7	-8,0	-5,1	0,9	-1,2	-1,6
Nigéria	7,6	8,1	13,0	8,9	1,6	6,3	-9,4	-6,7	0,2	-0,4	2,8
Tchad	-0,8	-5,7	-3,4	0,7	1,7	3,0	-13,4	-6,8	1,0	-2,8	-3,6
Soudan du Sud	...							-3,9	1,6	-17,2	7,6
Pays à revenu intermédiaire²	-0,8	-1,9	-0,6	0,1	0,3	-2,0	-5,8	-5,4	-5,0	-5,2	-4,7
Hors Afrique du Sud	-4,0	-4,5	-2,8	-2,4	-3,7	-6,4	-7,5	-7,5	-6,2	-6,0	-4,6
Afrique du Sud ³	0,1	-1,2	0,0	0,8	1,5	-0,5	-5,3	-4,8	-4,6	-5,0	-4,7
Botswana ³	2,5	0,5	8,1	9,7	2,9	-8,8	-12,9	-7,1	-2,5	0,0	0,6
Cap-Vert	-10,2	-13,0	-13,3	-11,6	-6,3	-6,8	-11,6	-16,9	-12,2	-13,2	-10,6
Ghana	-8,3	-6,9	-6,1	-8,1	-9,3	-11,2	-8,8	-9,6	-6,2	-7,7	-5,3
Lesotho ³	7,5	5,3	2,5	13,4	9,5	6,7	-7,0	-12,7	-18,5	-6,7	-3,1
Maurice	-4,2	-4,9	-4,9	-4,6	-3,4	-3,4	-5,2	-3,9	-3,9	-3,8	-3,5
Namibie ³	1,0	-3,6	-0,8	2,2	4,4	2,8	-1,1	-4,7	-10,6	-6,3	-4,5
Sénégal	-5,8	-4,4	-4,4	-6,9	-6,4	-7,0	-8,0	-7,8	-8,5	-9,2	-7,3
Seychelles	-3,5	-2,2	-0,5	-7,3	-9,7	2,0	-1,3	-1,7	0,1	-1,4	-2,0
Swaziland ³	0,9	-5,5	-3,0	9,3	4,5	-0,9	-6,9	-14,0	-6,6	2,2	-7,8
Zambie	-6,8	-8,4	-8,4	-6,3	-5,8	-5,0	-5,4	-4,9	-4,5	-7,5	-5,6
Pays à faible revenu et États fragiles	-6,6	-6,7	-7,2	-6,7	-6,3	-6,2	-7,3	-7,0	-7,2	-7,2	-6,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	-7,1	-7,2	-7,5	-7,3	-7,1	-6,5	-7,6	-7,1	-7,0	-7,1	-6,2
Bénin	-3,0	-3,7	-4,4	-2,5	-2,7	-1,8	-6,5	-1,9	-4,0	-3,6	-3,4
Burkina Faso	-10,5	-9,3	-10,1	-11,7	-13,2	-8,2	-11,2	-9,3	-7,8	-10,8	-9,4
Éthiopie ³	-7,6	-7,3	-8,4	-7,4	-8,0	-6,9	-5,2	-4,6	-4,8	-4,1	-4,3
Gambie	-4,7	-7,2	-7,0	-6,1	-0,5	-2,5	-6,9	-9,4	-9,1	-10,7	-7,8
Kenya	-3,5	-1,3	-3,1	-3,6	-4,2	-5,3	-6,0	-5,8	-5,4	-6,0	-5,4
Madagascar	-9,3	-13,2	-10,5	-10,3	-7,0	-5,4	-4,2	-0,4	-4,8	-3,7	-4,1
Malawi	-15,2	-15,0	-13,3	-14,4	-17,1	-16,2	-13,6	-10,3	-9,2	-15,5	-11,8
Mali	-4,0	-4,1	-4,7	-5,1	-4,9	-1,3	-4,1	-1,1	-3,4	4,6	5,5
Mozambique	-11,3	-11,7	-8,8	-12,0	-12,2	-11,9	-15,0	-12,9	-12,8	-13,4	-12,2
Niger	-7,6	-9,3	-9,6	-6,8	-8,1	-4,4	-9,9	-7,4	-6,8	-12,8	-11,5
Ouganda	-5,9	-8,4	-7,1	-5,2	-4,7	-4,4	-4,6	-9,2	-6,7	-8,3	-4,6
Rwanda	-10,1	-9,2	-10,8	-9,6	-10,7	-10,0	-11,4	-13,2	-13,4	-14,9	-13,5
Sierra Leone	-7,5	-9,1	-8,9	-8,0	-4,3	-7,3	-8,6	-10,5	-10,2	-6,3	-5,7
Tanzanie	-8,9	-8,4	-10,0	-9,7	-7,9	-8,5	-10,9	-11,2	-9,8	-9,3	-8,7
États fragiles	-5,3	-5,5	-6,4	-5,3	-4,0	-5,1	-6,3	-6,7	-7,6	-7,4	-6,9
Burundi	-18,7	-14,3	-11,9	-13,9	-25,5	-27,7	-24,5	-26,4	-24,7	-18,5	-19,4
Comores	-7,8	-4,5	-4,2	-7,6	-9,7	-13,0	-9,1	-7,8	-6,0	-10,7	-10,6
Congo, Rép. dém. du	-8,2	-7,0	-11,1	-10,3	-6,1	-6,4	-10,1	-9,1	-10,3	-11,2	-10,1
Côte d'Ivoire	-2,3	-2,6	-2,8	-2,4	-1,3	-2,3	-2,2	-2,8	-6,1	-4,3	-3,4
Érythrée	-24,8	-31,7	-31,5	-18,2	-18,8	-24,0	-17,3	-21,3	-19,4	-14,7	-13,0
Guinée	-3,2	-6,5	-2,3	-4,6	-0,5	-1,8	-7,5	-14,4	-4,7	-9,0	-5,9
Guinée-Bissau	-13,8	-16,7	-12,9	-11,1	-13,2	-15,3	-12,9	-9,9	-9,6	-5,6	-8,8
Libéria	-0,6	-0,2	0,0	4,7	2,9	-10,4	-12,4	-8,0	-7,3	-6,6	-10,1
République centrafricaine	-5,5	-5,5	-8,7	-4,4	-2,9	-5,8	-5,4	-7,0	-4,9	-4,8	-4,9
São Tomé-et-Principe	-13,0	-35,8	14,5	-28,4	-0,4	-14,7	-33,0	-30,4	-30,2	-32,2	-26,7
Togo	-2,7	0,2	-3,6	-4,2	-3,6	-2,3	-4,3	-3,7	-6,0	-10,1	-9,0
Zimbabwe ⁴	...		-8,1	-3,1	-3,7	-2,6	-3,4	0,1	-1,9	-1,7	-3,5
Afrique subsaharienne¹	0,4	-0,9	1,5	1,9	0,1	-0,3	-6,7	-4,8	-2,5	-3,2	-2,3
<i>Médiane</i>	-4,8	-5,5	-4,6	-5,1	-3,9	-4,7	-7,4	-7,3	-6,1	-6,3	-5,3
Hors Afrique du Sud et Nigéria	-2,3	-4,0	-2,0	-0,5	-1,7	-3,2	-6,5	-3,8	-2,3	-3,3	-3,1
Pays importateurs de pétrole	-2,6	-3,3	-2,6	-2,0	-1,8	-3,5	-6,3	-5,9	-5,5	-6,1	-5,0
Hors Afrique du Sud	-5,7	-5,9	-5,8	-5,3	-5,4	-6,2	-7,3	-7,0	-6,5	-7,1	-5,3
Zone franc	1,4	-1,4	1,1	2,5	1,5	3,3	-3,8	-2,0	-1,8	-3,0	-2,9
UEMOA	-4,7	-4,5	-5,0	-5,2	-5,0	-4,1	-5,9	-4,7	-6,3	-5,9	-4,8
CEMAC	7,3	2,1	7,1	9,9	7,7	9,9	-1,5	0,6	2,2	-0,4	-1,2
CAE-5	-6,3	-5,7	-6,7	-6,2	-6,2	-6,8	-7,9	-9,1	-8,1	-8,3	-7,0
SADC	-0,8	-2,2	-0,5	0,9	0,6	-2,5	-6,4	-3,9	-2,8	-3,4	-3,3
Union douanière d'Afrique australe	0,3	-1,2	0,3	1,3	1,7	-0,7	-5,5	-5,1	-4,8	-4,8	-4,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-6,6	-6,9	-7,5	-6,2	-6,2	-6,2	-6,5	-6,5	-6,3	-6,6	-6,0
IADM	-5,7	-6,5	-5,8	-5,5	-5,9	-5,1	-6,9	-6,1	-5,8	-7,1	-6,1
Pays à régime de parité fixe classique	1,0	-2,1	0,4	2,4	1,6	2,8	-4,0	-3,0	-3,1	-3,5	-3,4
Pays sans régime de parité fixe classique	0,4	-0,6	1,8	1,8	-0,2	-1,0	-7,2	-5,1	-2,5	-3,1	-2,1
Afrique subsaharienne	0,4	-0,9	1,5	1,9	0,1	-0,3	-6,7	-4,8	-2,5	-3,3	-2,2

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS10. Recettes publiques, hors dons (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,7	31,8	34,6	34,8	31,2	36,1	23,7	26,2	33,9	31,3	30,6
Hors Nigéria	35,1	26,1	32,1	38,7	37,1	41,4	30,9	35,4	39,6	37,9	37,2
Angola	45,5	36,7	43,9	50,2	45,8	50,9	34,5	43,5	48,8	45,5	44,4
Cameroun	18,2	15,2	17,6	19,3	19,1	20,0	17,6	16,8	18,4	18,1	18,2
Congo, Rép. du	39,6	30,0	38,6	44,3	38,9	46,4	29,1	37,4	42,0	42,0	41,2
Gabon	30,9	30,1	31,3	31,7	29,5	31,9	32,6	28,1	28,3	28,4	28,5
Guinée équatoriale	35,5	27,9	32,5	41,9	38,3	37,0	41,3	30,2	30,8	30,0	29,1
Nigéria	32,6	35,4	36,3	32,3	26,9	32,0	17,8	20,0	29,5	26,4	25,8
Tchad	16,9	8,8	9,6	17,2	22,8	26,4	16,1	23,6	30,2	24,3	22,1
Soudan du Sud	...							16,9	22,4	9,2	28,1
Pays à revenu intermédiaire²	26,7	24,8	26,1	26,8	28,1	27,7	26,4	26,0	26,3	26,4	26,4
Hors Afrique du Sud	22,9	22,8	23,2	23,6	22,9	21,9	21,7	21,0	22,4	23,5	22,9
Afrique du Sud ³	27,9	25,3	26,8	27,7	29,6	29,8	27,8	27,5	27,5	27,3	27,6
Botswana ³	35,8	36,3	39,7	38,6	34,0	30,4	32,4	29,1	29,3	29,3	28,4
Cap-Vert	25,6	22,8	24,3	25,6	27,3	27,8	23,4	21,7	22,3	20,0	21,2
Ghana	13,6	13,6	13,5	13,7	13,8	13,3	13,5	14,5	17,4	18,7	18,3
Lesotho ³	58,8	50,9	51,3	65,1	61,5	65,0	61,0	46,1	45,2	57,8	54,4
Maurice	19,4	18,9	19,4	18,9	19,4	20,5	21,2	21,2	20,7	20,8	20,2
Namibie ³	28,4	25,3	26,4	28,6	30,6	31,0	31,0	28,3	28,4	32,8	31,6
Sénégal	19,5	18,3	19,2	19,7	21,1	19,2	18,6	19,4	20,2	20,9	20,7
Seychelles	36,0	39,5	38,5	38,9	31,6	31,5	33,1	34,5	37,3	38,5	35,4
Swaziland ³	36,5	31,4	32,2	41,9	36,8	40,2	35,7	25,0	24,6	39,3	28,4
Zambie	18,1	18,2	17,6	17,2	18,4	18,9	16,0	17,8	20,9	18,5	19,7
Pays à faible revenu et États fragiles	15,6	15,1	15,3	15,5	15,9	16,1	16,2	17,9	18,2	18,8	19,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	15,7	15,2	15,3	15,7	16,2	16,1	15,9	17,3	17,5	17,8	18,1
Bénin	18,2	16,7	16,9	16,9	20,8	19,6	18,5	18,6	17,6	18,9	19,1
Burkina Faso	13,1	13,5	12,7	12,9	13,6	12,9	13,7	15,6	16,5	16,9	16,7
Éthiopie ³	14,0	16,1	14,6	14,8	12,7	12,0	12,0	14,1	13,5	13,7	13,3
Gambie	15,8	14,5	14,5	16,4	17,3	16,1	16,1	14,9	14,9	15,8	17,0
Kenya	21,5	21,4	21,2	21,1	22,0	21,8	21,9	23,8	23,8	24,7	24,7
Madagascar	11,8	12,0	10,9	11,2	11,7	13,3	11,1	12,3	11,3	11,1	11,7
Malawi	18,4	16,8	19,2	17,7	18,4	19,9	21,2	24,9	25,2	21,5	22,1
Mali	19,3	19,6	19,9	19,7	19,2	17,9	19,7	19,7	19,7	19,7	20,0
Mozambique	14,8	13,1	14,1	15,0	15,9	15,9	17,6	20,5	22,2	23,1	23,1
Niger	13,7	11,4	10,6	13,0	15,0	18,4	14,7	14,4	15,1	17,8	18,4
Ouganda	12,4	11,5	12,4	12,6	12,8	12,7	12,5	12,7	12,8	12,7	13,6
Rwanda	12,8	12,2	12,5	12,1	12,3	14,9	12,8	13,2	14,2	13,9	14,3
Sierra Leone	9,2	9,4	9,4	9,3	8,8	9,1	9,1	9,9	11,5	10,7	9,7
Tanzanie	13,7	11,4	12,2	13,6	15,2	16,0	16,1	16,3	17,2	18,2	18,7
États fragiles	15,3	14,7	15,3	15,1	15,3	16,3	17,0	19,4	20,1	21,3	21,5
Burundi	13,9	14,6	14,2	13,7	13,5	13,4	14,2	14,6	15,4	15,1	15,5
Comores	14,1	15,6	15,7	13,6	12,7	13,1	13,9	14,3	16,1	14,0	14,4
Congo, Rép. dém. du	13,4	9,5	11,4	12,8	14,7	18,5	16,8	18,9	18,8	22,3	21,7
Côte d'Ivoire	18,2	17,5	17,0	18,4	19,2	18,9	18,9	19,2	19,9	18,7	19,4
Érythrée	22,3	23,2	25,9	23,0	21,2	18,2	13,3	13,3	14,2	16,0	16,6
Guinée	14,1	11,5	14,5	14,4	14,3	15,6	16,2	15,3	16,8	19,2	20,2
Guinée-Bissau	9,0	8,6	9,2	10,2	8,0	9,2	9,0	10,8	10,9	10,1	13,8
Libéria	15,1	11,8	11,5	15,3	18,4	18,4	20,3	25,0	24,8	25,5	24,5
République centrafricaine	9,4	8,3	8,2	9,5	10,3	10,4	10,8	11,6	10,8	11,4	11,7
São Tomé-et-Príncipe	28,7	15,0	55,1	18,2	38,6	16,5	16,6	19,0	18,8	21,4	18,4
Togo	16,4	16,8	15,7	17,0	16,8	15,6	16,9	18,9	18,2	19,0	19,5
Zimbabwe ⁴	...		15,4	9,0	3,6	2,8	15,2	29,6	30,9	33,2	32,0
Afrique subsaharienne¹	26,6	24,6	26,3	27,2	26,6	28,4	23,0	24,4	27,4	26,5	26,3
<i>Médiane</i>	17,6	16,7	17,0	17,2	18,8	18,4	17,2	19,1	19,8	19,9	20,1
Hors Afrique du Sud et Nigéria	23,2	19,7	21,7	24,3	24,2	26,1	21,9	24,1	26,4	26,1	25,7
Pays importateurs de pétrole	23,2	22,0	22,9	23,4	24,2	23,5	22,6	23,2	23,7	23,5	23,8
Hors Afrique du Sud	18,0	17,7	17,8	18,2	18,2	17,9	17,8	18,8	19,7	19,9	20,5
Zone franc	22,0	18,6	20,5	23,3	23,3	24,6	21,7	22,0	23,6	23,3	23,1
UEMOA	17,5	16,8	16,6	17,5	18,5	17,9	17,7	18,3	18,7	18,9	19,2
CEMAC	26,4	20,5	24,2	28,8	27,8	30,6	26,0	25,6	28,0	27,2	26,6
CAE-5	16,6	15,6	16,0	16,5	17,5	17,6	17,4	18,3	18,7	19,4	20,0
SADC	28,3	24,9	26,8	28,6	29,8	31,4	27,2	28,5	29,8	29,6	29,6
Union douanière d'Afrique australe	28,4	25,9	27,5	28,5	30,0	30,1	28,3	27,6	27,7	27,9	27,9
COMESA (pays membres d'AfSS)	16,9	17,2	17,0	16,9	16,6	17,0	16,5	18,6	19,0	19,4	19,3
IADM	16,2	14,7	15,6	16,6	16,6	17,3	15,7	17,2	18,5	18,5	18,5
Pays à régime de parité fixe classique	23,2	19,9	21,6	24,6	24,5	25,5	22,9	22,7	24,0	24,5	24,0
Pays sans régime de parité fixe classique	27,5	25,6	27,4	27,8	27,2	29,2	23,1	24,6	28,0	26,8	26,6
Afrique subsaharienne	26,6	24,6	26,3	27,2	26,6	28,4	23,0	24,3	27,3	26,4	26,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS11. Dépenses publiques (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	26,8	26,1	23,5	25,1	27,6	31,5	31,0	28,8	30,8	29,9	27,8
Hors Nigéria	29,1	24,2	23,9	27,8	30,8	38,9	35,6	32,0	32,9	34,0	34,5
Angola	41,1	35,7	34,7	38,4	41,2	55,4	41,9	37,9	38,6	38,6	39,1
Cameroun	15,9	16,0	14,6	14,5	15,7	18,5	18,4	18,6	21,7	21,9	22,4
Congo, Rép. du	26,4	26,7	24,2	27,8	29,9	23,6	24,7	21,4	26,1	39,1	38,8
Gabon	21,8	22,6	22,7	22,5	20,8	20,2	25,1	25,1	26,1	23,5	25,3
Guinée équatoriale	18,5	17,5	14,1	19,0	20,5	21,3	49,3	35,3	29,9	31,3	30,8
Nigéria	25,0	27,2	23,3	23,3	25,3	25,7	27,2	26,7	29,2	26,8	23,0
Tchad	17,7	14,4	13,1	16,5	21,1	23,4	29,5	30,5	29,2	27,2	25,7
Soudan du Sud	...							20,7	20,8	26,3	20,5
Pays à revenu intermédiaire²	27,5	26,7	26,7	26,7	27,8	29,7	32,2	31,5	31,3	31,6	31,1
Hors Afrique du Sud	26,8	27,3	26,0	26,0	26,6	28,3	29,2	28,5	28,6	29,5	27,5
Afrique du Sud ³	27,7	26,5	26,8	26,9	28,1	30,2	33,1	32,3	32,1	32,3	32,3
Botswana ³	33,3	35,9	31,6	28,9	31,0	39,2	45,3	36,2	31,8	29,3	27,9
Cap-Vert	35,8	35,9	37,6	37,2	33,6	34,6	35,0	38,6	34,5	33,3	31,7
Ghana	21,9	20,5	19,5	21,8	23,1	24,5	22,3	24,0	23,6	26,3	23,6
Lesotho ³	51,3	45,6	48,8	51,7	52,0	58,3	68,0	58,8	63,7	64,5	57,5
Maurice	23,7	23,8	24,4	23,5	22,8	23,8	26,4	25,1	24,6	24,6	23,7
Namibie ³	27,4	28,8	27,3	26,4	26,2	28,3	32,1	32,9	38,9	39,1	36,1
Sénégal	25,3	22,7	23,6	26,6	27,5	26,3	26,6	27,2	28,6	30,1	28,1
Seychelles	39,5	41,7	38,9	46,2	41,3	29,5	34,4	36,2	37,2	39,9	37,4
Swaziland ³	35,6	36,9	35,2	32,6	32,2	41,1	42,6	39,0	31,1	37,1	36,2
Zambie	24,9	26,6	26,1	23,5	24,3	23,9	21,3	22,6	25,5	26,0	25,3
Pays à faible revenu et États fragiles	22,2	21,8	22,5	22,3	22,2	22,3	23,4	24,9	25,4	25,9	25,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	22,8	22,4	22,8	23,0	23,3	22,6	23,5	24,4	24,5	25,0	24,3
Bénin	21,2	20,4	21,3	19,4	23,4	21,4	25,0	22,4	21,5	22,5	22,5
Burkina Faso	23,6	22,8	22,7	24,6	26,8	21,1	24,9	24,9	24,3	27,8	26,1
Éthiopie ³	21,6	23,4	23,1	22,2	20,7	18,9	17,2	18,6	18,4	17,8	17,5
Gambie	20,4	21,7	21,5	22,6	17,9	18,6	23,0	24,3	24,0	26,5	24,9
Kenya	25,0	22,7	24,3	24,7	26,2	27,2	27,9	29,7	29,2	30,7	30,1
Madagascar	21,1	25,3	21,4	21,5	18,7	18,6	15,3	12,7	16,0	14,8	15,7
Malawi	33,6	31,8	32,5	32,1	35,5	36,2	34,8	35,2	34,4	37,0	33,9
Mali	23,3	23,8	24,6	24,9	24,1	19,3	23,7	20,8	23,2	15,1	14,5
Mozambique	26,1	24,8	22,9	27,0	28,1	27,8	32,6	33,4	35,1	36,4	35,3
Niger	21,3	20,7	20,2	19,7	23,1	22,8	24,6	21,8	21,9	30,6	29,9
Ouganda	18,4	19,9	19,5	17,8	17,5	17,1	17,2	21,9	19,6	21,0	18,1
Rwanda	22,9	21,3	23,4	21,7	23,1	24,8	24,3	26,4	27,7	28,8	27,8
Sierra Leone	16,8	18,6	18,3	17,3	13,1	16,5	17,7	20,4	21,7	17,1	15,5
Tanzanie	22,6	19,9	22,2	23,2	23,1	24,5	27,0	27,5	27,1	27,5	27,4
États fragiles	20,6	20,2	21,7	20,5	19,3	21,3	23,3	26,2	27,7	28,7	28,4
Burundi	32,6	28,9	26,2	27,6	39,0	41,2	38,8	41,0	40,0	33,6	34,9
Comores	21,9	20,1	19,9	21,2	22,3	26,0	23,0	22,1	22,1	24,7	25,0
Congo, Rép. dém. du	21,6	16,5	22,5	23,1	20,8	24,9	26,9	28,1	29,1	33,4	31,8
Côte d'Ivoire	20,5	20,1	19,9	20,8	20,5	21,1	21,1	22,0	25,9	23,1	22,8
Érythrée	47,1	54,8	57,5	41,2	39,9	42,1	30,6	34,7	33,6	30,7	29,7
Guinée	17,2	17,9	16,9	19,0	14,8	17,5	23,7	29,7	21,5	28,1	26,1
Guinée-Bissau	22,9	25,3	22,1	21,3	21,3	24,5	21,9	20,7	20,5	15,7	22,5
Libéria	15,7	12,0	11,5	10,6	15,6	28,7	32,8	33,0	32,1	32,0	34,6
République centrafricaine	14,8	13,8	16,9	13,9	13,2	16,2	16,2	18,6	15,7	16,2	16,6
São Tomé-et-Príncipe	41,7	50,9	40,6	46,5	39,0	31,2	49,6	49,4	49,0	53,6	45,1
Togo	19,1	16,6	19,3	21,2	20,4	17,9	21,2	22,5	24,2	29,2	28,5
Zimbabwe ⁴	...		23,6	12,1	7,2	5,4	18,7	29,5	32,8	34,9	35,5
Afrique subsaharienne¹	26,2	25,5	24,9	25,3	26,5	28,8	29,6	29,1	29,9	29,7	28,6
<i>Médiane</i>	23,3	22,8	23,0	23,1	23,1	24,5	25,7	26,9	27,4	29,0	27,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	25,5	23,8	23,7	24,8	25,9	29,3	28,4	27,9	28,7	29,3	28,8
Pays importateurs de pétrole	25,8	25,2	25,4	25,4	26,0	27,1	29,0	29,1	29,2	29,6	28,8
Hors Afrique du Sud	23,7	23,6	23,6	23,5	23,6	24,2	25,1	25,8	26,2	27,0	25,8
Zone franc	20,6	20,0	19,4	20,8	21,8	21,3	25,5	24,0	25,4	26,3	26,0
UEMOA	22,2	21,3	21,6	22,7	23,5	21,9	23,6	23,0	25,0	24,8	24,0
CEMAC	19,1	18,5	17,1	19,0	20,1	20,7	27,5	25,0	25,7	27,6	27,7
CAE-5	22,9	21,3	22,6	22,8	23,6	24,4	25,3	27,4	26,8	27,7	27,0
SADC	29,0	27,1	27,3	27,8	29,2	33,9	33,6	32,4	32,6	33,0	32,9
Union douanière d'Afrique australe	28,1	27,2	27,2	27,2	28,3	30,8	33,8	32,7	32,4	32,6	32,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	23,5	24,1	24,5	23,1	22,8	23,2	23,0	25,1	25,3	26,0	25,3
IADM	21,9	21,3	21,4	22,0	22,5	22,4	22,7	23,4	24,3	25,6	24,6
Pays à régime de parité fixe classique	22,2	21,9	21,2	22,2	22,9	22,7	26,9	25,7	27,1	28,0	27,4
Pays sans régime de parité fixe classique	27,1	26,2	25,6	26,0	27,4	30,2	30,3	29,8	30,4	30,0	28,7
Afrique subsaharienne	26,2	25,5	24,9	25,3	26,5	28,8	29,6	29,0	29,8	29,7	28,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS12. Dette publique (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	29,4	56,9	35,9	17,9	18,1	18,0	21,8	20,5	20,5	20,4	21,2
Hors Nigéria	38,0	63,7	47,1	27,5	25,4	26,1	29,9	28,0	24,7	23,4	24,6
Angola	34,7	54,1	44,8	21,6	21,4	31,6	36,4	37,6	31,5	28,0	29,2
Cameroun	30,1	61,6	51,5	15,9	12,0	9,5	10,6	12,1	13,7	17,8	20,5
Congo, Rép. du	114,4	198,7	108,3	98,8	98,0	68,1	57,2	23,9	22,5	23,0	21,6
Gabon	45,0	65,2	53,8	42,1	43,2	20,9	26,4	25,0	20,7	18,6	18,7
Guinée équatoriale	2,5	6,2	3,0	1,6	1,1	0,7	5,1	5,0	6,8	9,1	9,8
Nigéria	23,5	52,7	28,6	11,8	12,8	11,6	15,2	15,5	17,3	18,2	18,8
Tchad	29,4	34,2	33,6	29,6	26,0	23,6	30,5	25,8	27,0	23,4	24,2
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire²	32,6	39,3	36,7	31,6	28,3	27,3	31,5	34,9	37,8	40,1	41,5
Hors Afrique du Sud	36,1	52,7	44,7	27,8	28,2	27,0	31,3	33,8	34,4	36,5	36,2
Afrique du Sud ³	31,8	35,9	34,6	32,6	28,3	27,4	31,5	35,3	38,8	41,2	43,3
Botswana ³	7,1	9,7	7,0	5,4	7,1	6,4	15,8	17,6	16,7	15,0	13,6
Cap-Vert	83,4	92,6	95,7	86,8	73,9	67,9	68,8	75,0	78,1	86,7	90,5
Ghana	39,3	57,4	48,2	26,2	31,0	33,6	36,2	46,3	43,4	44,9	41,1
Lesotho ³	49,7	56,9	61,6	64,4	60,4	5,1	3,5	4,9	5,9	5,2	4,7
Maurice	49,5	51,6	53,5	51,0	47,3	44,0	50,7	50,6	50,9	52,0	51,4
Namibie ³	22,8	27,5	26,0	23,8	19,1	17,7	15,9	15,7	23,9	27,2	34,5
Sénégal	32,5	47,5	45,7	21,8	23,5	23,9	34,2	35,7	40,8	46,1	47,6
Seychelles	138,4	159,8	141,4	129,8	130,1	130,7	124,4	82,5	77,4	86,5	80,2
Swaziland ³	17,5	18,5	16,5	17,3	18,4	16,6	12,6	15,9	15,4	22,0	29,4
Zambie	63,3	148,6	87,9	29,8	26,7	23,5	26,9	25,8	26,0	28,0	28,5
Pays à faible revenu et États fragiles	68,1	90,5	81,0	64,5	53,5	51,2	48,6	42,9	45,0	41,6	42,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	50,6	72,9	67,1	44,3	35,0	33,8	34,8	37,2	37,3	37,1	37,4
Bénin	28,2	35,1	43,2	14,7	21,1	26,9	27,3	30,0	29,6	28,2	27,6
Burkina Faso	31,6	45,8	44,1	22,6	22,0	23,6	26,1	27,1	29,3	28,1	26,5
Éthiopie ³	57,6	105,7	76,0	39,0	36,8	30,5	25,1	27,6	25,9	22,2	23,2
Gambie	107,9	132,9	130,8	142,3	62,5	70,7	65,9	67,4	68,8	73,4	67,6
Kenya	48,8	55,0	50,8	46,8	46,0	45,6	47,5	49,9	48,5	47,2	45,3
Madagascar	64,2	100,3	85,4	45,5	44,5	45,2	62,2	64,4	59,1	58,7	57,2
Malawi	73,8	131,0	132,4	32,2	32,4	41,2	40,1	35,1	40,5	49,0	43,6
Mali	32,5	46,2	52,9	20,3	21,7	21,6	24,2	29,5	30,6	30,1	27,9
Mozambique	57,9	70,7	81,0	53,6	41,9	42,1	41,6	41,1	36,8	42,0	46,2
Niger	31,2	58,8	51,6	15,8	15,9	14,0	20,1	17,6	16,6	20,4	23,6
Ouganda	56,0	84,4	77,2	72,5	23,6	22,1	22,2	27,0	33,3	36,2	38,9
Rwanda	47,3	90,8	70,7	26,6	26,9	21,4	23,0	23,2	24,0	25,8	24,3
Sierra Leone	95,3	153,4	132,7	104,4	43,1	42,8	47,8	48,9	41,1	34,4	34,2
Tanzanie	49,7	63,3	62,9	49,8	36,3	36,0	39,0	42,7	45,4	46,8	48,8
États fragiles	112,5	134,0	113,3	113,8	101,2	100,0	88,8	58,3	65,1	54,3	54,9
Burundi	137,7	181,0	137,0	130,3	128,5	111,5	36,9	36,7	35,3	31,6	28,5
Comores	73,0	80,5	71,2	69,8	74,6	68,8	51,9	49,2	44,7	40,5	36,8
Congo, Rép. dém. du	150,4	196,0	147,9	149,0	126,1	133,1	136,3	35,1	29,9	32,3	34,7
Côte d'Ivoire	81,3	84,9	86,3	84,2	75,6	75,3	66,5	66,4	90,5	62,6	61,6
Érythrée	156,0	140,8	156,2	151,6	156,7	174,9	145,7	144,8	133,8	125,8	123,7
Guinée	117,7	119,8	150,2	137,1	92,4	88,9	80,4	79,1	71,6	66,5	78,9
Guinée-Bissau	202,0	235,4	216,2	213,8	186,9	157,7	164,3	46,7	41,6	43,5	40,7
Libéria	609,7	829,9	734,8	673,9	494,9	315,1	171,1	31,6	27,2	28,5	33,5
République centrafricaine	94,1	109,2	103,9	97,7	82,6	77,4	37,0	39,8	37,5	36,4	32,2
São Tomé-et-Príncipe	211,8	328,2	300,9	265,9	104,0	60,0	69,2	78,2	80,9	83,5	76,6
Togo	94,0	99,6	82,2	91,3	107,8	89,0	73,4	48,6	47,2	46,1	45,2
Zimbabwe ⁴	...	...	49,0	55,6	61,8	87,5	91,3	56,6	66,9	61,5	58,6
Afrique subsaharienne¹	38,7	54,9	45,8	33,8	30,1	28,9	32,3	31,5	33,1	33,1	34,0
Médiane	56,2	80,5	70,9	48,3	42,5	38,6	36,9	35,5	36,0	35,3	34,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	51,8	74,4	63,3	45,0	38,9	37,6	39,4	36,2	35,8	34,5	35,2
Pays importateurs de pétrole	43,6	54,2	50,0	41,7	36,4	35,9	37,8	37,5	40,1	40,6	41,7
Hors Afrique du Sud	57,7	77,9	69,3	52,4	45,3	43,6	43,6	40,0	41,5	40,0	40,2
Zone franc	47,2	67,2	57,3	40,7	38,1	32,5	33,6	29,8	32,8	29,5	29,9
UEMOA	53,6	65,0	64,6	47,7	45,7	44,9	44,1	42,6	50,8	42,9	42,6
CEMAC	41,3	69,7	50,1	34,2	30,9	21,6	22,3	17,4	16,9	17,8	18,4
CAE-5	52,5	68,4	63,3	53,8	39,4	37,7	37,7	40,7	42,2	42,9	43,2
SADC	37,1	45,6	42,2	35,1	30,6	32,0	36,3	35,7	37,1	38,2	39,9
Union douanière d'Afrique australe	30,5	34,5	33,3	31,3	27,3	25,9	30,2	33,7	37,2	39,4	41,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	65,7	97,3	77,0	57,8	49,1	47,4	47,4	39,5	39,7	39,1	39,0
IADM	59,4	90,8	75,7	50,0	41,7	38,7	38,0	33,2	33,0	34,2	34,4
Pays à régime de parité fixe classique	46,6	64,6	56,0	41,3	38,4	32,9	33,7	30,2	33,5	31,2	32,2
Pays sans régime de parité fixe classique	36,9	52,9	43,7	32,1	28,2	27,8	31,6	31,5	32,7	33,2	34,1
Afrique subsaharienne	38,7	54,9	45,8	33,8	30,1	28,9	32,3	31,5	33,1	33,1	34,0

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS13. Masse monétaire au sens large (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	22,2	17,9	16,8	19,8	24,3	32,0	37,9	31,1	32,6	32,5	35,9
Hors Nigéria	18,1	15,2	15,1	17,2	18,7	24,0	30,1	27,3	28,3	29,3	34,8
Angola	22,2	17,7	17,5	20,5	22,2	33,2	42,5	36,0	37,4	37,8	47,2
Cameroun	19,3	18,1	17,9	18,3	20,8	21,7	23,5	24,7	25,5	25,3	25,1
Congo, Rép. du	16,0	13,4	14,0	16,4	17,7	18,3	22,5	23,8	27,9	39,3	49,4
Gabon	18,3	17,4	18,2	19,6	18,9	17,5	22,5	21,3	22,2	18,3	20,7
Guinée équatoriale	7,0	7,5	6,4	6,3	7,5	7,1	12,1	14,5	11,9	12,9	13,0
Nigéria	24,8	19,4	17,9	21,5	27,9	37,5	42,9	33,5	35,2	34,4	36,5
Tchad	7,7	5,8	5,7	8,6	9,5	9,2	10,1	9,8	10,6	15,2	16,4
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	66,6	57,6	62,0	67,0	72,2	74,0	71,7	69,4	67,1	66,9	67,1
Hors Afrique du Sud	38,2	36,3	36,5	37,6	39,1	41,5	43,1	44,0	42,4	42,6	42,5
Afrique du Sud	75,7	64,6	70,1	76,3	82,7	84,6	81,2	78,3	76,1	76,0	76,6
Botswana	41,4	41,8	43,0	37,4	42,4	42,6	46,9	43,0	37,7	36,3	37,5
Cap-Vert	84,5	76,2	84,0	87,7	88,2	86,6	82,9	80,4	75,3	72,0	70,5
Ghana	22,7	20,4	19,3	22,6	24,8	26,3	27,3	29,8	30,7	33,1	33,0
Lesotho	33,6	29,7	29,6	35,8	35,9	36,9	39,4	41,2	37,0	34,2	34,4
Maurice	96,9	90,2	99,0	97,2	98,1	100,0	105,1	106,8	103,2	102,5	101,5
Namibie	44,4	37,1	37,6	41,7	40,0	65,6	65,5	65,3	62,5	62,5	62,5
Sénégal	34,7	34,1	33,8	35,8	36,5	33,5	36,9	39,9	39,8	40,3	40,5
Seychelles	83,5	102,1	95,0	88,0	66,6	65,7	55,9	62,5	60,3	58,0	58,0
Swaziland	23,7	21,5	21,6	24,0	25,4	26,0	30,9	30,8	29,2	29,4	28,6
Zambie	21,4	21,5	18,0	21,5	22,5	23,4	21,4	23,1	23,4	22,3	22,2
Pays à faible revenu et États fragiles	27,8	27,1	26,6	28,0	28,9	28,6	29,5	32,5	33,3	33,2	34,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	28,5	27,8	27,5	28,8	29,5	28,8	29,3	32,1	32,8	32,5	33,4
Bénin	33,2	26,5	30,1	32,7	35,9	41,1	41,7	44,5	45,8	45,1	45,1
Burkina Faso	24,0	25,1	21,4	22,3	25,9	25,1	28,1	30,2	30,4	30,4	30,9
Éthiopie ³	34,9	39,0	38,0	36,1	33,0	28,1	25,0	27,2	28,3	26,6	26,4
Gambie	38,8	31,3	34,2	42,2	41,5	45,0	48,5	49,9	51,5	53,5	53,2
Kenya	41,0	40,2	39,4	40,3	42,4	42,8	44,2	49,9	50,1	51,9	54,8
Madagascar	19,7	21,3	18,0	19,2	20,4	19,7	20,9	20,8	22,4	22,8	23,1
Malawi	20,4	19,8	20,2	18,1	20,5	23,2	24,4	28,5	35,7	34,8	35,9
Mali	28,8	29,1	29,6	29,1	29,7	26,2	28,1	27,7	29,8	29,9	28,2
Mozambique	19,7	17,7	18,4	19,5	20,6	22,4	27,2	27,1	28,5	31,6	33,3
Niger	15,7	15,2	14,0	15,2	17,3	16,6	19,0	21,6	22,1	22,1	22,1
Ouganda	19,5	18,9	18,9	19,1	19,3	21,2	20,8	25,5	23,7	23,0	25,0
Rwanda	16,8	15,6	15,2	16,7	18,3	18,2	17,8	18,9	20,5	20,9	21,1
Sierra Leone	16,9	14,8	16,1	16,3	17,9	19,6	22,9	23,8	23,3	20,9	21,8
Tanzanie	26,4	21,2	22,2	28,8	29,7	30,1	31,1	34,1	34,7	33,2	34,0
États fragiles	25,6	24,6	23,5	25,3	27,0	27,6	30,3	34,1	35,1	35,9	36,5
Burundi	22,3	21,5	21,3	23,0	22,5	23,2	24,8	25,4	22,6	22,3	22,3
Comores	25,6	23,1	23,3	26,0	27,2	28,5	30,4	34,1	34,9	33,3	33,4
Congo, Rép. dém. du	10,8	8,3	7,8	10,4	12,4	15,3	16,6	16,5	17,0	17,5	17,6
Côte d'Ivoire	26,3	23,7	24,1	25,3	29,9	28,6	32,3	36,8	40,5	42,2	43,5
Érythrée	130,2	129,0	129,3	123,9	127,7	141,3	121,6	122,1	119,0	119,2	122,5
Guinée	20,2	18,2	19,0	21,5	19,6	22,7	26,9	38,2	33,6	29,5	29,1
Guinée-Bissau	19,4	15,7	17,3	18,2	21,6	24,4	24,4	29,9	31,6	29,6	29,6
Libéria	18,6	14,6	16,6	19,0	19,6	23,3	27,9	33,3	37,0	36,6	36,6
République centrafricaine	16,1	16,4	18,0	16,0	14,6	15,5	16,8	18,2	19,9	20,9	20,2
São Tomé-et-Principe	34,2	27,2	33,2	32,9	39,1	38,8	35,5	38,0	34,9	35,2	33,8
Togo	33,4	29,9	28,1	33,4	38,0	37,5	41,3	45,6	47,7	49,4	49,6
Zimbabwe ⁴	13,6	21,0	11,0	18,8	10,7	6,7	22,5	31,3	32,8	39,0	42,0
Afrique subsaharienne¹	42,2	37,0	38,5	41,8	45,3	48,3	48,9	46,4	46,1	45,8	47,1
Médiane	23,1	21,4	20,7	22,5	25,1	26,1	28,0	31,0	33,2	33,3	33,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	27,7	26,3	26,1	27,4	28,5	30,1	32,6	33,7	34,1	34,4	36,2
Pays importateurs de pétrole	51,4	45,8	48,3	51,8	55,3	56,1	54,4	54,2	53,1	52,7	53,0
Hors Afrique du Sud	30,7	29,7	29,4	30,6	31,7	32,1	33,1	35,6	35,8	35,8	36,3
Zone franc	21,4	20,1	20,0	21,3	23,2	22,6	25,7	27,4	28,4	29,4	30,5
UEMOA	27,9	26,3	26,1	27,5	30,4	29,3	32,2	35,0	36,5	37,0	37,3
CEMAC	14,9	14,0	13,9	14,9	15,9	15,9	19,0	19,8	20,4	22,0	23,8
CAE-5	29,6	27,6	27,5	30,0	31,2	31,7	32,3	36,4	36,2	36,2	37,9
SADC	58,7	51,4	54,7	59,0	62,9	65,4	64,6	62,0	60,6	60,2	61,7
Union douanière d'Afrique australe	72,4	62,1	67,2	72,8	78,9	81,3	78,5	75,5	73,1	73,0	73,6
COMESA (pays membres d'AFSS)	33,8	34,5	33,6	33,8	33,8	33,1	32,9	35,8	36,0	35,7	36,5
IADM	24,0	22,8	22,5	24,3	25,3	25,2	26,0	28,1	29,0	29,2	29,8
Pays à régime de parité fixe classique	24,8	23,2	23,1	24,5	26,2	27,0	29,5	31,1	31,8	32,6	33,6
Pays sans régime de parité fixe classique	45,8	40,0	41,9	45,4	49,3	52,5	52,8	49,4	48,9	48,2	49,6
Afrique subsaharienne	42,2	37,0	38,5	41,8	45,3	48,3	48,9	46,4	46,1	45,8	47,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS14. Expansion de la masse monétaire au sens large (Pourcentages)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	36,3	17,6	22,7	46,5	39,1	55,4	15,6	10,3	18,5	14,0	21,6
Hors Nigéria	35,5	24,1	33,9	36,7	30,9	51,9	13,4	16,0	23,8	16,1	23,5
Angola	64,5	49,8	59,7	59,6	49,3	104,1	21,5	7,1	34,0	14,7	38,9
Cameroun	10,5	7,3	4,2	9,3	18,6	13,4	6,9	11,3	10,6	5,9	7,1
Congo, Rép. du	28,7	15,9	36,3	47,9	6,9	36,4	5,0	38,9	34,5	46,9	30,2
Gabon	14,2	11,6	26,0	17,4	7,2	8,8	2,2	19,2	26,5	-13,5	10,6
Guinée équatoriale	30,7	33,5	34,7	14,1	41,3	30,1	18,8	48,9	6,1	25,4	10,5
Nigéria	37,2	14,0	16,2	53,1	44,8	57,9	17,1	6,9	15,4	12,7	20,5
Tchad	23,0	3,3	32,0	59,2	13,3	7,3	-1,5	22,7	12,5	64,7	8,8
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	19,5	14,5	18,2	23,1	23,8	17,9	4,5	10,6	10,4	10,5	11,0
Hors Afrique du Sud	21,6	19,0	11,5	25,1	24,5	27,9	13,1	21,7	16,3	17,5	15,2
Afrique du Sud	18,9	13,1	20,5	22,5	23,6	14,8	1,8	6,9	8,3	8,0	9,4
Botswana	17,4	10,7	14,4	9,0	31,2	21,7	-1,3	12,4	4,3	11,1	14,2
Cap-Vert	12,5	10,6	15,8	18,0	10,8	7,6	3,5	5,4	2,2	3,1	5,2
Ghana	30,6	25,9	14,3	38,8	35,9	38,1	25,7	37,5	32,5	34,5	22,7
Lesotho	16,8	3,4	9,1	35,3	16,4	19,7	17,7	14,5	1,6	4,7	12,4
Maurice	14,7	18,3	15,8	9,5	15,3	14,6	8,1	7,6	4,6	6,5	9,0
Namibie	31,7	16,2	9,7	29,6	10,2	92,9	3,6	7,3	5,5	10,9	10,3
Sénégal	9,5	12,9	7,4	12,7	12,7	1,7	10,9	14,1	6,7	7,3	7,7
Seychelles	7,9	14,0	1,7	3,0	-8,0	29,0	7,0	13,5	4,5	4,4	8,6
Swaziland	16,4	10,4	9,7	25,1	21,5	15,4	26,8	7,9	1,2	4,6	0,0
Zambie	25,6	32,0	3,3	44,0	25,3	23,2	7,7	29,9	21,7	6,6	13,8
Pays à faible revenu et États fragiles	18,1	15,4	12,5	23,1	19,8	19,9	21,1	24,2	20,6	18,3	17,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	17,4	11,5	13,5	21,6	20,4	20,2	18,0	23,0	21,7	19,0	18,1
Bénin	15,6	-6,7	21,8	16,5	17,6	28,8	6,2	11,6	9,0	7,4	7,0
Burkina Faso	6,9	-7,0	-3,9	10,0	23,8	11,7	18,2	19,1	10,6	10,9	11,0
Éthiopie ³	18,0	10,3	19,6	17,4	19,7	22,9	19,9	24,3	39,2	33,5	19,2
Gambie	16,5	18,3	13,1	26,2	6,7	18,4	19,4	13,7	11,0	6,8	14,9
Kenya	14,9	13,4	9,1	17,0	19,1	15,9	16,0	21,6	19,2	19,8	24,4
Madagascar	17,1	19,4	4,6	24,9	24,2	12,6	10,5	8,6	18,2	11,6	11,4
Malawi	26,9	31,9	16,2	16,5	36,9	33,1	23,9	33,9	35,7	17,6	25,0
Mali	5,6	-2,4	11,7	8,8	9,3	0,5	16,0	9,0	15,3	-0,5	-0,6
Mozambique	22,2	14,7	22,7	26,0	21,6	26,0	34,6	17,6	21,9	26,0	22,8
Niger	15,7	20,3	6,6	16,2	23,0	12,2	18,3	22,6	8,1	19,6	8,6
Ouganda	16,5	9,0	8,7	16,4	17,4	31,1	16,6	39,8	10,6	13,9	20,9
Rwanda	23,0	12,1	16,7	31,3	30,8	24,1	13,0	16,9	26,8	17,8	16,2
Sierra Leone	24,5	18,6	32,8	18,7	26,1	26,1	31,3	28,5	22,6	20,4	16,9
Tanzanie	24,8	18,5	19,6	45,4	20,5	19,8	17,7	25,4	18,2	13,9	19,4
États fragiles	20,6	29,2	9,0	28,4	17,6	18,6	34,1	29,3	16,1	15,4	13,3
Burundi	21,1	26,0	18,7	17,0	9,5	34,2	19,8	19,4	6,1	18,4	16,1
Comores	8,1	-4,4	7,4	15,0	11,0	11,5	13,3	19,4	9,6	1,0	7,4
Congo, Rép. dém. du	52,5	72,9	24,2	60,4	49,5	55,7	50,4	30,8	24,6	17,5	16,2
Côte d'Ivoire	11,3	9,5	7,4	10,3	23,6	5,7	17,2	18,8	10,2	15,4	12,8
Érythrée	11,2	11,7	10,7	5,7	12,1	15,9	15,7	14,6	20,1	19,3	16,8
Guinée	35,5	37,0	37,2	59,4	4,7	39,0	25,9	74,4	9,4	5,3	10,2
Guinée-Bissau	25,7	44,0	20,3	5,3	30,2	28,6	4,4	28,6	16,7	-6,0	7,9
Libéria	33,2	36,1	30,8	27,7	31,6	39,6	24,1	33,5	32,7	13,2	8,6
République centrafricaine	7,9	14,2	16,5	-4,2	-3,6	16,5	13,7	14,2	15,0	13,8	2,6
São Tomé-et-Príncipe	29,8	1,0	45,1	27,9	38,1	36,8	8,2	25,1	8,0	16,7	9,9
Togo	15,7	18,2	2,3	22,7	19,7	15,6	16,2	16,3	15,9	11,8	8,4
Zimbabwe ⁴	1,4	85,9	-47,9	61,3	-44,4	-48,0	340,0	68,6	33,1	35,7	22,7
Afrique subsaharienne¹	24,1	15,7	18,0	30,0	27,4	29,5	12,5	14,1	15,8	13,8	16,3
Médiane	17,8	14,1	15,8	18,4	19,7	20,8	16,1	19,0	13,7	12,9	11,2
Hors Afrique du Sud et Nigéria	22,9	17,9	17,4	26,4	23,5	29,4	17,7	21,4	20,5	17,9	18,4
Pays importateurs de pétrole	19,0	14,9	16,0	23,1	22,2	18,7	11,0	16,0	14,5	13,7	13,6
Hors Afrique du Sud	19,1	16,4	12,2	23,6	21,0	22,0	18,9	23,5	19,4	18,1	16,6
Zone franc	14,1	9,0	13,8	16,9	18,0	12,9	10,8	20,1	13,0	13,8	10,0
UEMOA	10,6	5,9	7,5	12,1	18,9	8,7	14,7	16,2	10,3	10,2	8,7
CEMAC	17,9	12,2	20,7	22,1	17,2	17,3	7,0	24,1	15,7	17,3	11,3
CAE-5	18,9	14,2	12,9	26,0	19,6	21,5	16,6	26,5	17,0	16,3	21,1
SADC	23,9	18,6	21,0	28,2	25,8	25,9	8,8	10,5	13,4	10,4	14,8
Union douanière d'Afrique australe	19,0	13,0	19,7	22,1	23,5	16,6	2,0	7,2	7,9	8,2	9,6
COMESA (pays membres d'AfSS)	18,9	19,3	10,4	22,7	20,0	21,9	21,0	24,7	23,1	19,9	18,5
IADM	20,1	16,0	13,7	25,2	22,4	23,3	18,2	24,3	22,0	19,2	16,4
Pays à régime de parité fixe classique	14,8	9,3	13,4	17,7	17,5	16,2	10,8	18,9	12,2	13,3	9,9
Pays sans régime de parité fixe classique	26,3	16,9	19,5	32,6	29,9	32,7	12,3	13,0	16,5	13,8	17,5
Afrique subsaharienne	24,1	15,7	18,0	30,0	27,4	29,5	12,5	14,1	15,8	13,8	16,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS15. Créances sur le secteur privé non financier									
<i>(Variation en pourcentage)</i>									
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays exportateurs de pétrole¹	42,7	25,5	29,6	34,6	66,5	57,5	25,6	4,4	12,9
Hors Nigéria	37,2	23,8	30,4	40,4	39,4	51,7	30,9	21,9	31,4
Angola	72,4	66,7	55,2	98,2	76,2	65,7	59,5	25,0	30,3
Cameroun	8,2	1,4	10,9	3,2	5,9	19,6	9,1	8,2	28,3
Congo, Rép. du	...	...	5,6	9,0	8,2	83,4	30,4	49,3	42,3
Gabon	10,0	-11,2	14,5	22,5	18,0	6,0	-7,9	1,9	42,0
Guinée équatoriale	50,6	22,3	48,8	34,8	41,1	106,2	11,0	33,7	30,8
Nigéria	47,1	26,4	29,1	31,0	87,3	61,5	22,2	-5,2	3,0
Tchad	16,8	9,0	20,7	-3,6	15,4	42,7	19,2	27,7	23,9
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	-34,0
Pays à revenu intermédiaire²	21,1	15,8	21,2	25,9	24,5	17,9	1,9	8,2	10,4
Hors Afrique du Sud	28,3	22,1	26,9	26,0	34,1	32,3	8,4	16,4	22,9
Afrique du Sud	18,9	13,8	19,5	25,8	21,5	13,6	-0,1	5,5	6,1
Botswana	21,2	24,1	8,8	20,7	25,7	26,6	10,3	11,1	21,8
Cap-Vert	20,4	9,6	9,1	29,6	26,8	26,8	11,8	9,0	7,4
Ghana	44,3	19,7	50,6	42,7	60,0	48,6	15,4	25,7	29,0
Lesotho	30,7	31,1	50,8	15,9	32,0	23,6	27,1	18,0	22,5
Maurice	15,4	11,9	8,8	9,7	19,6	27,0	0,5	12,5	15,7
Namibie	16,9	29,3	20,1	14,8	12,9	7,3	10,0	11,2	9,3
Sénégal	13,1	9,2	24,6	4,0	10,7	17,1	3,8	10,1	19,0
Seychelles	21,9	17,2	7,6	1,6	34,5	48,5	-9,2	23,6	5,2
Swaziland	21,4	29,5	26,4	22,5	22,0	6,6	13,1	-0,5	26,0
Zambie	43,2	50,5	17,7	52,3	45,4	50,3	-5,7	15,4	28,2
Pays à faible revenu et États fragiles	24,1	17,6	17,5	28,5	22,0	35,1	17,5	22,6	22,6
Pays à faible revenu hors États fragiles	24,8	15,3	20,9	28,7	23,9	35,2	14,8	22,1	22,7
Bénin	16,4	8,6	17,6	11,3	24,6	20,1	11,9	8,5	-3,0
Burkina Faso	14,4	12,0	24,4	14,1	0,8	20,8	1,7	14,7	23,5
Éthiopie ³	24,9	3,7	31,4	28,1	27,2	33,9	11,1	28,9	25,8
Gambie	13,2	-12,5	16,2	26,8	15,4	20,3	10,3	14,8	8,8
Kenya	19,9	24,7	9,3	14,3	22,6	28,6	13,9	20,3	30,9
Madagascar	24,6	35,0	23,7	18,5	17,4	28,6	6,1	11,5	3,4
Malawi	41,2	38,9	41,8	54,1	27,1	44,2	39,5	28,0	-3,0
Mali	7,2	6,9	-6,6	19,4	7,5	8,6	11,0	13,5	24,1
Mozambique	27,5	-4,4	46,9	32,6	16,6	45,9	58,6	18,3	19,4
Niger	26,1	21,7	20,0	31,7	20,2	36,8	18,4	11,7	16,0
Ouganda	29,4	14,9	16,1	33,8	29,3	53,0	17,6	36,6	28,0
Rwanda	30,2	10,7	21,8	23,7	21,0	73,6	5,7	9,9	28,5
Sierra Leone	35,5	45,2	17,8	18,5	39,4	56,8	45,4	31,5	21,8
Tanzanie	35,4	17,9	23,6	60,1	36,5	39,0	9,4	20,7	26,8
États fragiles	22,0	25,5	6,8	28,0	15,1	34,7	29,1	24,8	22,0
Burundi	8,4	1,2	-1,6	17,0	12,1	13,4	25,5	30,2	39,3
Comores	11,4	-15,0	30,5	0,5	13,6	27,3	44,1	25,9	8,4
Congo, Rép. dém. du	91,1	105,3	58,3	76,4	72,8	142,7	41,1	19,0	16,7
Côte d'Ivoire	9,4	7,4	1,3	8,5	17,8	12,1	10,4	9,7	0,1
Érythrée	6,3	15,2	13,8	4,6	-13,1	11,2	1,2	2,4	4,1
Guinée	19,2	8,9	47,1	37,3	-1,6	4,1	15,8	43,8	93,4
Guinée-Bissau	50,9	-15,1	49,7	87,8	60,4	71,5	24,9	58,2	31,3
Libéria	...	...	20,6	41,7	39,2	44,1	31,5	40,1	32,4
République centrafricaine	8,9	21,2	-2,4	5,8	7,1	13,0	-0,8	41,5	17,6
São Tomé-et-Principe	53,5	83,9	81,9	45,0	33,9	22,8	39,3	35,8	15,9
Togo	8,4	4,4	12,0	0,6	29,9	-4,6	21,3	21,6	41,1
Zimbabwe ⁴	5,8	71,6	-73,8	56,1	-66,0	41,1	388,2	143,3	62,8
Afrique subsaharienne¹	28,3	19,2	22,7	29,3	35,9	34,3	13,6	10,6	14,5
<i>Médiane</i>	21,5	15,0	20,0	22,5	21,8	27,9	12,5	18,7	23,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	28,1	19,9	22,5	30,9	28,7	38,7	19,0	21,1	24,8
Pays importateurs de pétrole	22,2	16,5	19,8	26,9	23,5	24,4	8,0	13,9	14,2
Hors Afrique du Sud	25,2	18,8	20,0	27,8	25,2	34,3	15,0	20,9	20,6
Zone franc	14,9	6,4	14,4	11,4	14,8	27,5	9,5	15,9	22,4
UEMOA	12,7	9,0	11,7	12,3	14,3	16,5	9,3	12,1	13,3
CEMAC	17,3	3,5	17,2	10,6	15,3	39,7	9,8	19,8	31,9
CAE-5	26,8	18,8	15,6	32,4	27,9	39,4	13,0	23,6	28,9
SADC	26,5	21,7	22,1	35,0	27,9	25,9	11,1	11,2	12,5
Union douanière d'Afrique australe	19,0	14,9	19,2	25,2	21,6	14,0	0,8	5,9	7,2
COMESA (pays membres d'AFSS)	27,1	24,6	16,7	28,4	24,2	41,9	16,1	24,2	23,7
IADM	27,7	16,4	25,3	29,7	27,4	39,7	14,7	21,7	23,7
Pays à régime de parité fixe classique	15,2	8,4	15,3	11,9	14,7	25,6	9,9	15,1	21,3
Pays sans régime de parité fixe classique	31,5	21,3	25,5	33,0	41,4	36,1	13,7	9,4	13,1
Afrique subsaharienne	28,3	19,2	22,7	29,3	35,9	34,3	13,6	10,6	13,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS16. Exportations de biens et de services (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	52,2	49,4	54,2	51,6	51,9	54,1	42,6	44,5	49,4	47,4	45,2
Hors Nigéria	65,8	58,1	67,1	68,0	66,8	68,8	52,0	58,5	62,0	59,7	56,9
Angola	79,2	75,6	86,0	79,8	76,4	78,1	55,1	62,4	65,0	61,4	58,2
Cameroun	27,7	22,7	24,5	29,3	31,0	31,1	23,5	25,6	30,7	32,1	33,0
Congo, Rép. du	79,8	73,3	84,4	87,4	78,5	75,2	70,4	85,1	87,3	85,6	80,8
Gabon	63,7	62,2	64,7	62,2	62,1	67,3	56,5	60,4	62,9	60,7	54,5
Guinée équatoriale	85,0	90,1	87,4	86,8	81,9	78,8	70,3	70,4	72,1	70,7	70,8
Nigéria	42,9	44,0	45,7	41,1	41,0	42,8	35,0	35,2	39,6	38,3	36,7
Tchad	53,9	51,6	54,3	56,1	54,9	52,9	45,9	46,0	52,6	47,5	42,6
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	65,9	70,9	19,0	54,5
Pays à revenu intermédiaire²	31,8	28,8	29,5	31,9	33,1	35,9	29,3	29,7	31,8	32,1	31,9
Hors Afrique du Sud	37,9	38,0	38,0	38,6	38,5	36,2	35,5	37,7	41,5	41,5	41,9
Afrique du Sud	30,2	26,4	27,4	30,0	31,5	35,8	27,4	27,3	28,8	29,1	28,6
Botswana	46,4	44,2	51,4	47,0	47,5	42,0	32,5	32,9	38,6	37,3	36,0
Cap-Vert	40,6	32,0	37,8	45,1	42,8	45,3	35,6	38,6	43,0	44,2	44,7
Ghana	23,8	23,4	22,5	24,2	24,3	24,8	29,5	29,3	38,0	40,4	41,5
Lesotho	53,3	55,4	49,4	53,9	53,4	54,3	45,6	43,3	46,2	46,5	49,9
Maurice	55,5	52,3	58,0	59,6	56,7	51,1	47,1	50,9	52,5	49,6	50,2
Namibie	38,2	34,7	34,1	39,9	39,9	42,2	42,1	44,1	42,4	44,1	45,0
Sénégal	26,3	27,1	27,0	25,6	25,5	26,1	24,4	25,0	25,2	25,0	25,1
Seychelles	87,9	72,5	76,8	82,7	98,7	108,9	122,7	103,0	107,4	110,0	104,8
Swaziland	75,4	90,1	76,0	72,9	74,6	63,2	63,1	55,8	66,7	57,4	61,2
Zambie	37,9	38,2	35,1	39,0	41,4	35,9	35,6	47,7	47,1	45,0	44,9
Pays à faible revenu et États fragiles	26,8	25,5	26,1	27,1	27,8	27,4	24,6	29,2	30,6	28,8	28,9
Pays à faible revenu hors États fragiles	21,2	20,4	20,7	21,7	21,6	21,4	19,6	22,8	24,1	23,4	23,2
Bénin	14,9	14,1	12,5	13,3	17,0	17,8	16,5	20,6	15,0	15,1	15,3
Burkina Faso	10,6	11,3	9,8	11,4	10,6	9,9	12,6	21,4	25,7	28,4	28,8
Éthiopie ³	13,6	14,9	15,1	13,9	12,7	11,5	10,5	13,6	16,8	14,3	14,6
Gambie	30,5	34,2	32,5	33,8	28,8	23,1	25,2	23,8	27,0	27,8	27,2
Kenya	27,0	26,9	28,5	26,6	25,9	27,2	24,1	27,7	28,3	25,3	21,4
Madagascar	29,3	32,6	26,9	29,9	30,5	26,6	22,4	24,1	26,1	26,8	30,3
Malawi	21,8	20,6	20,2	19,3	24,5	24,4	20,9	25,2	25,1	31,2	36,5
Mali	27,1	24,3	24,5	29,9	27,4	29,2	23,7	26,0	25,7	29,4	30,2
Mozambique	33,7	30,9	31,7	38,4	35,4	32,3	27,7	31,2	27,5	25,7	26,2
Niger	17,7	18,3	16,8	16,4	17,4	19,4	20,9	21,4	23,3	28,3	29,3
Ouganda	14,8	12,2	12,3	14,3	15,6	19,8	20,7	21,4	22,3	20,8	21,5
Rwanda	12,5	13,1	12,6	11,2	11,1	14,6	11,0	10,9	14,1	12,8	12,4
Sierra Leone	16,3	17,4	18,0	17,0	15,4	13,7	13,5	16,6	15,3	34,8	36,0
Tanzanie	22,6	18,0	21,3	24,2	25,5	24,0	25,3	27,9	31,4	30,5	31,8
États fragiles	40,5	36,1	38,5	40,1	43,8	44,3	38,9	46,5	47,7	44,0	45,3
Burundi	7,8	7,0	8,2	7,3	7,3	9,5	6,8	8,9	9,6	9,4	8,4
Comores	14,8	15,1	14,1	14,9	15,3	14,5	14,5	15,6	15,3	15,7	16,0
Congo, Rép. dém. du	45,0	30,7	33,6	34,2	65,2	61,3	45,2	68,2	67,9	57,2	61,6
Côte d'Ivoire	49,8	48,6	51,1	52,7	47,8	48,7	50,9	51,2	51,2	47,7	49,2
Érythrée	5,8	5,8	6,2	6,9	5,8	4,4	4,5	4,8	14,4	19,4	19,6
Guinée	32,7	24,6	34,8	40,6	28,8	34,9	26,5	28,4	30,3	28,1	26,4
Guinée-Bissau	16,2	15,9	17,3	14,8	17,3	15,9	15,5	16,5	23,0	14,7	19,6
Libéria	57,3	55,5	48,7	66,9	58,4	57,0	40,4	42,4	46,6	41,5	38,6
République centrafricaine	13,2	13,8	12,7	14,2	14,1	11,0	9,5	10,6	11,9	11,8	12,0
São Tomé-et-Príncipe	11,6	13,6	12,9	12,7	9,4	9,5	10,0	12,1	11,7	12,6	12,3
Togo	38,3	38,6	40,1	38,2	39,2	35,5	36,7	40,2	40,0	39,5	40,1
Zimbabwe ⁴	34,6	32,5	31,6	34,0	35,6	39,1	29,3	47,6	50,4	51,1	49,7
Afrique subsaharienne¹	37,3	33,6	36,1	37,4	38,4	41,1	32,7	34,8	37,8	37,1	36,2
Médiane	30,7	28,9	30,1	31,9	30,7	31,7	27,0	28,1	30,5	31,7	34,5
Hors Afrique du Sud et Nigéria	40,9	36,4	40,1	41,9	42,5	43,5	35,3	40,3	43,6	41,6	40,6
Pays importateurs de pétrole	30,2	27,8	28,5	30,4	31,4	32,8	27,6	30,2	32,3	30,8	31,3
Hors Afrique du Sud	30,3	29,5	29,9	30,9	31,2	30,2	27,7	33,3	35,9	32,3	33,7
Zone franc	43,2	39,4	42,9	45,1	43,7	45,0	38,8	43,0	45,8	45,4	44,5
UEMOA	31,4	31,3	31,5	32,5	30,7	31,1	31,0	33,1	33,0	33,1	34,0
CEMAC	54,6	48,4	54,2	57,1	55,9	57,3	47,1	52,6	57,1	56,3	54,1
CAE-5	21,9	19,9	21,5	22,0	22,4	23,5	22,4	24,7	26,3	24,6	23,3
SADC	37,4	31,5	34,2	37,3	40,0	44,1	33,5	35,4	37,7	37,5	37,1
Union douanière d'Afrique australe	31,6	28,2	29,1	31,5	32,9	36,6	28,5	28,4	30,0	30,2	29,8
COMESA (pays membres d'AFSS)	29,4	29,1	28,6	28,8	31,2	29,4	25,1	31,9	34,2	30,7	30,4
IADM	26,7	24,2	25,0	27,6	28,7	28,0	25,1	30,4	33,4	32,4	32,9
Pays à régime de parité fixe classique	43,2	39,9	42,6	45,0	43,7	44,8	39,0	42,7	45,4	45,0	44,4
Pays sans régime de parité fixe classique	36,1	32,2	34,8	36,0	37,4	40,3	31,5	33,3	36,3	35,5	34,6
Afrique subsaharienne	37,3	33,6	36,1	37,4	38,4	41,1	32,7	35,2	38,3	36,9	36,4

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS17. Importations de biens et de services <i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,7	35,4	33,5	29,8	33,1	37,0	38,7	35,1	39,1	38,1	36,8
Hors Nigéria	41,4	43,6	42,0	37,4	39,6	44,4	49,8	42,8	43,7	43,3	42,6
Angola	49,1	58,3	53,6	39,0	43,5	51,2	55,4	42,9	43,3	42,5	41,8
Cameroun	28,3	24,5	26,4	27,7	29,5	33,1	28,3	28,9	35,0	36,7	37,2
Congo, Rép. du	48,6	46,3	46,7	49,4	53,5	47,0	50,2	54,7	57,8	61,6	60,0
Gabon	30,0	32,0	28,3	30,5	30,5	28,5	38,6	36,1	36,3	35,7	36,7
Guinée équatoriale	39,9	55,0	43,6	33,1	30,3	37,7	61,1	53,5	47,9	48,9	47,2
Nigéria	28,5	30,2	28,0	24,9	28,3	31,2	29,7	29,9	35,6	34,2	32,5
Tchad	49,9	53,5	42,9	56,9	49,6	46,6	54,8	52,9	53,1	44,8	42,4
Soudan du Sud	...							30,8	29,9	26,1	32,5
Pays à revenu intermédiaire²	35,2	30,5	31,5	35,1	37,2	41,6	32,9	32,0	34,4	36,2	35,8
Hors Afrique du Sud	46,6	45,4	45,7	44,8	47,6	49,7	47,7	47,3	51,1	51,7	51,4
Afrique du Sud	32,0	26,7	27,9	32,5	34,2	38,8	28,3	27,5	29,4	31,3	30,7
Botswana	35,1	36,5	34,6	30,7	35,4	38,2	42,8	40,3	42,5	40,6	40,3
Cap-Vert	73,0	69,6	66,6	72,7	77,8	78,4	67,9	67,1	71,4	66,6	65,8
Ghana	40,0	36,8	38,0	40,6	40,7	44,0	42,6	43,3	50,8	51,6	51,9
Lesotho	120,5	129,2	121,4	118,9	117,3	115,9	115,0	112,7	110,0	112,7	112,5
Maurice	64,2	54,6	63,8	70,5	66,6	65,3	57,6	63,1	65,6	63,0	62,3
Namibie	40,8	38,2	37,2	37,5	40,8	50,4	55,0	50,3	50,5	57,6	60,2
Sénégal	45,1	39,8	42,4	43,1	47,8	52,4	41,3	40,5	41,7	43,2	41,4
Seychelles	102,2	79,9	98,1	98,5	109,3	125,4	132,6	120,8	127,4	128,9	121,7
Swaziland	86,5	91,7	91,0	85,7	85,5	78,6	79,5	71,0	75,5	68,7	71,1
Zambie	37,2	42,6	36,7	30,1	39,2	37,4	32,2	34,9	39,8	41,1	40,3
Pays à faible revenu et États fragiles	37,5	33,3	36,4	37,7	38,9	41,3	37,9	43,1	45,5	43,6	42,6
Pays à faible revenu hors États fragiles	33,9	30,3	32,8	34,5	34,8	37,1	34,9	38,3	40,8	39,1	37,7
Bénin	27,3	25,1	23,2	24,3	32,6	31,1	29,8	31,1	27,6	27,5	27,5
Burkina Faso	25,5	25,6	25,3	25,3	24,8	26,3	23,3	29,0	32,4	37,2	36,2
Éthiopie ³	32,8	28,9	35,5	36,6	32,1	31,1	28,7	33,0	31,8	31,7	32,5
Gambie	45,3	48,8	49,2	47,2	41,9	39,3	41,5	42,1	43,7	49,1	45,0
Kenya	36,7	32,9	36,0	36,3	37,0	41,2	37,2	41,6	47,2	41,3	36,8
Madagascar	45,8	48,2	41,5	42,0	46,5	50,9	46,0	37,5	37,2	37,8	37,4
Malawi	44,3	41,1	46,3	44,8	40,3	48,9	39,0	44,9	39,5	50,2	52,5
Mali	35,9	32,6	33,4	35,1	35,6	43,0	31,4	39,9	36,4	34,3	34,0
Mozambique	44,9	41,8	43,9	47,2	45,2	46,4	45,1	48,9	45,0	40,1	39,6
Niger	31,3	29,4	31,1	29,5	29,9	36,3	48,1	50,3	53,3	55,5	49,0
Ouganda	25,3	21,7	22,4	24,7	25,9	31,6	34,8	36,8	39,6	36,2	37,2
Rwanda	25,9	24,6	24,7	25,1	25,2	29,9	29,2	29,4	34,5	35,1	32,3
Sierra Leone	25,0	25,8	27,8	24,4	22,4	24,3	23,9	41,2	70,9	48,8	47,2
Tanzanie	33,2	23,3	30,2	36,2	39,3	37,2	38,0	40,1	48,1	47,9	46,4
États fragiles	46,4	39,5	44,6	45,4	49,4	52,9	46,4	56,2	57,8	56,3	56,4
Burundi	34,3	25,5	31,9	45,2	32,8	36,2	28,8	41,3	38,0	34,8	32,0
Comores	39,4	33,0	35,8	38,6	41,3	48,4	47,7	50,5	51,8	51,6	49,3
Congo, Rép. dém. du	53,0	34,4	45,2	40,7	68,6	76,4	60,9	77,8	77,7	63,8	63,9
Côte d'Ivoire	41,7	39,4	43,6	42,4	41,9	41,2	39,0	43,9	39,0	45,2	46,6
Érythrée	41,6	59,8	54,9	38,4	28,8	26,1	23,4	23,3	23,1	23,1	22,4
Guinée	36,0	25,8	35,1	42,6	36,4	40,1	30,8	36,5	48,2	64,3	63,5
Guinée-Bissau	28,4	24,3	26,5	30,1	31,0	29,9	32,1	31,9	35,4	25,5	30,8
Libéria	190,0	173,6	174,0	230,3	184,1	188,0	141,1	140,7	139,5	133,5	134,8
République centrafricaine	22,0	20,3	20,8	21,9	23,5	23,5	21,5	24,6	23,3	23,6	23,0
São Tomé-et-Principe	57,0	50,4	49,3	65,6	57,9	61,9	52,3	64,3	58,6	61,0	53,2
Togo	56,6	57,9	58,7	56,2	58,1	52,0	52,3	57,3	57,1	58,4	59,0
Zimbabwe ⁴	46,2	39,2	40,1	44,2	43,6	64,2	59,7	78,5	89,7	75,1	72,5
Afrique subsaharienne¹	35,1	32,4	33,1	33,9	36,1	39,8	36,1	35,4	38,4	38,5	37,7
<i>Médiane</i>	39,0	37,5	37,6	38,8	39,8	41,2	41,4	41,9	44,4	45,0	43,7
Hors Afrique du Sud et Nigéria	40,6	38,7	40,1	39,3	41,0	44,1	43,5	43,9	46,1	45,2	44,4
Pays importateurs de pétrole	35,9	31,4	33,0	35,9	37,8	41,5	34,7	35,5	37,8	38,6	38,2
Hors Afrique du Sud	40,4	37,2	39,4	40,0	41,7	43,9	40,7	43,9	46,5	45,5	44,7
Zone franc	36,8	35,8	36,0	36,6	37,1	38,6	39,5	41,3	41,5	43,0	42,4
UEMOA	38,2	35,7	37,7	37,4	39,1	40,8	36,9	40,6	39,1	41,9	41,4
CEMAC	35,6	35,9	34,3	35,7	35,2	36,6	42,3	42,1	43,6	43,9	43,3
CAE-5	32,5	26,9	30,6	33,4	34,5	37,2	36,1	39,3	44,7	41,5	39,1
SADC	36,8	32,0	33,4	35,7	38,7	44,0	37,4	35,1	37,2	38,2	37,8
Union douanière d'Afrique australe	33,4	28,6	29,4	33,5	35,4	39,9	30,6	29,5	31,4	33,2	32,8
COMESA (pays membres d'AFSS)	41,1	38,1	40,5	40,0	42,2	44,8	40,1	45,3	48,5	44,3	43,0
IADM	37,0	32,9	35,2	36,7	39,2	41,1	37,5	41,1	44,3	43,6	43,1
Pays à régime de parité fixe classique	39,6	39,2	39,0	39,2	39,7	41,0	42,2	43,7	43,8	45,3	45,0
Pays sans régime de parité fixe classique	34,0	30,9	31,8	32,8	35,4	39,3	34,6	33,6	36,9	37,0	36,1
Afrique subsaharienne	35,1	32,4	33,1	33,9	36,1	39,8	36,1	35,3	38,3	38,4	37,7

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS18. Balance commerciale, marchandises (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	30,1	24,8	31,1	31,8	31,4	31,4	17,9	21,3	23,2	20,6	19,1
Hors Nigéria	40,6	31,6	41,6	43,7	43,0	43,2	21,1	33,0	36,6	33,8	30,9
Angola	51,8	41,9	55,8	55,3	53,3	52,8	24,2	41,2	45,1	41,0	37,3
Cameroun	1,9	0,0	0,3	3,7	3,4	1,9	-1,5	-0,9	-1,7	-3,1	-2,6
Congo, Rép. du	52,7	48,2	59,4	59,7	49,0	47,2	41,0	52,2	48,9	42,2	38,5
Gabon	44,8	41,9	47,4	41,9	42,7	50,3	31,7	36,3	39,7	37,9	30,8
Guinée équatoriale	60,0	59,0	60,7	65,3	62,7	52,1	23,9	31,2	37,8	34,9	36,4
Nigéria	22,9	20,5	24,3	24,2	22,9	22,3	15,2	13,4	12,7	11,0	10,6
Tchad	30,9	35,0	36,3	30,9	26,9	25,7	11,2	14,6	20,5	20,3	15,2
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	43,4	47,9	-3,7	32,1
Pays à revenu intermédiaire²	-2,7	-1,4	-1,6	-2,6	-3,4	-4,4	-2,2	-0,8	-1,2	-2,5	-2,4
Hors Afrique du Sud	-8,2	-6,5	-7,4	-5,8	-8,8	-12,6	-9,8	-7,0	-7,1	-8,0	-7,7
Afrique du Sud	-1,0	-0,1	-0,1	-1,7	-1,8	-1,6	0,1	1,0	0,6	-0,8	-0,7
Botswana	11,7	8,3	17,1	16,9	13,1	3,2	-4,9	-1,6	1,0	0,9	-0,4
Cap-Vert	-43,4	-41,0	-35,9	-41,7	-49,6	-48,7	-42,3	-40,9	-44,6	-42,0	-41,6
Ghana	-14,9	-10,9	-14,6	-15,6	-15,7	-17,5	-8,6	-9,2	-8,0	-6,4	-5,9
Lesotho	-44,3	-46,4	-47,7	-43,0	-43,0	-41,3	-47,9	-47,6	-43,9	-47,0	-44,4
Maurice	-15,2	-8,8	-12,3	-16,2	-18,0	-20,6	-17,6	-19,5	-20,2	-20,0	-19,5
Namibie	-3,3	-4,3	-3,7	1,2	-2,0	-7,7	-13,7	-8,0	-9,9	-17,0	-18,9
Sénégal	-18,4	-12,3	-15,1	-17,1	-22,1	-25,4	-15,9	-14,9	-15,8	-17,3	-15,9
Seychelles	-31,4	-21,3	-35,6	-30,9	-27,2	-42,1	-35,8	-34,6	-39,3	-37,2	-33,8
Swaziland	-5,0	4,0	-10,2	-9,4	-9,2	-0,3	-4,1	-4,1	2,8	-1,3	-1,4
Zambie	4,7	-0,5	1,2	12,2	7,8	2,8	7,1	16,7	11,6	8,0	8,5
Pays à faible revenu et États fragiles	-8,0	-5,2	-7,7	-8,0	-8,4	-10,8	-10,6	-10,8	-11,4	-11,9	-10,9
Pays à faible revenu hors États fragiles	-12,2	-9,4	-11,5	-12,3	-12,8	-14,9	-14,3	-14,6	-15,5	-14,7	-13,7
Bénin	-11,7	-9,7	-9,3	-11,3	-14,4	-13,7	-14,4	-9,5	-12,2	-11,9	-11,2
Burkina Faso	-9,5	-9,6	-10,2	-8,4	-8,9	-10,7	-5,8	-1,6	0,1	-1,1	-0,1
Éthiopie ³	-20,7	-17,1	-22,6	-23,7	-20,2	-20,1	-19,5	-21,1	-17,4	-19,0	-20,0
Gambie	-21,2	-18,3	-22,6	-21,1	-21,4	-22,6	-22,3	-22,2	-22,6	-27,3	-23,6
Kenya	-14,1	-10,1	-11,4	-14,5	-15,7	-18,5	-16,8	-19,4	-23,9	-21,8	-19,9
Madagascar	-13,1	-10,2	-11,5	-9,9	-13,6	-20,2	-19,5	-12,3	-9,5	-8,6	-4,0
Malawi	-15,9	-14,1	-18,6	-18,9	-9,9	-18,2	-12,6	-13,8	-10,8	-13,6	-10,5
Mali	-2,9	-2,5	-3,1	0,7	-2,5	-7,3	-2,4	-7,2	-4,4	1,4	2,3
Mozambique	-6,4	-6,1	-7,6	-3,7	-4,9	-10,0	-12,8	-12,3	-11,2	-8,6	-7,7
Niger	-6,9	-5,3	-8,7	-6,6	-5,9	-8,1	-15,2	-14,1	-13,6	-10,5	-6,2
Ouganda	-8,4	-8,3	-8,5	-8,6	-7,7	-8,7	-11,1	-11,7	-13,1	-11,6	-11,6
Rwanda	-10,2	-8,5	-8,8	-9,6	-10,8	-13,1	-14,7	-14,1	-17,4	-18,7	-16,7
Sierra Leone	-6,6	-6,2	-9,1	-5,0	-4,4	-8,0	-7,8	-14,6	-43,2	-4,8	-1,8
Tanzanie	-12,2	-6,9	-9,8	-13,7	-16,1	-14,6	-13,4	-12,9	-17,2	-17,9	-15,5
États fragiles	2,2	3,5	1,1	2,6	3,1	0,7	0,2	-0,5	-0,8	-3,8	-2,9
Burundi	-16,4	-11,0	-15,1	-24,9	-15,1	-16,1	-14,8	-28,1	-24,3	-21,5	-20,0
Comores	-22,9	-16,4	-20,8	-21,7	-24,0	-31,5	-28,2	-29,4	-29,8	-29,9	-28,2
Congo, Rép. dém. du	0,4	1,2	-5,6	-1,2	8,8	-1,1	-5,2	5,0	3,2	3,9	7,9
Côte d'Ivoire	15,2	16,6	14,6	17,5	12,9	14,2	18,4	14,5	20,4	10,6	10,9
Érythrée	-33,9	-49,6	-44,2	-29,2	-24,2	-22,0	-19,9	-19,6	-10,3	-4,7	-3,3
Guinée	3,3	4,2	6,3	5,5	-1,7	2,3	1,3	-1,4	-8,6	-24,9	-25,8
Guinée-Bissau	-6,2	-1,4	-2,9	-9,1	-8,7	-9,1	-10,2	-8,4	-5,5	-5,2	-5,6
Libéria	-31,6	-20,0	-29,1	-37,5	-30,6	-40,7	-36,4	-35,5	-40,8	-50,1	-58,7
République centrafricaine	-3,9	-1,4	-3,5	-3,1	-4,3	-7,6	-7,4	-8,3	-6,1	-6,4	-6,4
São Tomé-et-Príncipe	-36,0	-27,6	-28,2	-38,1	-40,2	-46,0	-37,9	-46,0	-41,8	-40,8	-36,5
Togo	-15,0	-14,8	-15,1	-15,1	-16,1	-14,0	-13,0	-14,3	-14,1	-15,8	-16,0
Zimbabwe ⁴	-9,2	-4,9	-6,7	-8,1	-5,5	-20,7	-26,1	-24,8	-32,4	-18,8	-17,8
Afrique subsaharienne¹	7,0	4,7	6,8	7,7	7,5	8,1	2,6	4,9	5,4	4,0	3,7
<i>Médiane</i>	-8,7	-6,5	-9,0	-8,8	-8,8	-10,3	-12,0	-12,0	-10,6	-9,5	-7,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	6,5	3,3	5,8	7,9	7,9	7,5	-0,6	3,9	5,8	4,0	3,3
Pays importateurs de pétrole	-4,4	-2,6	-3,4	-4,2	-5,0	-6,7	-5,3	-3,1	-3,3	-5,8	-4,8
Hors Afrique du Sud	-8,1	-5,6	-7,6	-7,3	-8,5	-11,4	-10,3	-7,4	-7,4	-10,5	-8,3
Zone franc	14,6	12,3	15,2	16,9	14,4	14,4	7,5	10,6	13,4	11,2	10,4
UEMOA	-2,0	0,4	-1,5	-0,3	-3,8	-5,0	-0,9	-1,9	-0,1	-2,6	-1,5
CEMAC	30,7	25,6	31,7	33,2	31,5	31,7	16,6	22,6	25,4	23,4	21,2
CAE-5	-12,1	-8,6	-10,3	-13,0	-13,8	-14,9	-14,4	-15,7	-19,3	-18,4	-16,9
SADC	4,0	1,4	3,2	4,1	5,2	6,2	1,3	5,0	5,6	4,6	4,5
Union douanière d'Afrique australe	-0,9	-0,1	0,1	-1,1	-1,5	-1,7	-0,8	0,4	0,1	-1,5	-1,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-11,2	-9,0	-11,8	-11,0	-10,4	-14,0	-14,0	-12,4	-13,1	-12,9	-12,0
IADM	-6,6	-5,4	-6,9	-5,5	-6,6	-8,8	-8,4	-6,0	-6,2	-6,9	-6,3
Pays à régime de parité fixe classique	11,1	8,8	11,2	13,3	11,0	11,3	4,4	7,1	9,8	7,4	6,6
Pays sans régime de parité fixe classique	6,3	4,0	6,0	6,8	7,0	7,6	2,5	4,8	5,0	3,7	3,4
Afrique subsaharienne	7,0	4,7	6,8	7,7	7,5	8,1	2,6	5,4	6,0	4,0	4,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS19. Solde extérieur courant¹											
<i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole²	11,8	2,7	8,8	21,3	15,0	11,4	1,1	4,9	4,3	3,8	3,0
Hors Nigéria	8,3	-2,2	8,6	14,9	12,5	7,8	-7,8	3,5	5,2	4,2	2,8
Angola	15,6	3,8	18,2	25,6	19,9	10,3	-9,9	9,0	9,6	8,5	6,6
Cameroun	-1,0	-3,4	-3,4	1,6	1,4	-1,2	-3,6	-3,0	-4,1	-4,1	-3,8
Congo, Rép. du	-0,5	-5,7	3,7	3,6	-6,5	2,3	-7,4	5,1	0,8	-0,6	-0,4
Gabon	18,2	11,2	22,9	15,6	17,0	24,2	6,3	9,1	10,6	9,1	4,1
Guinée équatoriale	-3,7	-21,6	-6,2	7,7	4,0	-2,3	-17,7	-20,5	-6,0	-7,7	-7,7
Nigéria	14,2	5,7	8,9	25,3	16,8	14,1	8,3	5,9	3,6	3,5	3,1
Tchad	2,1	-17,1	1,2	5,9	11,6	9,0	-4,0	-3,5	2,0	-1,9	-2,0
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	4,8	21,6	-12,6	5,8
Pays à revenu intermédiaire³	-4,7	-2,8	-3,2	-4,3	-6,0	-7,1	-4,1	-3,1	-3,8	-5,5	-5,6
Hors Afrique du Sud	-2,9	-2,0	-2,1	-0,6	-2,7	-7,0	-4,3	-4,0	-5,4	-5,5	-4,7
Afrique du Sud	-5,2	-3,0	-3,5	-5,3	-7,0	-7,2	-4,0	-2,8	-3,3	-5,5	-5,8
Botswana	11,6	3,5	15,2	17,2	15,0	6,9	-5,2	-2,0	1,6	3,9	3,4
Cap-Vert	-10,7	-14,3	-3,5	-5,4	-14,7	-15,7	-15,6	-12,5	-12,5	-11,5	-8,9
Ghana	-8,1	-4,7	-7,0	-8,2	-8,7	-11,9	-5,4	-8,4	-9,2	-9,1	-7,0
Lesotho	7,8	8,1	1,4	11,5	8,2	10,0	0,2	-12,1	-17,3	-11,2	-10,6
Maurice	-6,3	-1,8	-5,0	-9,1	-5,4	-10,1	-7,4	-8,2	-10,3	-10,5	-9,1
Namibie	7,5	7,0	4,7	13,8	9,1	2,8	-0,3	0,3	-1,7	-3,8	-4,5
Sénégal	-10,1	-6,9	-8,9	-9,2	-11,6	-14,1	-6,7	-4,4	-6,4	-8,5	-6,9
Seychelles	-16,5	-9,1	-22,2	-15,8	-15,3	-20,2	-9,8	-20,1	-21,5	-19,8	-19,5
Swaziland	-3,7	3,1	-4,1	-7,4	-2,2	-8,2	-14,0	-10,5	-9,1	0,1	-5,4
Zambie	-6,6	-10,4	-8,5	-0,4	-6,5	-7,2	4,2	7,1	1,2	-1,8	-1,1
Pays à faible revenu et États fragiles	-5,8	-3,5	-5,8	-5,4	-5,7	-8,6	-7,5	-8,0	-9,2	-10,4	-10,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	-6,4	-4,0	-6,0	-6,6	-6,4	-9,0	-8,6	-8,0	-9,4	-9,7	-9,5
Bénin	-7,4	-7,0	-6,3	-5,3	-10,2	-8,1	-8,9	-7,3	-10,0	-9,3	-9,1
Burkina Faso	-10,4	-11,0	-11,6	-9,5	-8,3	-11,5	-4,7	-2,3	-1,1	-4,2	-3,2
Éthiopie ⁴	-5,4	-1,4	-6,3	-9,1	-4,5	-5,6	-5,0	-4,0	0,6	-6,1	-7,7
Gambie	-8,4	-4,5	-10,3	-6,9	-8,3	-12,1	-12,3	-15,7	-14,2	-15,9	-14,2
Kenya	-2,8	0,1	-1,5	-2,3	-4,0	-6,6	-5,8	-6,5	-10,6	-8,5	-8,6
Madagascar	-13,1	-10,6	-11,6	-9,9	-12,7	-20,6	-21,1	-9,7	-6,9	-7,9	-8,0
Malawi	-8,6	-11,2	-11,9	-11,3	1,0	-9,7	-4,8	-1,3	-5,9	-4,1	-1,4
Mali	-7,9	-7,9	-8,5	-4,1	-6,9	-12,2	-7,3	-12,6	-10,2	-5,4	-4,8
Mozambique	-10,9	-10,7	-11,6	-10,7	-9,7	-11,9	-12,2	-11,7	-12,8	-11,6	-12,4
Niger	-9,2	-7,3	-8,9	-8,6	-8,2	-13,0	-25,0	-21,1	-25,9	-26,3	-20,7
Ouganda	-2,6	0,1	-1,3	-3,1	-2,9	-5,7	-9,4	-10,2	-11,4	-11,0	-11,7
Rwanda	-1,7	1,8	1,0	-4,3	-2,2	-4,9	-7,3	-5,9	-7,3	-9,8	-9,9
Sierra Leone	-5,5	-4,4	-5,3	-4,3	-4,3	-9,1	-6,5	-19,3	-52,3	-13,1	-9,3
Tanzanie	-7,9	-2,3	-6,6	-9,6	-11,0	-10,2	-9,8	-9,3	-13,7	-15,4	-13,4
États fragiles	-4,4	-2,4	-5,4	-2,5	-3,9	-7,6	-4,3	-8,0	-8,6	-12,6	-12,9
Burundi	-7,8	-6,3	-4,9	-21,5	-5,4	-1,0	1,8	-9,4	-11,4	-11,4	-10,7
Comores	-6,9	-4,6	-7,4	-6,0	-5,7	-10,9	-7,8	-7,0	-9,5	-10,4	-9,6
Congo, Rép. dém. du	-7,5	-3,0	-13,3	-2,7	-1,1	-17,5	-10,5	-8,1	-11,5	-12,5	-14,3
Côte d'Ivoire	1,2	1,6	0,2	2,8	-0,7	1,9	7,0	1,1	6,7	-3,1	-1,6
Érythrée	-3,1	-0,7	0,3	-3,6	-6,1	-5,5	-7,6	-5,6	0,5	2,1	2,0
Guinée	-6,0	-2,5	-1,0	-4,6	-11,7	-10,3	-9,9	-12,4	-16,3	-38,8	-39,2
Guinée-Bissau	-2,9	1,4	-2,1	-5,6	-3,5	-4,9	-6,4	-8,3	-6,4	-3,5	-2,9
Libéria	-24,8	-16,3	-30,3	-11,2	-22,4	-43,7	-29,2	-33,2	-34,6	-55,8	-71,0
République centrafricaine	-5,5	-1,8	-6,5	-3,0	-6,2	-10,0	-9,2	-10,2	-8,7	-7,6	-6,3
São Tomé-et-Príncipe	-21,0	-16,0	-11,0	-25,8	-30,1	-22,0	-25,5	-27,6	-25,4	-22,8	-24,5
Togo	-8,8	-10,0	-9,9	-8,4	-8,7	-6,8	-6,6	-6,7	-7,2	-8,8	-9,1
Zimbabwe ⁵	-10,9	-8,0	-10,3	-8,0	-6,7	-21,6	-22,2	-28,8	-36,2	-20,4	-20,0
Afrique subsaharienne²	0,7	-1,5	-0,2	4,0	1,3	-0,3	-3,2	-1,3	-2,0	-3,1	-3,5
<i>Médiane</i>	-5,9	-4,5	-5,8	-5,3	-5,9	-8,1	-7,4	-8,1	-8,9	-8,5	-7,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	-0,8	-2,8	-1,0	1,8	0,8	-2,6	-6,9	-3,5	-3,5	-4,6	-4,9
Pays importateurs de pétrole	-5,0	-3,0	-4,0	-4,6	-5,9	-7,7	-5,3	-4,5	-4,9	-7,3	-7,0
Hors Afrique du Sud	-4,9	-3,0	-4,6	-3,8	-4,7	-8,1	-6,6	-6,2	-6,6	-9,0	-8,1
Zone franc	-1,3	-4,7	-1,6	1,1	-0,6	-0,9	-4,5	-4,2	-2,2	-4,3	-4,2
UEMOA	-5,5	-4,5	-5,7	-4,0	-6,3	-7,1	-3,6	-5,2	-4,0	-7,4	-5,9
CEMAC	2,5	-5,0	2,4	5,9	4,7	4,6	-5,4	-3,2	-0,5	-1,7	-2,7
CAE-5	-4,3	-0,7	-2,9	-5,0	-5,5	-7,2	-7,7	-8,1	-11,4	-11,1	-10,6
SADC	-2,5	-2,6	-2,0	-1,2	-2,4	-4,4	-6,0	-1,9	-2,5	-3,8	-4,3
Union douanière d'Afrique australe	-4,1	-2,4	-2,5	-3,8	-5,5	-6,1	-4,1	-2,8	-3,2	-5,0	-5,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-5,6	-3,1	-5,9	-5,4	-4,6	-9,1	-7,4	-6,5	-8,1	-8,3	-8,8
IADM	-6,6	-5,1	-6,8	-5,7	-6,4	-9,0	-7,4	-6,2	-7,6	-8,7	-8,4
Pays à régime de parité fixe classique	-0,8	-3,6	-1,2	1,7	-0,2	-0,9	-4,6	-4,2	-2,6	-4,3	-4,3
Pays sans régime de parité fixe classique	1,1	-1,0	0,1	4,5	1,7	0,0	-2,7	-0,5	-1,6	-2,7	-3,1
Afrique subsaharienne	0,7	-1,5	-0,2	4,0	1,3	-0,3	-3,2	-1,2	-1,7	-3,2	-3,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Dans compris.²Hors Soudan du Sud.³Hors États fragiles.⁴Données de l'exercice budgétaire.⁵En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS20. Dons officiels (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	0,4	0,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,1	0,1
Hors Nigéria	0,4	0,4	0,6	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2
Angola	...	...	0,5	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Cameroun	1,1	0,3	0,9	1,2	1,6	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4	1,3
Congo, Rép. du	0,2	0,1	0,0	0,0	0,3	0,6	0,2	0,0	0,4	0,8	0,7
Gabon	-0,2	-0,7	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,1	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Nigéria	0,4	-0,1	-0,1	0,7	0,5	0,8	0,9	0,6	0,7	0,0	0,0
Tchad	1,6	3,2	1,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,5	0,4	0,4	0,4
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire²	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,1
Hors Afrique du Sud	3,9	3,6	3,5	4,1	4,3	3,9	3,9	3,6	3,0	4,1	3,7
Afrique du Sud	-1,0	-0,8	-1,1	-1,1	-1,0	-1,1	-1,1	-0,7	-0,6	-1,1	-1,0
Botswana	7,2	5,2	6,6	7,7	8,9	7,7	5,5	6,8	6,9	9,5	9,6
Cap-Vert	5,3	5,7	4,7	4,4	5,1	6,7	5,4	6,4	3,7	0,9	1,9
Ghana	0,9	1,3	0,8	0,7	0,8	0,8	1,1	0,6	0,6	0,6	0,4
Lesotho	33,1	26,4	27,3	37,4	37,2	37,0	35,0	24,9	19,7	33,2	31,7
Maurice	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,9	1,1	0,6	0,8	0,9	0,7
Namibie	10,8	9,7	8,9	11,6	11,1	12,5	13,9	10,9	10,4	13,4	12,6
Sénégal	0,7	1,0	0,2	0,6	1,0	0,5	0,4	0,5	0,3	0,2	0,2
Seychelles	1,6	0,4	1,5	1,1	1,4	3,7	5,4	2,7	2,8	0,8	0,8
Swaziland	5,3	6,8	5,2	5,6	5,7	3,4	4,0	10,3	2,2	12,5	4,1
Zambie	1,9	0,8	1,8	1,9	2,6	2,2	2,4	1,5	0,8	0,6	0,7
Pays à faible revenu et États fragiles	4,0	4,0	3,9	4,3	4,2	3,9	4,1	4,2	3,7	3,0	2,7
Pays à faible revenu hors États fragiles	3,6	4,0	3,9	3,5	3,6	3,2	3,1	3,9	3,4	2,8	2,5
Bénin	2,8	3,2	2,1	3,1	2,8	3,0	3,9	3,0	1,8	2,3	2,1
Burkina Faso	3,4	3,2	3,3	3,0	4,3	3,4	4,4	3,9	4,2	3,3	2,9
Éthiopie ³	5,7	5,6	6,1	5,7	6,1	4,9	4,9	6,4	5,9	4,1	4,0
Gambie	1,2	3,1	1,2	1,0	0,1	0,4	1,3	0,0	0,0	2,2	0,5
Kenya	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Madagascar	1,5	3,3	1,4	1,3	0,6	0,8	0,1	0,0	0,7	0,3	0,3
Malawi	10,4	6,8	9,0	11,2	13,8	11,1	9,4	15,7	5,9	12,0	11,8
Mali	2,0	2,0	2,1	2,7	1,8	1,2	1,9	2,1	2,0	0,9	0,9
Mozambique	6,4	5,9	5,7	6,3	6,3	7,7	6,8	7,4	6,5	6,1	6,2
Niger	2,6	3,2	3,3	2,3	2,2	2,2	0,7	5,7	3,4	2,6	1,9
Ouganda	5,3	8,2	7,5	4,3	4,2	2,2	1,6	2,7	3,0	2,0	1,4
Rwanda	10,6	13,3	12,3	8,0	9,7	9,5	10,0	11,7	11,8	11,6	9,3
Sierra Leone	4,2	5,5	5,3	4,1	2,8	3,2	3,5	5,2	2,4	1,1	1,0
Tanzanie	3,5	3,8	3,7	3,3	3,4	3,3	3,1	3,0	2,9	2,1	1,9
États fragiles	5,1	3,9	3,8	6,3	5,7	5,9	6,9	4,9	4,4	3,7	3,3
Burundi	17,2	14,2	19,8	15,7	15,6	20,5	15,7	18,0	11,0	8,0	7,5
Comores	0,8	-0,3	-0,5	1,1	2,0	1,6	2,2	9,2	0,0	2,3	1,0
Congo, Rép. dém. du	6,4	5,0	3,9	8,7	7,4	7,2	11,1	6,7	5,1	4,4	4,3
Côte d'Ivoire	0,3	-0,1	-0,1	-0,2	0,8	1,1	2,2	0,8	1,4	0,4	0,4
Érythrée	6,9	15,1	9,3	4,1	3,1	2,8	2,6	5,2	3,2	1,2	0,5
Guinée	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,4	0,0	0,0	2,2	0,8	1,0
Guinée-Bissau	5,8	6,1	4,0	7,1	5,1	6,4	8,0	3,5	2,8	3,3	4,7
Libéria	119,5	119,3	113,1	152,7	115,3	97,4	79,7	75,7	63,2	47,5	38,9
République centrafricaine	3,9	5,2	2,0	5,3	3,5	3,4	3,6	3,7	2,2	3,1	3,7
São Tomé-et-Príncipe	23,4	20,9	25,7	24,2	15,5	30,5	17,5	22,9	20,3	24,3	15,1
Togo	1,3	0,8	1,2	1,4	1,7	1,4	1,5	2,0	3,2	3,8	3,8
Zimbabwe ⁴	5,1	1,5	1,5	6,5	6,0	10,2	10,6	3,0	2,6	3,5	3,0
Afrique subsaharienne¹	1,0	1,0	0,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7
<i>Médiane</i>	2,7	3,2	2,1	2,8	2,7	2,5	2,5	3,0	2,3	2,1	1,4
Hors Afrique du Sud et Nigéria	3,0	3,3	2,9	3,1	3,0	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,1
Pays importateurs de pétrole	1,3	1,3	1,0	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,4	1,2	1,1
Hors Afrique du Sud	4,0	3,9	3,7	4,2	4,2	3,9	4,1	4,0	3,5	3,4	3,0
Zone franc	1,0	1,0	0,9	1,0	1,3	1,1	1,4	1,3	1,2	1,0	0,9
UEMOA	1,4	1,4	1,2	1,3	1,8	1,6	2,2	2,0	2,0	1,4	1,3
CEMAC	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
CAE-5	3,1	3,9	3,9	2,7	2,8	2,4	2,3	2,7	2,6	2,0	1,6
SADC	0,6	0,5	0,3	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5
Union douanière d'Afrique australe	-0,1	-0,1	-0,4	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,1	0,2	0,1	0,0
COMESA (pays membres d'AFSS)	3,7	3,8	3,7	3,9	3,9	3,5	3,9	4,0	3,1	2,8	2,4
IADM	3,8	3,9	3,8	4,0	4,0	3,5	3,7	3,9	3,2	2,9	2,6
Pays à régime de parité fixe classique	2,3	2,3	2,0	2,3	2,5	2,2	2,7	2,6	2,2	2,5	2,2
Pays sans régime de parité fixe classique	0,7	0,7	0,5	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	1,0	1,0	0,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS21. Taux de change effectifs réels¹
(Moyenne annuelle; indice, 2000 = 100)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays exportateurs de pétrole²	130	112	124	133	134	147	145	149	152
Hors Nigéria	136	122	127	137	143	154	166	157	161
Angola	179	138	153	182	200	221	249	235	248
Cameroun	110	110	107	109	110	113	116	108	108
Congo, Rép. du	118	116	115	117	119	125	129	125	124
Gabon	106	105	106	102	107	111	111	107	106
Guinée équatoriale	154	144	147	150	157	170	176	178	188
Nigéria	127	108	123	131	129	143	134	145	147
Tchad	119	114	120	125	114	123	134	124	115
Soudan du Sud	...								
Pays à revenu intermédiaire³	101	106	107	104	99	91	96	108	106
Hors Afrique du Sud	107	103	107	109	107	107	104	109	108
Afrique du Sud	100	107	107	103	97	86	94	109	106
Botswana	99	109	104	99	90	90	101	110	109
Cap-Vert	100	100	97	98	101	105	106	102	105
Ghana	109	100	109	114	114	108	100	106	101
Lesotho ³	93	94	97	95	93	85	90	103	103
Maurice	89	92	87	85	85	96	92	95	100
Namibie	105	112	111	107	101	93	102	114	113
Sénégal	107	107	104	103	108	113	110	103	104
Seychelles	82	94	92	88	71	65	61	64	59
Swaziland	107	112	111	108	105	100	105	114	114
Zambie	149	106	130	171	157	181	155	164	160
Pays à faible revenu et États fragiles	96	91	93	94	97	105	105	98	98
Pays à faible revenu hors États fragiles	94	88	92	93	95	104	103	96	96
Bénin	119	118	118	118	119	124	123	115	114
Burkina Faso	112	111	111	110	109	118	120	110	112
Éthiopie ⁴	99	85	90	97	100	123	114	97	102
Gambie	56	51	54	54	59	62	57	55	51
Kenya	121	104	115	124	127	133	133	129	124
Madagascar	91	80	84	84	98	109	107	106	112
Malawi	71	72	73	71	69	71	78	73	71
Mali	110	107	109	108	109	116	117	111	111
Mozambique	84	84	84	83	82	91	85	72	86
Niger	111	109	112	108	108	119	122	114	114
Ouganda	90	85	89	89	91	94	93	99	94
Rwanda	77	69	75	79	79	83	90	87	84
Sierra Leone	72	69	69	72	73	78	79	76	77
Tanzanie	69	72	70	66	65	69	72	68	63
États fragiles	103	102	100	99	105	109	112	107	108
Burundi	70	64	71	74	69	71	78	80	80
Comores	120	120	117	118	122	122	122	115	115
Congo, Rép. dém. du	...								
Côte d'Ivoire	117	116	116	115	117	122	122	115	117
Érythrée	107	83	103	115	113	121	164	182	186
Guinée	73	82	65	57	81	79	82	76	73
Guinée-Bissau	112	109	110	109	112	121	119	115	118
Libéria	82	81	81	82	80	84	89	89	84
République centrafricaine	112	108	107	112	113	122	124	118	117
São Tomé-et-Principe	94	88	92	93	93	105	117	114	127
Togo	112	111	112	110	111	117	117	110	111
Zimbabwe ⁵	...								
Afrique subsaharienne²	107	103	107	109	108	109	111	116	116
<i>Médiane</i>	107	106	107	105	106	110	111	109	110
Hors Afrique du Sud et Nigéria	125	101	124	128	131	140	143	137	115
Pays importateurs de pétrole	99	100	102	100	98	96	99	104	103
Hors Afrique du Sud	99	94	97	98	99	106	105	101	101
Zone franc	115	113	113	113	114	120	122	116	116
UEMOA	113	112	112	111	112	119	119	112	113
CEMAC	116	114	114	115	116	122	126	120	120
CAE-5	91	86	90	91	92	97	98	97	92
SADC	102	104	105	104	101	96	103	112	111
Union douanière d'Afrique australe	100	107	107	103	97	87	94	109	106
COMESA (pays membres d'AFSS)	101	90	96	102	104	115	112	108	108
IADM	97	92	95	97	98	105	103	98	98
Pays à régime de parité fixe classique	113	112	112	112	113	118	121	116	116
Pays sans régime de parité fixe classique	106	101	106	108	107	108	109	116	115
Afrique subsaharienne	107	103	107	109	108	109	111	116	116

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Une augmentation indique une appréciation.²Hors Soudan du Sud.³Hors États fragiles.⁴Données de l'exercice budgétaire.⁵En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS22. Taux de change effectifs nominaux¹ (Moyenne annuelle; indice, 2000 = 100)										
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Pays exportateurs de pétrole²	58	58	57	59	58	60	54	51	49	
Hors Nigéria	47	46	45	46	47	48	49	44	43	
Angola	9	9	8	9	9	9	9	8	7	
Cameroun	111	111	109	108	111	114	115	110	112	
Congo, Rép. du	117	116	115	115	118	122	122	115	117	
Gabon	109	108	108	108	110	112	111	107	108	
Guinée équatoriale	123	120	119	119	125	132	130	124	127	
Nigéria	68	68	67	69	66	69	58	57	53	
Tchad	115	113	113	113	116	119	120	117	118	
Soudan du Sud	...									
Pays à revenu intermédiaire³	80	89	88	83	76	65	64	70	68	
Hors Afrique du Sud	69	75	73	71	66	62	55	56	53	
Afrique du Sud	84	94	93	88	79	66	67	76	73	
Botswana	78	97	88	76	67	62	65	68	65	
Cap-Vert	109	109	107	107	108	110	110	107	108	
Ghana	45	49	48	47	44	38	29	29	26	
Lesotho ³	99	106	108	102	97	83	83	93	92	
Maurice	74	83	76	71	68	73	69	71	73	
Namibie	86	94	94	89	82	72	75	83	81	
Sénégal	112	111	110	110	112	116	117	111	113	
Seychelles	80	93	92	92	72	52	37	40	37	
Swaziland	91	99	97	93	88	80	81	86	85	
Zambie	66	57	61	75	65	71	55	55	52	
Pays à faible revenu et États fragiles	79	83	80	78	77	76	72	66	60	
Pays à faible revenu hors États fragiles	77	80	79	77	76	75	70	63	57	
Bénin	116	117	114	113	117	120	118	112	113	
Burkina Faso	120	118	116	116	121	128	135	130	136	
Éthiopie ⁴	79	85	83	82	76	68	59	48	39	
Gambie	41	37	39	39	42	45	40	38	35	
Kenya	93	88	91	96	98	94	89	87	77	
Madagascar	59	64	57	54	58	62	56	52	52	
Malawi	40	47	43	38	36	37	38	35	33	
Mali	113	112	111	111	114	117	118	114	115	
Mozambique	54	59	57	51	49	52	48	37	42	
Niger	115	115	113	113	116	120	121	116	117	
Ouganda	82	84	84	81	82	81	73	67	57	
Rwanda	61	61	62	63	60	59	60	59	58	
Sierra Leone	56	63	57	56	52	51	48	40	35	
Tanzanie	59	66	63	57	55	56	53	49	43	
États fragiles	86	94	87	81	84	83	83	78	76	
Burundi	56	57	58	61	55	49	51	51	49	
Comores	115	114	112	113	117	121	121	116	119	
Congo, Rép. dém. du	...									
Côte d'Ivoire	115	115	113	112	115	119	119	113	114	
Érythrée	49	45	52	51	49	47	49	50	50	
Guinée	40	67	42	28	33	29	29	24	20	
Guinée-Bissau	117	116	116	115	118	120	120	116	116	
Libéria	54	61	59	57	50	46	46	44	42	
République centrafricaine	108	108	106	106	109	112	111	107	108	
São Tomé-et-Principe	53	66	61	51	45	40	38	34	34	
Togo	121	120	118	118	121	125	126	120	122	
Zimbabwe ⁵	...									
Afrique subsaharienne²	72	77	75	74	70	66	63	63	59	
<i>Médiane</i>	85	93	92	88	81	72	71	73	73	
Hors Afrique du Sud et Nigéria	61	65	64	59	58	57	54	50	47	
Pays importateurs de pétrole	80	87	85	81	76	69	67	68	64	
Hors Afrique du Sud	76	80	78	76	74	72	67	63	58	
Zone franc	114	114	112	112	115	119	120	114	116	
UEMOA	115	115	113	113	116	120	121	116	118	
CEMAC	113	112	111	111	114	118	118	113	114	
CAE-5	76	77	77	76	75	75	70	66	59	
SADC	66	73	71	68	62	56	56	58	56	
Union douanière d'Afrique australe	84	94	93	87	79	66	67	76	73	
COMESA (pays membres d'AfSS)	75	77	77	77	75	72	66	61	54	
IADM	76	79	77	76	74	73	67	62	57	
Pays à régime de parité fixe classique	110	110	109	108	111	113	113	110	111	
Pays sans régime de parité fixe classique	66	71	69	68	64	59	55	55	52	
Afrique subsaharienne	72	77	75	74	70	66	63	63	59	

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Une augmentation indique une appréciation.²Hors Soudan du Sud.³Hors États fragiles.⁴Données de l'exercice budgétaire.⁵En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS23. Dette extérieure envers les créanciers publics											
<i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	15,5	38,8	20,2	6,7	6,5	5,1	6,1	4,9	5,0	5,2	5,2
Hors Nigéria	20,1	39,5	26,0	13,9	12,2	8,8	10,8	8,8	8,4	8,9	9,0
Angola	14,5	36,2	15,9	7,9	6,5	5,8	8,3	8,7	7,5	7,2	6,8
Cameroun	18,0	40,4	33,4	5,6	5,3	5,1	5,5	6,5	7,6	9,2	10,3
Congo, Rép. du	57,2	77,3	64,0	46,6	55,4	42,5	39,1	8,7	10,6	15,9	17,8
Gabon	31,0	48,9	38,6	32,3	26,5	8,9	11,0	10,6	8,8	8,0	8,1
Guinée équatoriale	2,5	6,1	3,0	1,6	1,1	0,6	5,0	4,9	6,7	8,2	8,8
Nigéria	12,3	38,4	16,4	2,1	2,4	2,2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,5
Tchad	27,0	34,2	27,6	28,6	25,1	19,4	24,1	20,0	20,6	21,2	24,4
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	5,6	9,0	7,1	3,7	4,0	4,2	5,2	5,0	5,0	5,9	6,1
Hors Afrique du Sud	19,4	36,1	27,5	10,3	12,1	11,3	16,7	16,1	15,4	18,1	18,8
Afrique du Sud	2,0	2,3	2,0	1,9	1,8	1,9	1,8	2,0	2,0	2,1	2,0
Botswana	3,2	4,6	3,8	3,1	2,6	2,1	12,0	13,1	10,2	9,7	8,9
Cap-Vert	49,8	58,6	50,8	52,3	47,2	40,3	47,3	50,0	52,2	62,3	68,9
Ghana	24,0	44,3	36,5	10,7	14,5	14,1	19,4	19,4	18,5	21,5	23,0
Lesotho	49,3	57,8	52,2	53,5	41,7	41,2	40,9	33,5	31,6	33,1	34,8
Maurice	7,7	13,1	7,3	6,8	6,0	5,5	7,4	8,3	8,6	9,6	11,2
Namibie	4,7	5,1	4,4	4,5	5,1	4,3	4,8	4,3	6,5	8,4	7,9
Sénégal	28,4	46,3	40,2	18,5	19,0	18,1	26,7	25,8	24,5	32,5	33,7
Seychelles	29,0	32,4	34,6	21,8	24,6	31,4	30,0	24,9	25,6	29,3	28,4
Swaziland	...										
Zambie	39,2	114,4	57,5	5,0	10,3	8,6	12,3	10,8	10,9	13,1	12,9
Pays à faible revenu et États fragiles	51,5	72,0	63,6	50,1	38,2	33,4	32,8	27,7	27,7	24,9	25,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	35,3	57,8	49,2	31,4	19,4	18,6	20,7	22,8	23,6	23,1	23,5
Bénin	22,2	33,8	37,3	11,6	12,7	15,7	16,3	18,1	16,5	17,0	17,3
Burkina Faso	28,5	43,5	38,6	20,9	19,8	19,5	23,1	24,0	22,8	26,7	26,7
Éthiopie ³	36,2	71,6	48,1	39,6	11,2	10,5	12,8	18,1	20,9	18,2	19,0
Gambie	83,8	113,7	110,5	115,7	41,8	37,2	40,4	39,1	39,5	42,6	40,5
Kenya	26,1	35,5	28,9	24,4	21,4	20,4	22,3	23,3	24,6	22,8	21,8
Madagascar	44,6	78,4	66,5	28,8	26,0	23,4	29,4	28,7	25,9	25,7	25,3
Malawi	53,8	112,6	107,2	16,9	15,8	16,6	15,9	16,0	16,2	21,4	22,3
Mali	30,8	48,4	48,3	19,9	18,7	18,9	20,7	28,4	25,6	27,7	24,8
Mozambique	54,2	77,5	70,7	45,5	40,8	36,6	37,3	37,6	33,2	32,6	33,8
Niger	31,2	58,9	51,6	15,8	15,9	14,0	20,1	17,6	16,6	20,4	23,6
Ouganda	32,9	55,1	44,9	41,3	11,4	12,0	13,8	14,9	18,0	19,0	21,1
Rwanda	36,8	80,2	58,3	15,6	15,3	14,4	14,1	13,9	15,9	16,4	15,8
Sierra Leone	72,4	120,4	107,8	83,9	24,8	24,8	28,8	30,7	29,7	24,8	24,9
Tanzanie	36,3	52,8	49,1	35,5	22,0	22,2	25,5	27,7	30,0	28,8	30,1
États fragiles	91,2	101,7	96,8	95,9	86,8	74,8	67,8	41,0	38,3	29,8	29,5
Burundi	119,8	151,0	130,4	115,2	108,2	94,2	21,6	22,5	21,2	21,9	21,8
Comores	74,2	86,8	67,7	73,4	79,4	63,7	53,1	47,9	41,2	40,1	36,4
Congo, Rép. dém. du	144,7	175,6	162,7	138,6	129,4	117,2	123,4	34,8	30,1	31,6	33,5
Côte d'Ivoire	54,7	61,8	55,4	59,2	53,7	43,6	40,6	39,0	40,9	15,6	13,6
Érythrée	58,9	54,0	62,5	58,0	58,0	61,9	49,1	45,8	35,8	29,0	25,0
Guinée	91,3	89,7	110,1	109,8	78,0	68,6	69,6	64,0	61,8	62,2	63,8
Guinée-Bissau	164,6	195,4	179,2	176,8	149,0	122,7	127,8	19,0	17,9	21,0	20,9
Libéria	572,8	784,5	693,6	635,1	463,6	287,0	145,4	8,8	8,3	12,1	18,4
République centrafricaine	66,3	80,7	75,3	70,1	54,6	50,7	16,7	18,6	16,2	17,9	16,6
São Tomé-et-Principe	194,7	287,2	256,6	266,0	103,8	60,0	33,6	78,2	80,9	83,5	76,6
Togo	79,6	93,1	76,9	85,4	86,5	56,0	55,1	17,2	15,5	18,3	21,0
Zimbabwe ⁴	72,8	64,9	61,4	68,1	74,6	94,8	87,1	69,5	57,4	51,8	48,8
Afrique subsaharienne¹	18,3	31,0	23,0	14,2	12,1	11,0	12,2	9,8	9,7	9,8	10,1
<i>Médiane</i>	37,5	58,6	51,6	32,3	24,6	20,4	23,1	19,4	20,6	21,2	21,8
Hors Afrique du Sud et Nigéria	35,1	55,6	45,0	30,3	24,3	20,4	22,8	19,2	18,5	18,2	18,6
Pays importateurs de pétrole	20,0	28,1	24,1	18,0	15,1	14,8	15,4	12,4	12,3	12,6	13,1
Hors Afrique du Sud	41,4	60,8	52,3	37,3	30,0	26,6	28,3	24,1	23,7	22,8	23,2
Zone franc	33,4	49,3	41,9	28,5	26,5	20,7	22,7	18,6	18,2	16,5	16,9
UEMOA	41,3	55,5	50,3	37,1	34,5	29,3	31,1	28,4	27,7	22,4	22,0
CEMAC	25,6	42,4	33,5	20,3	18,9	13,1	13,8	9,2	9,7	11,4	12,3
CAE-5	33,3	50,0	42,5	32,6	21,0	20,3	20,8	22,1	24,0	23,2	23,5
SADC	11,8	17,5	14,0	9,7	8,9	9,1	10,3	7,6	7,3	7,9	8,0
Union douanière d'Afrique australe	2,4	2,8	2,4	2,3	2,1	2,1	2,5	2,6	2,6	2,8	2,7
COMESA (pays membres d'AFSS)	45,0	70,9	56,7	39,9	30,1	27,4	28,5	22,4	22,6	22,0	22,2
IADM	44,0	71,1	59,7	36,1	28,3	24,8	25,8	20,0	20,0	21,7	22,6
Pays à régime de parité fixe classique	32,3	46,8	40,0	28,1	26,0	20,7	22,6	18,7	18,3	17,1	17,4
Pays sans régime de parité fixe classique	14,9	27,2	19,0	11,1	8,9	8,5	9,6	7,7	7,7	8,2	8,5
Afrique subsaharienne	18,3	31,0	23,0	14,2	12,1	11,0	12,2	9,8	9,7	9,8	10,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS24. Termes de l'échange, marchandises											
<i>(Indice, 2000 = 100)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	131	104	125	133	137	154	123	138	156	157	157
Hors Nigéria	128	96	121	130	137	155	119	137	161	161	162
Angola	143	98	130	146	158	182	130	155	193	194	194
Cameroun	110	88	106	119	118	119	101	117	120	112	115
Congo, Rép. du	110	106	117	108	116	105	101	120	120	115	116
Gabon	130	95	117	132	141	166	121	140	162	161	152
Guinée équatoriale	138	115	144	129	126	175	139	127	142	165	166
Nigéria	133	110	127	135	137	153	128	140	153	155	155
Tchad	148	100	135	145	157	204	160	201	261	267	262
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	113	107	108	115	117	119	124	131	130	125	122
Hors Afrique du Sud	102	100	99	105	104	104	99	100	92	87	85
Afrique du Sud	116	108	111	118	121	124	132	141	143	138	135
Botswana	99	100	100	100	99	99	91	94	91	87	88
Cap-Vert	123	115	131	137	83	148	124	132	140	137	141
Ghana	80	93	85	78	75	68	67	60	42	39	36
Lesotho	65	74	64	64	62	60	54	51	51	50	53
Maurice	106	106	104	102	112	104	104	100	96	94	93
Namibie	105	96	104	109	111	105	98	97	97	93	91
Sénégal	107	100	98	106	97	133	125	122	127	127	129
Seychelles	82	94	85	79	78	72	80	74	69	70	71
Swaziland	83	100	89	76	74	75	91	81	79	66	64
Zambie	182	127	140	215	228	200	167	226	236	219	210
Pays à faible revenu et États fragiles	96	94	89	94	101	102	100	107	121	118	112
Pays à faible revenu hors États fragiles	83	80	78	81	87	89	87	94	102	100	93
Bénin	156	116	98	160	215	193	293	375	394	353	318
Burkina Faso	63	70	59	56	62	70	56	39	40	44	42
Éthiopie ³	46	45	43	44	46	51	37	51	74	69	54
Gambie	103	141	97	112	90	75	76	67	59	59	67
Kenya	84	87	84	87	84	78	96	102	101	91	82
Madagascar	142	102	105	108	191	205	153	144	148	147	147
Malawi	36	47	37	33	31	31	37	41	42	35	44
Mali	115	118	142	127	98	91	87	63	57	62	68
Mozambique	111	101	106	118	118	111	110	129	152	171	183
Niger	121	102	106	107	131	161	158	146	160	181	173
Ouganda	86	75	76	83	95	100	102	105	105	108	110
Rwanda	101	87	94	99	120	105	109	118	126	117	114
Sierra Leone	104	104	109	103	102	101	98	105	105	113	104
Tanzanie	55	57	51	51	55	60	65	69	69	71	73
États fragiles	131	137	118	128	138	134	136	142	177	166	166
Burundi	116	111	139	113	105	112	111	169	154	128	127
Comores	106	195	102	96	79	59	91	96	130	126	134
Congo, Rép. dém. du	643	530	435	675	843	732	592	709	610	533	531
Côte d'Ivoire	92	94	85	90	92	100	111	110	109	97	97
Érythrée	58	62	87	66	46	29	23	24	202	309	312
Guinée	46	79	45	34	39	31	32	29	21	20	20
Guinée-Bissau	83	105	95	68	79	67	67	80	104	79	81
Libéria	...										
République centrafricaine	61	68	67	63	58	47	62	59	57	60	63
São Tomé-et-Principe	63	63	70	67	58	55	67	68	62	66	61
Togo	69	83	75	58	60	70	69	65	66	68	68
Zimbabwe ⁴	...										
Afrique subsaharienne¹	115	103	109	116	120	127	121	131	140	137	134
<i>Médiane</i>	100	100	99	102	98	101	99	103	107	110	107
Hors Afrique du Sud et Nigéria	107	97	100	107	112	118	108	117	128	125	122
Pays importateurs de pétrole	108	103	102	108	112	113	116	123	127	122	118
Hors Afrique du Sud	98	96	92	97	102	102	100	105	111	107	102
Zone franc	109	96	104	108	111	124	117	120	126	126	126
UEMOA	100	97	92	97	100	112	116	109	110	109	108
CEMAC	115	93	113	116	119	133	112	123	134	136	135
CAE-5	75	74	72	74	78	77	86	91	91	88	85
SADC	121	109	113	122	129	133	131	143	150	146	144
Union douanière d'Afrique australe	114	107	110	116	119	121	128	136	137	132	129
COMESA (pays membres d'AFSS)	117	108	106	118	129	125	117	134	159	150	138
IADM	105	97	97	105	111	113	105	115	117	113	109
Pays à régime de parité fixe classique	106	96	103	106	108	119	113	115	132	132	132
Pays sans régime de parité fixe classique	117	105	111	118	123	128	122	134	141	138	135
Afrique subsaharienne	115	103	109	116	120	127	121	131	140	137	134

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS25. Réserves (Mois d'importations de biens et de services)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	7,3	4,6	6,8	8,3	7,1	9,7	6,6	4,8	5,2	5,9	6,6
Hors Nigéria	3,7	1,7	2,9	4,4	3,8	5,8	5,1	4,7	6,0	6,6	7,6
Angola	3,1	1,1	2,4	3,9	3,1	5,1	4,6	5,2	7,1	7,8	9,2
Cameroun	3,7	2,3	2,3	3,4	4,4	5,9	6,8	4,9	4,3	3,2	2,0
Congo, Rép. du	4,4	0,5	2,3	4,9	4,7	9,6	6,9	6,4	8,0	11,0	13,3
Gabon	3,5	2,2	2,8	3,8	3,6	5,5	5,0	3,6	4,3	4,7	5,3
Guinée équatoriale	6,9	3,2	7,9	9,7	6,6	7,2	5,1	3,0	3,6	4,1	4,1
Nigéria	9,8	6,5	9,4	10,8	9,5	12,7	7,9	4,8	4,5	5,5	6,0
Tchad	2,2	1,1	0,8	2,2	2,9	4,1	1,6	1,5	2,6	3,3	4,7
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	3,7	3,0	3,3	3,4	3,8	4,9	4,6	4,0	4,3	4,3	4,3
Hors Afrique du Sud	5,6	5,8	5,7	5,4	5,5	5,7	5,7	4,6	4,8	5,0	5,1
Afrique du Sud	3,1	2,3	2,6	2,8	3,3	4,6	4,2	3,8	4,2	4,1	4,0
Botswana	21,5	19,0	21,9	21,9	22,7	22,1	17,4	12,6	13,5	15,1	16,2
Cap-Vert	3,1	2,6	2,6	2,9	3,6	4,0	4,3	3,4	3,3	3,0	3,1
Ghana	2,4	2,9	2,5	2,5	1,9	1,9	2,9	2,9	3,2	2,9	3,1
Lesotho	4,7	3,6	3,6	4,2	5,8	6,5	5,3	3,9	3,4	3,7	4,2
Maurice	3,7	4,7	3,4	2,9	3,4	4,1	4,3	4,0	4,1	3,9	4,1
Namibie	2,0	1,5	1,3	1,5	2,4	3,2	4,4	3,2	3,1	2,9	2,7
Sénégal	3,5	4,4	3,5	3,0	2,8	3,6	4,9	4,1	3,9	3,9	3,7
Seychelles	0,7	0,5	0,7	1,2	0,4	0,7	2,0	2,2	2,4	2,7	2,8
Swaziland	2,5	1,7	1,3	1,8	4,2	3,8	4,4	3,0	2,9	3,2	2,6
Zambie	2,2	1,5	2,1	1,9	2,4	3,2	4,0	3,3	3,3	3,5	3,7
Pays à faible revenu et États fragiles	3,3	3,9	3,2	3,1	3,3	3,3	3,8	3,5	3,4	3,2	3,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	3,9	4,7	3,8	3,7	3,8	3,6	4,1	3,7	3,5	3,3	3,2
Bénin	7,0	7,5	6,9	6,1	7,0	7,7	7,2	7,1	5,1	4,2	3,7
Burkina Faso	4,9	5,7	3,6	4,0	5,6	5,7	6,0	3,9	3,0	2,8	2,4
Éthiopie ³	2,2	4,1	2,3	1,7	1,9	1,1	2,2	2,5	2,8	1,7	1,5
Gambie	3,9	3,2	3,8	4,3	4,5	3,7	6,6	5,7	5,8	5,9	5,8
Kenya	2,9	2,7	2,6	2,9	3,2	3,0	3,4	3,2	3,0	3,5	3,7
Madagascar	2,5	2,9	2,5	2,0	2,1	3,0	4,2	3,8	4,0	3,7	3,0
Malawi	1,3	1,2	1,4	1,1	1,2	1,5	0,7	1,7	1,1	1,1	2,1
Mali	4,6	5,6	4,8	4,6	3,5	4,6	5,1	4,2	5,0	3,9	2,6
Mozambique	4,0	4,7	3,7	3,8	3,8	4,2	5,4	4,6	5,0	5,3	5,4
Niger	3,2	2,9	2,8	3,5	3,6	3,3	2,9	2,8	2,2	2,8	2,9
Ouganda	6,2	7,1	6,0	6,5	6,1	5,0	5,8	4,7	4,2	4,3	4,3
Rwanda	5,4	5,9	6,2	5,6	4,7	4,7	5,4	4,5	5,2	5,0	4,4
Sierra Leone	4,3	3,3	4,5	4,6	4,4	4,6	4,6	2,4	2,8	2,9	2,8
Tanzanie	4,8	6,5	4,7	4,1	4,5	4,2	4,5	4,1	3,3	3,3	3,4
États fragiles	1,9	2,1	1,6	1,8	2,0	2,2	3,0	3,0	3,1	3,0	3,0
Burundi	3,6	2,2	2,1	3,5	3,6	6,4	4,6	4,4	4,0	3,8	4,1
Comores	6,4	9,0	6,6	5,8	5,5	5,3	6,6	5,5	6,1	5,8	5,7
Congo, Rép. dém. du	0,4	0,9	0,4	0,3	0,2	0,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5
Côte d'Ivoire	2,8	2,8	2,2	2,6	3,1	3,1	3,9	4,6	4,7	4,9	5,0
Érythrée	1,0	0,7	0,7	0,8	1,1	1,6	2,2	2,3	2,6	3,8	4,4
Guinée	0,9	1,3	0,9	0,8	0,7	1,0	2,7	1,5	3,0	1,8	1,8
Guinée-Bissau	5,3	5,6	5,5	4,6	5,3	5,6	7,6	5,5	11,7	8,8	7,9
Libéria	0,5	0,2	0,2	0,5	0,7	1,2	2,5	2,5	2,4	2,0	2,2
République centrafricaine	4,2	6,3	5,2	3,8	2,1	3,4	5,2	4,3	3,6	3,8	3,9
São Tomé-et-Principe	4,7	3,9	3,6	4,9	4,2	7,2	6,2	4,1	3,9	4,6	4,4
Togo	3,2	3,5	1,9	3,1	3,2	4,2	4,6	4,1	4,4	4,5	4,4
Zimbabwe ⁴	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,2	0,8	0,4	0,4	0,3	0,3
Afrique subsaharienne¹	4,8	3,6	4,3	5,0	4,9	6,4	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9
<i>Médiane</i>	3,3	2,9	2,6	3,4	3,5	4,2	4,6	3,9	3,8	3,8	3,8
Hors Afrique du Sud et Nigéria	4,0	3,8	3,7	4,0	4,0	4,6	4,6	4,1	4,6	4,7	5,0
Pays importateurs de pétrole	3,5	3,3	3,2	3,3	3,7	4,3	4,3	3,8	4,0	3,9	3,9
Hors Afrique du Sud	4,1	4,5	4,0	3,9	4,0	4,0	4,4	3,9	3,9	3,8	3,7
Zone franc	4,1	3,3	3,3	4,1	4,2	5,4	5,2	4,3	4,4	4,5	4,5
UEMOA	3,9	4,3	3,4	3,5	3,8	4,2	4,8	4,5	4,3	4,1	3,8
CEMAC	4,2	2,2	3,3	4,7	4,5	6,4	5,6	4,1	4,6	4,9	5,2
CAE-5	4,3	5,0	4,2	4,2	4,3	4,0	4,4	3,9	3,5	3,7	3,8
SADC	3,6	2,9	3,1	3,4	3,7	4,9	4,5	4,1	4,7	4,8	5,1
Union douanière d'Afrique australe	3,9	3,0	3,3	3,5	4,1	5,3	4,7	4,1	4,5	4,5	4,5
COMESA (pays membres d'AFSS)	2,7	3,1	2,6	2,6	2,8	2,7	3,3	3,0	3,0	2,9	2,9
IADM	3,5	3,9	3,3	3,3	3,4	3,8	4,4	3,8	3,8	3,5	3,4
Pays à régime de parité fixe classique	3,9	3,1	3,1	3,9	4,1	5,2	5,1	4,1	4,3	4,4	4,4
Pays sans régime de parité fixe classique	5,0	3,7	4,5	5,2	5,0	6,6	5,1	4,2	4,5	4,7	5,0
Afrique subsaharienne	4,8	3,6	4,3	5,0	4,9	6,4	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.